



Textes de discussion et documents sur l'effondrement du stalinisme

Sur l'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est 22

par Joseph Seymour

Pour la clarté marxiste et pour aller de l'avant 38

par Albert St. John

Pologne: fondation du Groupe spartaciste ... 43

Tiré du « Bulletin Spartacist » n° 1 en russe

Pour un parti trotskyste en URSS! 58

Une érudite œuvre de circonstance
Le « Trotsky » de Pierre Broué: taillé sur mesure pour la perestroïka ... 3

Tamara Deutscher, 1913-1990 2

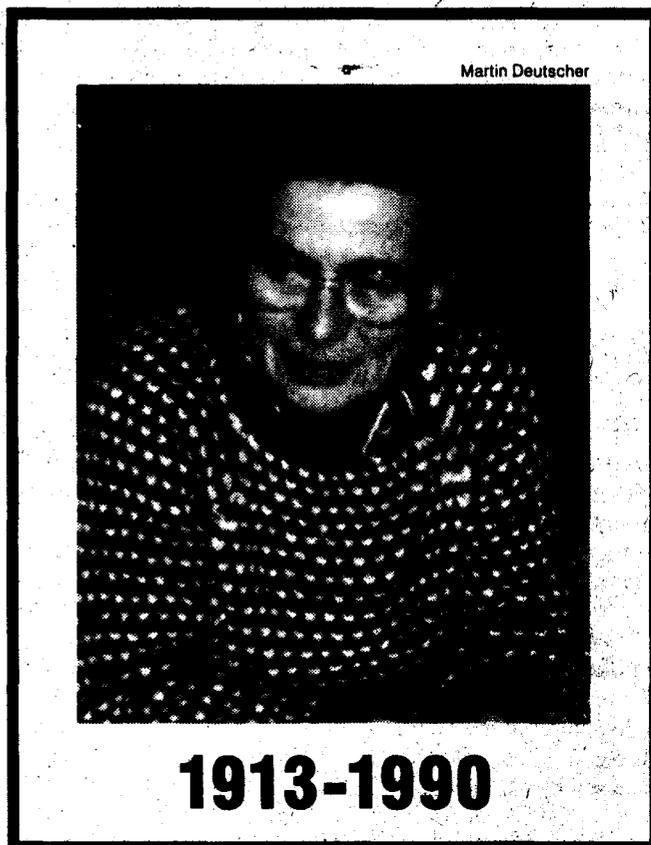
Tamara Deutscher

La nécrologie que nous publions ci-dessous a été traduite et légèrement adaptée de *Workers Vanguard* n° 510, 21 septembre 1990, journal de la *Spartacist League/US*.

L'historienne et éditorialiste marxiste Tamara Deutscher est décédée à Londres le 7 août dernier, à l'âge de 77 ans. Ses articles, traitant en particulier de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, paraissaient régulièrement dans les pages du magazine *New Left Review* de Londres et d'autres publications. Jusqu'à la mort en 1967 de son mari, Isaac Deutscher, l'auteur de l'indispensable biographie en trois volumes de Léon Trotsky, elle avait consacré une grande partie de son énergie et de son talent considérables à collaborer avec lui. Dans la préface de la troisième partie de sa biographie de Trotsky *le Prophète désarmé*, Isaac Deutscher disait de Tamara qu'elle était son « premier lecteur, un lecteur aussi impitoyable qu'indulgent ». Elle a continué, pour le reste de sa vie, à superviser la publication des travaux de Deutscher et elle était particulièrement heureuse de voir ses livres commencer enfin à paraître dans leur Pologne natale, ainsi que dans d'autres Etats ouvriers déformés.

A l'instar de son mari, la perspective marxiste et le dévouement de Tamara Deutscher à la cause du socialisme ont été façonnés pendant son enfance par l'effervescence révolutionnaire qui s'étendit dans toute la Pologne, et en particulier parmi sa population juive, à l'époque de la Révolution russe. Elle est née Tamara Lebenhaft en 1913, dans une famille juive de gauche établie dans le centre prolétarien de Lodz. Lorsqu'elle décrivait ses origines, elle aimait faire remarquer que cette ville était connue à cette époque sous le nom de « Lodz la rouge », en raison du haut niveau de conscience socialiste et de combativité des travailleurs, surtout dans les grandes fabriques de textile qui avaient été construites au tournant de ce siècle.

Isaac Deutscher avait été pour un temps un porte-parole de l'Opposition polonaise qui fut exclue du Parti communiste au début des années 30. Il rompit avec le trotskysme en opposition à la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Tamara Deutscher ne fut jamais, à notre connais-



sance, directement associée à la Quatrième Internationale, ni à aucun courant organisé se réclamant du trotskysme. Sa vision du monde était cependant profondément influencée par les enseignements de Trotsky et des autres grandes figures du marxisme.

Nos camarades ont eu l'occasion à deux reprises d'avoir des échanges avec Tamara Deutscher. La première occasion se présenta en 1986 quand nous préparions une critique des *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, l'autobiographie de Hersh Mendel, militant communiste polonais de l'entre-deux-guerres qui avait été un camarade très proche d'Isaac Deutscher. La deuxième fois que nous avons rencontré Tamara Deutscher fut en juin de cette année [1990], quand des camarades qui revenaient d'un voyage en Pologne lui ont rendu visite et ont échangé avec elle des observations sur les récents développements en Pologne et en Europe de l'Est.

Bien qu'ayant, dans le passé, fait preuve de désintérêt déclaré vis-à-vis des diverses tendances se réclamant du trotskysme, elle avait toutefois commencé à lire les publications de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Elle a exprimé un intérêt particulier pour la « Lettre aux travailleurs polonais » que nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands avaient distribuée tant en Pologne qu'en Allemagne, et qui s'inscrivait contre Solidarność et sa politique de restauration du capitalisme et avançait une alternative trotskyste à la banqueroute stalinienne.

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (responsable), Susan Adrian, Helene Brosius, Elizabeth Gordon, Jean Lesueur, Jean Thimbault

REALISATION : Jorge Ramirez

DIFFUSION : Karen Valdez (New York), Jean-Luc Etchart (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING CO.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Téléphone : (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 26



printemps 1991

suite page 21

Une érudite œuvre de circonstance

Le « Trotsky » de Pierre Broué : taillé sur mesure pour la perestroïka

Une critique de Daniel Dauget

A Tamara Deutscher, dont le travail acharné a permis que la pensée d'Isaac Deutscher soit accessible dans les principales langues européennes.

Traduit de Spartacist n° 45-46, hiver 1990-91.

A l'automne 1988, Pierre Broué, professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université des Sciences sociales de Grenoble, faisait paraître à Paris une biographie de Léon Trotsky qui, à ce jour, n'a pas été publiée dans d'autres langues que le français. Durant les vingt-cinq années qui ont précédé la publication de ce livre, la seule biographie importante de Trotsky – l'homme qui dirigea avec Lénine la Révolution russe, qui fut le fondateur et le commandant de l'Armée rouge et qui combattit avec le plus d'intransigeance la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier soviétique – a été la trilogie mondialement connue d'Isaac Deutscher. Dans son travail de recherches, Deutscher avait été efficacement secondé par son épouse, Tamara. Il fut le premier historien à travailler sur les archives personnelles de Trotsky, y compris sur la partie alors fermée, qui sont déposées à l'Université de Harvard. La trilogie de Deutscher – *le Prophète armé* (1954), *le Prophète désarmé* (1959) et *le Prophète hors-la-loi* (1963) – est une œuvre honnête et puissante, le couronnement de la vie de son auteur.

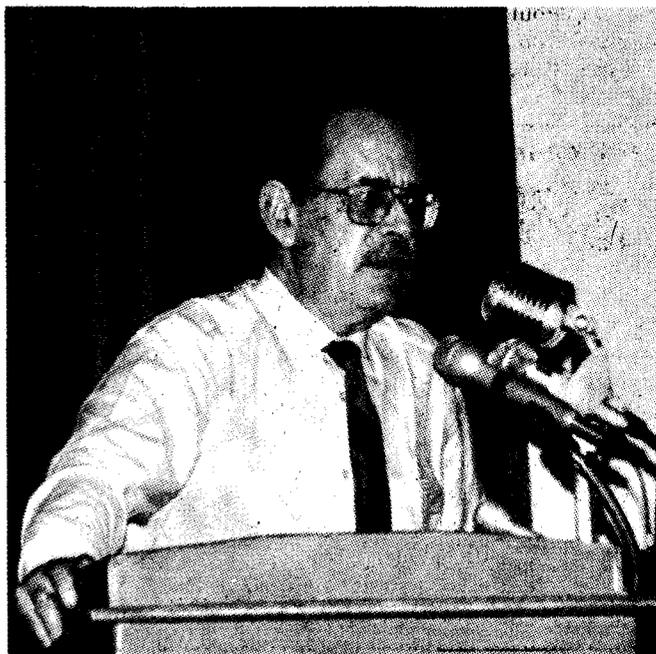
Deutscher, qui est décédé en 1967, avait adhéré au Parti communiste polonais à la fin des années 20, à l'âge de dix-neuf ans. Du temps de Lénine, on disait dans l'Internationale communiste que « le parti allemand est le plus grand et le parti polonais est le meilleur ». Dès le milieu des années 20, Staline avait déclaré une guerre sainte contre le « luxemburgisme », qu'il considérait comme une version polonaise du trotskysme ; la direction du parti polonais subit épuration après épuration. Deutscher lui-même avait été exclu en 1932 avec un groupe qui critiquait la « troisième période » et le régime bureaucratique dans le parti, et qui était influencé par les idées de l'opposition trotskyste en URSS. Staline devait finir par dissoudre purement et simplement le parti polonais en 1938, l'accusant d'être « infecté » par le trotskysme – ce qui dans sa bouche était synonyme d'« agence de la police politique polonaise ».

Même après sa rupture avec le trotskysme organisé – quand, en 1938, il s'opposa à la fondation de la Quatrième Internationale – Deutscher resta un opposant farouche au stalinisme d'un point de vue socialiste, même s'il suggère parfois que la montée de Staline était inévitable. Outre la trilogie sur Trotsky, ses écrits sur l'Union soviétique après le « dégel » khrouchtchévien de 1956, ses écrits antisionistes,

laïques et marxistes sur la question juive ainsi que les polémiques pédagogiques qu'il a eues avec les jeunes militants de la « nouvelle gauche » en plein mouvement contre la guerre du Vietnam, comptent parmi ses contributions importantes – et qui pour nous, membres de la Ligue communiste internationale, gardent aujourd'hui encore une grande valeur. Malheureusement, son œuvre reste largement inconnue en France.

Deutscher présentait Trotsky comme l'incarnation du marxisme classique – l'internationalisme révolutionnaire prolétarien – qu'il savait *aux antipodes* des principaux courants du mouvement ouvrier contemporain, le stalinisme et la social-démocratie. Broué cherche au contraire à présenter un Trotsky qui serait acceptable pour les intellectuels qui rejettent le léninisme et la conception communiste de la révolution mondiale tout entière – il taille sur mesure un Trotsky correspondant à la vision du monde qu'a l'intelligentsia gorbatchévienne actuelle en URSS.

Broué a, pendant des dizaines d'années, mis son travail d'historien au service de la tendance lambertiste en France, tendance qui se réclame du trotskysme et à laquelle il a appartenu pendant plus de quarante ans. Mais quelques mois après la parution de son livre, il était exclu du Parti communiste internationaliste de Lambert (PCI, anciennement OCI) pour avoir pris la parole à la tribune d'un meeting parrainé par un organisme dont on sait qu'il a été lié à la Nouvelle action royaliste (cf. *le Monde*, 25-26 juin 1989). Cette dernière, qui prône la restauration d'une monarchie



Spartacist
Pierre Broué, parlant à New York en octobre 1989

« populaire », avait cependant appelé à voter pour François Mitterrand, le chef de file social-démocrate du front populaire en France, lors de l'élection présidentielle de 1981. Le soutien éhonté des lambertistes à ce même front populaire de Mitterrand remonte au tout début des années 1970 ; le gangstérisme, pour lequel le PCI est internationalement connu, de même que sa stalinophobie de plus en plus systématique datent de dizaines d'années avant la scission d'avec Broué. Le fait que Broué omet de mentionner son appartenance organisationnelle autrement que comme une question historique (il écrit avoir adhéré en 1944 à la section française de la Quatrième Internationale) ne va pas dans le sens de la « vérité historique » ; en fait, le programme politique du groupe de Lambert pèse lourdement sur sa biographie de Trotsky.

Dans sa préface, Broué déclare sur la trilogie de Deutscher que, bien qu'elle ait contribué à rompre la conspiration du silence, « elle constitue aujourd'hui, à mon avis, un véritable obstacle à la connaissance de Trotsky, d'autant qu'elle est présentée comme l'œuvre d'un "trotskyste" ou d'un "sympathisant" ». Bien sûr, on doit s'attendre à des comparaisons avec l'œuvre de Deutscher. Mais il est clair que Broué a une dent contre lui. Il cite même avec approbation l'anticommuniste George Lichtheim lorsque celui-ci affirme calomnieusement que la trilogie de Deutscher serait une « apologie discrètement voilée de Staline ». (Il cite aussi sans commentaire Leonard Schapiro, qui a fait carrière comme historien antibolchévique favori de la bourgeoisie anglo-américaine – voir « Leonard Schapiro : Lawyer for Counterrevolution » [« Leonard Schapiro : avocat de la contre-révolution »], *Spartacist* édition anglaise n° 43-44, été 1989.)

Dans sa préface, Broué cherche à discréditer Deutscher : « Or Deutscher n'est pas un historien [...]. En outre, ce n'est pas un compte personnel qu'il règle avec Trotsky, mais bel et bien un compte politique [...]. » Certes il est vrai que la vision objectiviste qu'avait Deutscher de la montée et de la consolidation du stalinisme colore son œuvre, et son opposition à la formation de la Quatrième Internationale est évidente dans la façon dont il traite cette question dans *Le Prophète hors-la-loi*. Mais Deutscher est honnête là-dessus, et il présente ouvertement les positions qui sont les siennes quand il est en désaccord avec Trotsky. Broué, quand il règle ses comptes politiques à des fins toutes personnelles, a tendance à attribuer à Deutscher des positions qu'il n'a pas afin de mieux les démolir et « défendre » Trotsky jusqu'à rendre obscures ou déformer beaucoup des positions de Trotsky et de Deutscher.

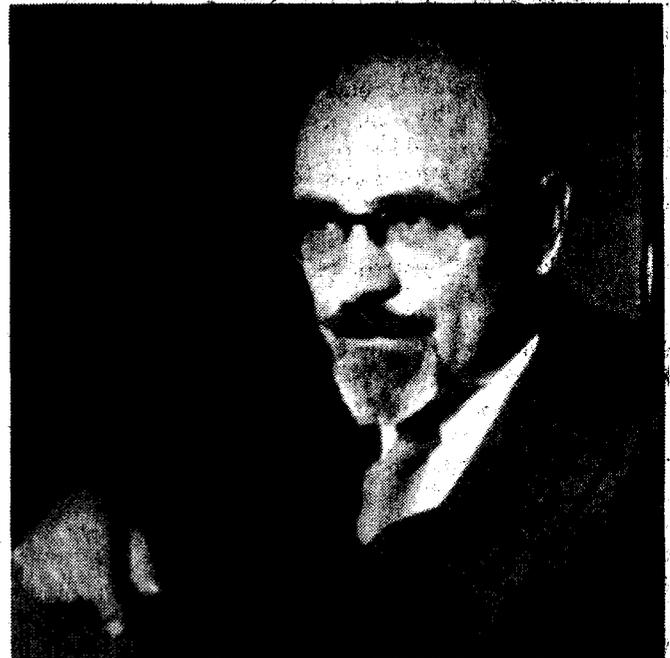
De notre point de vue, il convient de faire une remarque générale à propos des œuvres des deux auteurs. Dans la préface au *Prophète désarmé*, Deutscher écrivait : « Carlyle a dit un jour que, biographe de Cromwell, il lui avait fallu dégager le Lord Protecteur d'une montagne de débris, d'un amoncellement énorme de calomnie et d'oubli. Biographe de Trotsky, j'ai dû faire un travail assez semblable [...]. » Dans le contexte de l'après-Deuxième Guerre mondiale, Deutscher faisait preuve d'un courage intellectuel exceptionnel. La plus grande partie de l'intelligentsia occidentale dînait à la table de la Guerre froide, tandis qu'une minorité jouait le rôle d'apologiste du stalinisme. Deutscher n'était ni l'un ni l'autre. En dépit des importantes divergences que nous avons avec lui, nous sommes enclins à être solidaires de ses efforts pour nager à contre-courant, et pas du tout

enclins à l'être des tentatives de Broué de nager avec le courant de la perestroïka.

Pour le lecteur qui ne sait que relativement peu de choses de Trotsky, Broué donne de sa vie un récit détaillé et cohérent, en cinq parties de longueur à peu près égale : « L'ascension » (jusqu'à 1917), « Le pouvoir » (1917-1923), « Dans l'opposition en URSS » (1924-1928), « Dans l'opposition en exil » (1929-1933) et « La Quatrième Internationale » (1933-1940). En un millier de pages serrées, Broué fait une synthèse de travaux parus précédemment, et même ceux qui sont familiers avec Trotsky y trouveront d'innombrables petits détails qui éclairent sa vie politique. L'utilisation du livre comme ouvrage de référence est facilitée par une chronologie en vingt pages de la vie de Trotsky, et cinquante pages d'un index de personnes avec résumés biographiques qui inclut pratiquement tous ceux qui ont été en contact avec Trotsky ou la Quatrième Internationale. Il manque cependant un index thématique (omission habituelle et regrettable dans la plupart des publications universitaires françaises, mais à laquelle Broué n'a pas entièrement succombé en publiant l'édition française des œuvres de Trotsky).

Broué fait grand cas du fait qu'il a eu la possibilité de travailler sur la fameuse « partie fermée » des archives de Trotsky à Harvard, laquelle a été ouverte en 1980, comme l'avait souhaité Trotsky. Il écrit qu'il a été « le premier chercheur à [y] pénétrer, sans passe-droit [...] ». Ce qu'il ne dit pas, ou plutôt ce qu'il dissimule avec son « passe-droit », c'est qu'Isaac Deutscher, bien que travaillant seul, a eu aussi accès à la partie fermée des archives, en 1959, à l'époque où il travaillait sur le dernier volume de sa trilogie – avec l'autorisation de Natalia Sedova, la veuve de Trotsky. Cette mesquine petite manipulation à laquelle se livre ici Broué est symptomatique de l'esprit qui règne chez les universitaires.

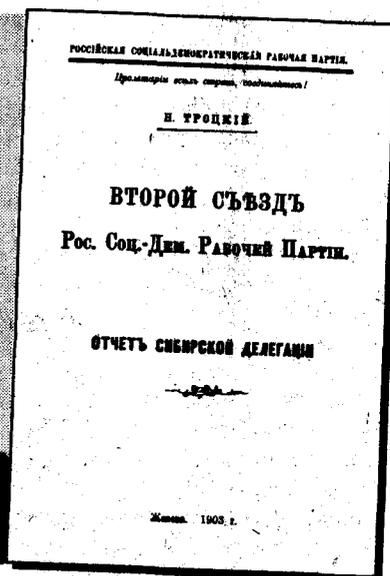
Dans certains domaines, le *Trotsky* de Broué fournit



Oxford University Press

Isaac Deutscher. Sa biographie en trois volumes est un outil indispensable pour comprendre la vie et l'œuvre de Trotsky.

Penguin Books



Trotsky en Sibérie. A droite : « Rapport de la délégation sibérienne » de Trotsky (édition russe de 1903).

beaucoup plus de détails que Deutscher et corrige certaines erreurs factuelles mineures de sa trilogie. Mais au bout du compte, la biographie de Broué ne représente qu'une extension quantitative de nos connaissances. On n'y trouve pas, par exemple, l'équivalent de l'indispensable travail réalisé par E.H. Carr, qui épulcha la collection de la *Pravda* de Leningrad pour aboutir à une appréciation définitive de l'opposition zinovéviste de 1925.

Broué profite de l'intérêt récemment suscité par le trotskysme et l'histoire de l'Union soviétique pour répondre aux critiques avancées contre Trotsky par des historiens libéraux comme R.V. Daniels et Baruch Knei-Paz, ainsi qu'aux calomnies anticommunistes plus générales sur le rôle de Trotsky en tant que fondateur et commandant en chef de l'Armée rouge pendant la Guerre civile. Et ce qui est tout aussi important, il polémique à plusieurs reprises contre l'« historiographie » et les falsifications soviétiques traditionnelles concernant Trotsky. « Ce livre s'adresse, bien entendu, au public français, mais, je ne le cache pas, il s'adresse aussi aux chercheurs soviétiques : qu'il les aide en leur servant de référence, de repoussoir ou d'élément de comparaison, mais qu'il les aide dans cette reconquête dont le succès est essentiel pour tous ! Qu'il existe pour la vérité historique ! »

Le Trotsky de Broué et la glasnost

La glasnost a propulsé Broué sur l'arène internationale comme l'« interprète » semi-officiel de Trotsky et comme l'un des intermédiaires entre l'intelligentsia soviétique et les soi-disant « trotskystes » dans le reste du monde. Le voyage, largement médiatisé, qu'il a effectué en Union soviétique fin 1988, sous les auspices de l'Association France-URSS, aurait été inconcevable il y a seulement quelques années. Cependant, essayer de déterminer ce que Broué pense réellement de Trotsky et des positions politiques de ce dernier à travers les insinuations, omissions et interprétations tendancieuses dont son livre est truffé, c'est un peu comme essayer de découvrir la « vraie » ligne dans une résolution votée par le Parti communiste français : « d'un côté », vous avez beaucoup de références à la lutte de classes, mais « d'un autre côté » la ligne réelle est le soutien au front populaire. En opérant par petites touches, omissions et déformations,

la biographie, par ailleurs érudite, de Broué cherche à brosser du révolutionnaire intransigeant qu'était Léon Trotsky un portrait qui soit plus « acceptable » pour l'opinion petite-bourgeoise et social-démocrate, et il le fait sur des questions aussi brûlantes que celles du parti, de Cronstadt, de la Géorgie, etc. Cette biographie est aussi un moyen d'argumenter que les « trotskystes » d'aujourd'hui devraient être acceptés par l'intelligentsia pro-Boukharine de la perestroïka dans une version contemporaine du bloc entre « gauche » et droite contre le « stalinisme ».

Un Trotsky que puissent « avaler » la bureaucratie soviétique, les sociaux-démocrates et les « antistaliniens » pro-capitalistes d'Europe de l'Est ? Broué est convaincu que son livre y pourvoira. A la fin de son avant-propos, il écrit : « Je crois qu'ils [les lecteurs] découvriront un homme très différent de l'idée qu'ils s'en faisaient, mais plus encore de l'idée qu'on leur en avait donnée. Je suis convaincu qu'avec moi ils aimeront ce Trotsky-là. » Broué présente un « Trotsky » dont le combat pour la Quatrième Internationale est dépouillé de son urgence, dont l'opposition au front populaire est dénaturée, dont la théorie de la révolution permanente est pratiquement escamotée, dont les attaques intransigeantes contre le dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » sont enfouies, et qui, de plus, est « aimable » ! Broué veut que nous « aimions » Trotsky, mais ce n'est pas ce qui est à retenir de la vie de Trotsky. D'après la plupart des témoignages, ce dernier n'était pas un homme particulièrement chaleureux ou sociable ; il n'en était pas moins un des hommes politiques révolutionnaires les plus profonds de notre temps ; comme aucun autre, il incarna la continuité du programme de la Révolution bolchévique et combattit pour cette cause.

Nous souhaitons que le *Trotsky* de Broué soit rapidement traduit dans d'autres langues. Mais Broué a conçu son livre comme une intervention politique dans les luttes qui prennent aujourd'hui forme en URSS et en Europe de l'Est, et qui détermineront non seulement l'avenir à court terme de cette région mais aussi peut-être le sort de l'humanité. De ce point de vue, on ne peut, à propos de *Trotsky* de Broué, manquer d'évoquer les premières lignes de *l'Etat et la Révolution* de Lénine :

« Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs



Y.A. Zhelyabuzhsky

Lénine (jouant ici avec A. A. Bogdanov aux échecs à Capri en 1908) forgea, depuis son exil européen, le Parti bolchévique capable de diriger la Révolution russe.

révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. »

Trotsky le « franc-tireur »

La façon dont Broué traite de l'activité politique de Trotsky entre la scission décisive des bolchéviques et des menchéviques en 1903 et la révolution d'Octobre est au cœur de son interprétation. C'est en effet là qu'il aborde les débats au sein de la social-démocratie russe sur la nature, la forme et la structure qui doivent être celles d'un parti révolutionnaire si celui-ci veut prendre le pouvoir d'Etat, ainsi que le rôle des débats politiques et programmatiques pour forger un tel parti. Après la scission de 1903 entre bolchéviques et menchéviques, Trotsky était devenu « une sorte de franc-tireur dans le parti ».

Broué approuve cette attitude de Trotsky, y voyant l'explication du rôle dirigeant que celui-ci a joué dans la Révolution de 1905 en tant que président du soviét de Saint-Petersbourg, ainsi que du brillant usage propagandiste qu'il fit de son procès après la défaite de 1905 :

« En fait, dégagé effectivement de toute obligation fractionnelle, à bonne distance des aléas et rebondissements des conflits entre les deux fractions principales, satisfait, sous cet angle, de sa position "unitaire", dont la victoire lui semble inscrite dans l'avenir, Trotsky a les mains totalement libres pour consacrer son attention et son activité aux événements qui se développent en Russie [...]. »

— Broué, p. 97

En lisant ça, on doit en conclure que la bataille fractionnelle menée par Lénine contre le menchévisme n'avait rien à voir — si tant est qu'elle n'était pas en contradiction — avec

intervenir dans la lutte révolutionnaire et en prendre la direction. De fait, Broué considère comme exemplaire le rôle de Trotsky comme chef de file des « conciliateurs » entre bolchéviques et menchéviques.

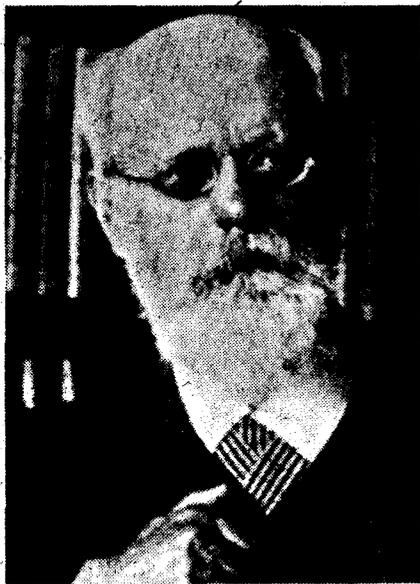
Auparavant, comme le remarque Broué, « Trotsky, partisan de la centralisation et de l'autorité du comité central dès l'époque de sa déportation en Sibérie, [était] apparu en émigration comme un "homme de main" de Lénine ». Au congrès de 1903, Trotsky engagea une bataille programmatique contre Lénine sur la question du parti. Par exemple, Trotsky n'était pas d'accord pour que les décisions du congrès aient valeur souveraine : « *Le Congrès est un enregistreur, un contrôleur mais pas un créateur* » (*Rapport de la délégation sibérienne*, 1903). Même si les implications programmatiques de la scission de 1903 étaient à l'époque loin d'être claires, il s'agissait pourtant d'une scission fondamentale sur la question du parti. Dans le *Rapport de la délégation sibérienne*, la position fédéraliste de Trotsky sur cette question était aussi exprimée par son rejet de la définition bolchévique du membre du parti qui requiert la « participation personnelle dans une des organisations du Parti ». En termes pratiques, Trotsky était pour la définition menchévique selon laquelle un membre du parti « prête un concours personnel » au parti — il souhaitait permettre à toutes les « organisations ouvrières » larges, qui existaient aux côtés des comités du parti dans beaucoup de grandes villes russes, d'agir au nom du parti, qu'elles adhèrent ou non aux statuts ou aux décisions des congrès du parti.

En même temps qu'il s'enthousiasme pour l'indépendance de Trotsky, Broué mentionne en passant que ce dernier, pendant toute cette période, avait tort sur la question du parti. Mais ce qu'il écrit à ce sujet est très en deçà du jugement porté plus tard par Trotsky lui-même :

« Les profondes divergences qui m'ont séparé du bolchevisme pendant tout un nombre d'années et qui, dans nombre de cas, m'ont mis en opposition aiguë et hostile au bolchevisme, s'exprimaient très clairement dans mes rapports avec la fraction menchevique. Je commençais avec la perspective radicalement fautive que le cours de la révolution et la pression des masses prolétariennes forceraient en définitive les deux fractions à suivre la même voie. Je considérerais donc qu'une scission était une perturbation non nécessaire des forces révolutionnaires. Mais, comme le rôle actif dans la scission était joué par les bolcheviques — puisque c'était seulement par une démarcation impitoyable, non seulement dans le domaine des idées mais dans celui de l'organisation, qu'il était possible, selon Lénine, de garantir le caractère révolutionnaire du parti prolétarien (et toute l'histoire ultérieure a pleinement confirmé la justesse de cette politique) — mon "conciliationnisme" m'a conduit à bien des tournants aigus dans la route vers des heurts hostiles avec le bolchevisme. »

— Trotsky, « Nos divergences » (30 novembre 1924), *Cahiers Léon Trotsky* n° 34, juin 1988

La droite et le « centre » traditionnels de la social-démocratie ne furent que trop heureux d'utiliser le nom et le talent journalistique de Trotsky comme couverture de gauche pour leurs propres positions et comme arme contre Lénine. Broué rapporte ainsi que « Trotsky a été en bons termes avec Kautsky et le "centre" de la social-démocratie allemande au moins jusqu'en 1912 [...]. C'est Kautsky, dans cette période, qui lui ouvre, à la grande colère de Lénine, les colonnes de *Die neue Zeit* ou du *Vorwärts* ». Broué détaille aussi les rapports chaleureux entre Trotsky et les austro-marxistes de Vienne, en notant qu'il devint rapidement « le chef incontesté de la colonie social-démocrate de



Verlag Kurt Desch

**Karl Kautsky
ouvrit les
colonnes de
Die neue Zeit à
Trotsky quand
ce dernier
était un
anti-bolchévik.**

Vienne » de 1909 à 1912. Il passe rapidement sur le fait que pendant la même période Rosa Luxemburg manifestait à son égard une « défiance systématique » et le tenait pour un « individu douteux », sans doute du fait des liens qu'il entretenait avec les opposants de droite de Rosa dans la social-démocratie allemande.

Ce qu'écrivit Broué du tristement célèbre « bloc d'août » est symptomatique de son attitude envers le Trotsky de ces années-là. La *Pravda* de Vienne, dont Trotsky était le rédacteur en chef, tenta de « concilier » les fractions bolchévique et menchévique – Broué cite avec approbation l'anticommuniste professionnel Leonard Schapiro louant la *Pravda* de Vienne pour être moins polémique que la presse bolchévique. En 1910, aux termes d'un accord conclu entre les deux fractions, les bolchéviks apportèrent leur soutien financier à la *Pravda* de Vienne, Kamenev (qui était proche de Lénine et aussi le beau-frère de Trotsky) devenant responsable de la gestion des fonds des bolchéviks. L'accord stipulait que les menchéviks devaient se débarrasser de leur aile droite et les bolchéviks de leur aile gauche. Alors que les bolchéviks respectèrent l'accord, les menchéviks ne le firent pas. Et dans les polémiques qui s'ensuivirent, Trotsky se rangea du côté des menchéviks et se débarrassa de Kamenev. Les articles de Trotsky, destinés à des militants à l'intérieur de la Russie qui n'étaient pas familiers avec les détails de la controverse, dénoncèrent la « conspiration de la clique émigrée » des bolchéviks. Kautsky sollicita et publia plusieurs articles de Trotsky attaquant les bolchéviks, articles qui provoquèrent des répliques irritées non seulement de Lénine mais aussi de Plékhanov et de Rosa Luxemburg. Quand, en 1912, la conférence bolchévique de Prague proclama qu'elle représentait le parti tout entier, Trotsky organisa une contre-conférence d'« unification » à Vienne, au mois d'août :

« Dans l'esprit de Trotsky, ce devrait être l'unification générale, la réunification du parti. En fait, le refus des bolchéviks réduit les participants à un bloc contre eux, qu'ils baptiseront le "bloc d'août". Les social-démocrates polonais et Plékhanov se sont également abstenus de paraître [...]. En fait, le retour de Trotsky dans l'arène fractionnelle s'est révélé particulièrement malheureux. Indépendamment de ses intentions, voire de ses précautions, les positions qu'il a prises après la conférence de Prague et son rôle dans la constitution du bloc d'août l'ont fait apparaître, à son corps

défendant, comme l'âme d'une coalition générale contre les bolchéviks et un soutien indirect des "liquidateurs". »

– Broué, pp. 139-140

Chacun des qualificatifs qu'utilise Broué pour décrire le rôle de Trotsky dans le bloc d'août est faux ou trompeur. Sa dénonciation des bolchéviks comme une « clique émigrée » montre clairement que Trotsky était parfaitement conscient que ce que Broué désigne sous le terme délicat d'« unification générale » était un gourdin polémique destiné à attaquer Lénine. Trotsky ne faisait pas qu'« apparaître » comme l'âme de la coalition antibolchévique, il l'était véritablement en ce sens qu'il était la force extérieure aux bolchéviks la plus à gauche et la plus respectée. Les actions de Trotsky ne furent pas mal interprétées, « à son corps défendant » ; elles reflétaient bien le rôle qu'il joua vis-à-vis des bolchéviks pendant toute la période qui va de 1903 à au moins 1915.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la trahison des partis de la Deuxième Internationale, dont la plupart des dirigeants soutenaient « leur » propre gouvernement dans cette guerre interimpérialiste sanglante, déplacèrent le terrain de la controverse au sein du mouvement socialiste mondial, en provoquant réalignements et regroupements. Lénine et Trotsky combattaient tous deux la guerre impérialiste, et tous deux participèrent, en septembre 1915, au rassemblement des socialistes opposés à la guerre dans le village suisse de Zimmerwald. Broué argumente qu'à l'époque de Zimmerwald, malgré de « réels désaccords », il existait « une perspective raisonnable de rapprochement graduel entre les deux hommes en réalité séparés seulement [sic!] par la scission de 1903, depuis longtemps dépassée ». Ce que Broué ne mentionne pas, c'est que Lénine ne devait jamais réviser sa position sur la scission de 1903, mais au contraire la généraliser en une position théorique pleinement développée sur la nécessité pour des cadres révolutionnaires d'organiser un parti d'avant-garde, distinct des tendances réformistes et centristes. C'est Trotsky qui fut, en 1917, au bout du compte gagné à la position de Lénine sur cette question.

Il y a dans le portrait que fait Broué de Trotsky quelque chose d'anachronique, et qui évoque les pires aspects des traditions politiques françaises : il présente à plusieurs reprises Trotsky comme une simple vedette, un « franc-tireur » trop occupé avant, pendant et après la révolution à être un « meneur d'hommes » et à faire de brillants discours pour être un « homme de parti » ou pour avoir le temps de « se familiariser avec [les] luttes fractionnelles en coulisse ». Trotsky participait bel et bien aux luttes fractionnelles avant 1917... du mauvais côté ! Mais son programme conciliant n'aurait jamais pu construire ni le type de fraction dure qui peut conquérir la direction du parti, ni le type de parti qui peut prendre le pouvoir d'Etat.

Dans son admiration pour le Trotsky menchévik de gauche, Broué n'envisage jamais l'autorité qu'il aurait pu acquérir et conserver parmi les bolchéviks attachés à leur parti s'il s'était rangé en 1903 aux côtés de Lénine en homme de parti résolu ; cette autorité lui aurait été fort utile par la suite, quand il lutta pour le maintien du programme bolchévique authentique contre les usurpateurs regroupés autour de Staline.

La vérité est que Broué – qui pendant ses années de lambertisme a assisté à la consommation d'innombrables blocs pourris sur le terrain national et international – est



Planeta Publishers

1921 – L'Armée rouge entre dans Tiflis. L'intervention de l'Armée rouge a mis en échec la menace impérialiste pesant sur la révolution et défendu les bolchéviks géorgiens contre la répression du gouvernement menchévique.

d'accord avec le conciliationnisme du Tròtsky d'avant 1917 et préfère de beaucoup Trotsky l'antiléniniste au bolchévik Trotsky. Quand il traite de la période antérieure à 1917, c'est *Lénine* qu'il attaque habilement – une interprétation que ne manquera certainement pas d'apprécier l'intelligentsia soviétique actuelle chez qui l'antilélinisme est malheureusement omniprésent.

Cronstadt et la Géorgie

Broué n'ajoute pas grand-chose à ce que l'on connaissait déjà de l'activité de Trotsky entre 1917 et 1923. Mais il met en lumière les controverses entre Trotsky et certains des « vieux-bolchéviks » sur des questions qui vont des tactiques militaires pendant la Guerre civile à l'insistance de Trotsky sur la nécessité d'une planification centralisée pour reconstruire l'économie ravagée par la guerre. Ces controverses fournissent des éléments utiles pour comprendre les batailles et les regroupements fractionnels de la fin des années 20.

Le chapitre sur Cronstadt et la soviétisation de la Géorgie en 1921 est plus tendancieux. Broué, en accolant artificiellement ces deux événements dans un chapitre séparé intitulé « La crise de la révolution », essaie habilement de laisser entendre que ce sont ces deux pierres de touche du menchévisme qui ont poussé Trotsky à s'inquiéter d'une dégénérescence de la révolution. Bien qu'utilisant abondamment l'ouvrage de référence de Paul Avrich sur la mutinerie des marins de Cronstadt, il minimise l'existence d'un *complot* unissant les insurgés et la contre-révolution venant de l'extérieur – complot dont le livre d'Avrich fournit les preuves malgré l'hostilité de l'auteur envers les bolchéviks.

Broué dénature également l'attitude de Lénine et de Trotsky sur la question de la soviétisation en 1921 de la Géorgie, dirigée jusque-là par les menchéviks. Cette soviétisation fut le résultat d'une insurrection interne dirigée par les communistes géorgiens et soutenue activement par une

intervention de l'Armée rouge. Pendant la Guerre civile, les Etats indépendants du Caucase avaient sollicité et obtenu la protection militaire directe des impérialistes – d'abord les Allemands, puis les Britanniques –, ce qui menaçait directement la révolution.

Ce qui préoccupait beaucoup Lénine, c'est que l'intervention soviétique ait lieu au moment correct. Il insistait qu'il fallait s'efforcer de faire toutes les concessions possibles aux intellectuels nationalistes et aux petits négociants géorgiens pour s'assurer de leur soutien à une république soviétique socialiste de Géorgie ; il était aussi à juste titre inquiet de ce que les dirigeants bolchéviques sur place (par exemple Ordjonikidzé et Staline) ne partageaient pas suffisamment ces préoccupations. Mais Broué laisse entendre que Lénine était « réticent » sur le *principe* du soutien militaire de l'Armée rouge à l'insurrection géorgienne. De plus, il prétend que l'invasion de la Géorgie était la première intervention de la Russie soviétique au-delà de ses « frontières reconnues ». (Reconnues par *qui* ? A cette époque, la Guerre civile s'acheminait tout juste vers sa conclusion, et le Caucase tout entier faisait auparavant partie de l'empire tsariste.) Des interventions militaires soviétiques avaient déjà permis de prendre l'Azerbaïdjan (avril 1920) et l'Arménie (décembre 1920).

La reconquête du Caucase n'était pas controversée dans le Parti bolchévique. Non seulement la menace militaire était réelle, mais avant la révolution cette région fournissait à la Russie les deux tiers de son pétrole, les trois quarts de son manganèse, le quart de son cuivre et une grande partie de son plomb. Le 8 avril 1920, le comité central du parti russe avait mis sur pied un bureau spécial du Caucase pour conduire l'offensive militaire et politique dans la région. Le responsable en était Ordjonikidzé. Après la prise de Bakou, Ordjonikidzé avait proposé une invasion de la Géorgie en mai 1920, mais le CC s'y opposa car la Pologne venait



UPI



Basil Blackwell Inc.

A gauche : le commissaire à la Guerre Trotsky et son premier adjoint Skllansky durant la Guerre civile. Ci-dessus : Staline, ici avec Vorochilov, dirigea le « groupe de Tsaritsyne » qui s'opposait à la direction de Trotsky durant la Guerre civile.

d'envahir l'Ukraine. D'ailleurs, à cette époque les troupes soviétiques avaient déjà occupé une grande partie de l'Arménie ; mais elles durent se retirer pour aller combattre en Ukraine, et les forces nationalistes arméniennes, les Dachnaks, prirent à nouveau le dessus.

Loin d'être partie intégrante de la crise dont Cronstadt fut la manifestation marquante, et qui conduisit à la fois à la Nouvelle politique économique (Nep) et à l'interdiction des fractions, l'intervention militaire en Géorgie fut une opération de nettoyage qui marqua la fin de la Guerre civile. Le « goût d'amertume », que cette intervention aurait – selon Broué – laissé dans la bouche de Trotsky, n'existe que dans celle de Broué. Il prétend que Trotsky a défendu cette intervention uniquement parce qu'il était « solidaire de son parti ». Broué *censure* Trotsky et ne fait même aucune citation de la brochure de 1922 dans laquelle celui-ci réfute de façon principielle les arguments venimeux des sociaux-démocrates de l'époque :

« En tout cas ce n'est pas nous qui transformons en pièges les zigzags du développement historique, car, reconnaissant en fait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous montrons toujours aux masses sa signification historique restreinte et ne lui subordonnons, en aucun cas, les intérêts de la révolution prolétarienne. »

– Trotsky, *Entre l'impérialisme et la révolution*, Editions la Taupe, Bruxelles

De plus, Trotsky écrivait en 1940, quand il n'était plus lié par la « solidarité » de parti comme vingt ans plus tôt, que la Géorgie « constituait une porte grand ouverte pour une attaque impérialiste contre le Caucase. [...] la soviétisation forcée était justifiée ; le salut de la révolution socialiste passe avant les principes démocratiques » (« Bilan de l'expérience finlandaise », *Œuvres*, tome 23). En lisant ce qu'écrivait Broué sur la Géorgie, nous en apprenons plus sur les critères sociaux-démocrates qui l'ont conduit à s'opposer à l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 que sur la politique du Parti bolchévique à l'égard de la question nationale ou sur l'analyse faite par Trotsky de la dégénérescence de la Révolution.

En outre, la décision d'occuper la Géorgie n'était pas

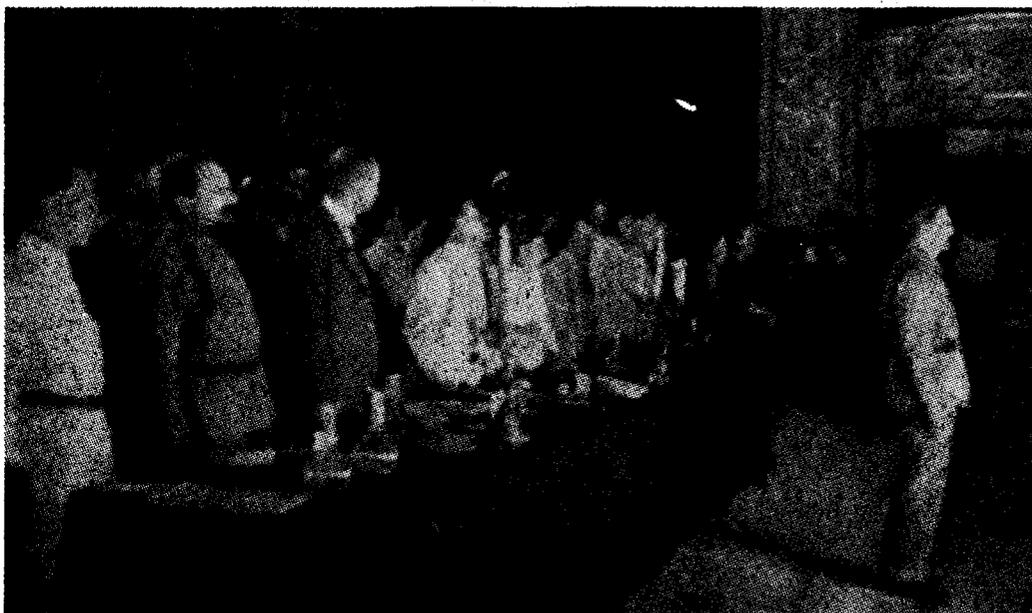
seulement une question de mettre en balance la défense de la Russie soviétique et le droit à l'autodétermination nationale. Il s'agissait également de mettre en balance la défense de l'avant-garde révolutionnaire en Géorgie et le droit à l'autodétermination nationale. Broué mentionne en passant la répression anticommuniste menée par le gouvernement menchévique. En fait, le gouvernement bolchévique avait tenté de trouver un modus vivendi avec les menchéviks de Tiflis. En mai 1920, le gouvernement soviétique avait signé un traité qui reconnaissait l'indépendance de la Géorgie. En retour, le régime menchévique s'engageait « à reconnaître le droit à la libre existence et à l'activité du parti communiste [...] et en particulier son droit à la liberté de presse et de réunion » (cité dans Firuz Kazemzadeh, *The Struggle for Transcaucasia (1917-1921)*). Quand ce traité fut signé, plus de neuf cents bolchéviks géorgiens croupissaient dans les prisons menchéviques.

Les menchéviks de Tiflis violèrent de façon flagrante leur engagement d'accorder les droits démocratiques élémentaires aux communistes. En fait, l'effet de la répression fut pire encore, car beaucoup de bolchéviks essayèrent d'utiliser la législation promise. Kazemzadeh, qui n'est aucunement favorable aux bolchéviks, écrit :

« Malgré les conseils et le soutien russes, le Parti communiste de Géorgie légalisé ne se développa pas. On peut même dire que la légalisation porta préjudice à ses activités, car beaucoup de gens eurent une impression trompeuse de sécurité, reconnuent qu'ils étaient membres du parti et furent soigneusement inscrits sur des listes noires par la police géorgienne. Au premier signe d'activité subversive, le gouvernement géorgien reprit les persécutions contre les communistes, dont certains furent emprisonnés et d'autres exilés. Il a été affirmé que plus de deux mille bolchéviks furent exilés entre mai et novembre 1920. »

– Kazemzadeh, *The Struggle for Transcaucasia (1917-1921)* [traduit par nos soins]

Si le gouvernement soviétique n'était pas intervenu militairement, cela aurait signifié qu'il acceptait la destruction politique des communistes géorgiens. Les plus fervents avocats de l'utilisation de l'Armée rouge pour renverser le régime menchévique de Tiflis étaient les bolchéviks



Oxford University Press

Trotsky s'adressant au deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920. Broué passe rapidement sur le rôle central de Trotsky dans l'Internationale des premières années.

géorgiens, qui s'étaient sentis trahis par le traité de mai 1920 et plus encore par ce qui se passa au lendemain de sa signature. Staline, Ordjonikidzé et Kirov subissaient les pressions de leurs camarades géorgiens. Le conflit qui éclata par la suite entre la direction bolchévique de Tiflis et Staline-Ordjonikidzé ne doit pas occulter son soutien fervent à la soviétisation de 1921.

L'« exportation de la révolution » par des moyens militaires est vouée aux gémonies par les auteurs soviétiques actuels depuis que Gorbatchev a proposé de se retirer d'Afghanistan, dans une vaine tentative de se concilier les impérialistes. En fait, l'« exportation de la révolution » est simplement un cas particulier de la lutte pour la révolution par tous les moyens. Trotsky écrit :

« La reconnaissance par l'Etat ouvrier du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est par-là même la reconnaissance du fait que la violence révolutionnaire n'est pas un facteur historique tout-puissant. La République soviétique ne se dispose nullement à substituer sa force armée aux efforts révolutionnaires du prolétariat des autres pays. La conquête du pouvoir par ce prolétariat doit être le fruit de sa propre expérience politique. Cela ne signifie pas que les efforts révolutionnaires des travailleurs – de Géorgie par exemple – ne puissent pas trouver un secours armé de l'extérieur. Il faut seulement que ce secours vienne au moment où le besoin en est préparé par le développement antérieur et a mûri dans la conscience de l'avant-garde révolutionnaire soutenue par la sympathie de la majorité des travailleurs. Ce sont là des questions de stratégie révolutionnaire et non de rituel démocratique. »

– Trotsky, *Entre l'impérialisme et la révolution*

Pendant la Guerre civile, la révolution était directement liée à la fortune des armes. Dans sa défense de l'intervention soviétique en Géorgie, Trotsky soulignait que « les "démocraties" de Finlande, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et même de Pologne doivent leur existence à la force militaire étrangère qui, durant la période critique de leur formation, prêta son appui à la bourgeoisie et écrasa le prolétariat ». Nous ajouterons que si la révolution d'Octobre ne s'est pas étendue à ces pays, ce fut aussi du fait de la faiblesse de l'Armée rouge, qui ne pouvait pas être sur tous les fronts en même temps, et qui fut à plusieurs reprises obligée de se retirer d'une position conquise afin de concentrer ses forces ailleurs.

Tout ceci importe peu à Broué qui, tout à ses efforts pour

présenter un Trotsky « aimable », prétend par exemple aussi que c'est parce qu'il « ne croyait pas aux "missionnaires bottés", ni à l'exportation de la révolution à la pointe des baïonnettes » qu'il s'opposa à Lénine au sujet de la marche de l'Armée rouge sur Varsovie en 1920. Il y eut effectivement des divergences au sein du Parti bolchévique sur la campagne de Pologne, mais il s'agissait de divergences d'appréciation concernant la maturité et la conscience du prolétariat polonais, Lénine étant convaincu que celui-ci se soulèverait et accueillerait l'Armée rouge à bras ouverts. Personne ne songeait à avancer des objections de principe à la campagne militaire. De plus, tous les yeux étaient fixés sur l'Allemagne et sur l'impact que la campagne soviétique en Pologne pourrait avoir sur le prolétariat *allemand*, qui avait un rôle crucial à jouer.

La dégénérescence de la révolution d'Octobre

Pour la Ligue communiste internationale, il y a trois indices décisifs qui permettent d'affirmer qu'à l'époque de la XIII^e conférence du parti et de la mort de Lénine (quelques jours après la fin de la conférence, en janvier 1924), la première étape qualitative de la dégénérescence thermidorienne avait déjà eu lieu : les individus qui administraient l'Etat ouvrier avaient changé ; les moyens par lesquels le pouvoir d'Etat était exercé avaient changé ; et le programme qui était mis en pratique avait changé, ce qui conduisit à la « théorie » antimarxiste de Staline du « socialisme dans un seul pays ». Trotsky lui-même, dans son essai de 1935 « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », fera remonter la dégénérescence décisive de l'Etat ouvrier soviétique à la période 1923-24 : « Les thermidoriens peuvent célébrer, à peu près, le dixième anniversaire de leur victoire. »

Il faut chercher la clé de la défaite de l'Opposition de gauche dans la défaite de la Révolution allemande en octobre 1923, défaite qui à la fois renforça l'isolement de l'Etat soviétique arriéré et appauvri et gonfla les voiles de l'appareil conservateur. Mais ceci n'explique ni ne justifie le fait que Trotsky ne suivit pas les pressants conseils de Lénine et n'appliqua pas l'accord qu'il avait conclu avec lui pour déclencher une forte campagne contre Staline lors du XII^e congrès du parti, en mars 1923 – étant donné surtout que

Basil Blackwell Inc.



Les principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en 1927. Assis, de gauche à droite : Leonid Sérébriakov, Karl Radek, Trotsky, Mikhaïl Bogouslavsky et Evgenii Préobrajensky. Debout : Khristian Rakovsky, Iakov Drobnis, Alexandre Beloborodov et Lev Sosnovsky.

Lénine était toujours en vie et qu'il avait directement demandé à Trotsky de le faire. Même une victoire partielle ou temporaire remportée contre l'appareil conservateur aurait peut-être pu fournir le répit nécessaire à l'accumulation de forces révolutionnaires au niveau international. Nous avons abordé cette question dans notre article « Retour à la voie de Lénine et Trotsky ! » (*Spartacist* édition française n° 25, été 1989) :

« Mais Trotsky recula devant l'âpre combat dans lequel Lénine voulait qu'il s'engage. Il ne sut pas discerner à l'avance où allait Staline (Staline ne le savait probablement pas non plus). Trotsky était aussi un peu isolé : il était certes le numéro deux de l'Etat soviétique, mais il n'avait rejoint les bolchéviques qu'après la révolution de Février (même si par la suite il dirigea la révolution d'Octobre). Il craignait d'être vu comme agissant par ambition personnelle. Trotsky fut contraint à trop de modestie pendant trop longtemps quand, pour maintenir une politique révolutionnaire, il fallait qu'il se batte pour la politique léniniste à laquelle il adhérait, donc qu'il se mette en avant. »

Dans un récent article intitulé « Lénine et Trotsky 1922-1923 » (publié en anglais dans la revue *Marxist Monthly*, 1^{er} mai 1990), V.I. Startsev, professeur à Leningrad, argumente également que Trotsky fit preuve d'insuffisamment de fermeté dans son soutien à Lénine contre Staline. Pendant la Guerre civile, il existait déjà une bipolarisation au sein du commandement de l'Armée rouge : un groupe autour du commissaire de la Guerre, Trotsky, et de son premier adjoint Skliansky, et un groupe autour de Staline, Vorochilov et Boudienny. Ce second groupe tenta de façon presque ininterrompue, généralement sans succès, d'appliquer une stratégie différente pendant la guerre – l'exemple le mieux connu est son sabotage de la campagne de Pologne en 1920. Le groupe de Staline sera connu sous le nom de « groupe de Tsaritsyne » ; Broué note également qu'il s'était cristallisé dès 1918 « autour de l'opposition à Trotsky ». Il documente comment, au lendemain de la défaite de Trotsky sur la question des syndicats au X^e congrès du parti de 1921, nombre de collaborateurs politiques de Trotsky dans le comité central furent remplacés par ceux qui soutenaient déjà Staline ou Zinoviev. (Les élections au comité central, conformément aux recommandations de Lénine, eurent lieu sur la base de la représentation pro-

portionnelle pour chaque fraction dans la discussion.)

Lénine joua pendant longtemps un rôle d'arbitre entre les groupes de Staline et de Trotsky. Ce fut seulement au début de 1923, alors qu'il était très gravement malade, que Lénine, dans un complément à une lettre au congrès sur le point de s'ouvrir (le texte qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de « Testament de Lénine »), prit la décision d'appeler à l'élimination de Staline et de faire un bloc avec Trotsky. L'existence de longue date de groupes définis, avec des centres de commandement distincts et des stratégies opposées, rend d'autant plus significatif le bloc ultime de Lénine avec Trotsky. Elle souligne aussi une carence importante de Trotsky. Il ne pouvait pas ignorer que Staline était son ennemi. Plus tard, à la veille de son suicide en 1927, Adolf Ioffé, camarade et ami intime de Trotsky, le critiqua pour ne pas mener avec autant d'intransigeance que Lénine les batailles qu'il savait nécessaires. Le reste de la carrière politique de Trotsky montre qu'il avait tiré pleinement les leçons de cet échec ; il réalisa un changement dans sa personnalité rarement vu chez des êtres humains parvenus à l'âge adulte.

Mais quand finalement en 1923 Lénine décida que Trotsky valait mieux que Staline et qu'il fit un bloc avec lui, Trotsky flancha et conclut avec Kamenev un compromis aux termes duquel il ne mènerait pas la bataille contre Staline. Nous pourrions argumenter que le commandant de la garnison militaire de Moscou, qui était un ami de Trotsky, aurait dû venir avec ses soldats et aider les délégués au congrès à prendre la décision correcte préconisée par Lénine – par exemple envoyer Staline en Mongolie extérieure, à un poste subalterne. Trotsky lui-même eut l'occasion de signaler les dangers réels inhérents à une telle situation. Mais quand il aborde son refus de faire jouer dans la bataille interne au parti le soutien considérable dont il disposait dans l'Armée rouge (« Pourquoi Staline a vaincu l'opposition », *Œuvres*, tome 7, novembre 1935), Trotsky, tout en insistant que la chose aurait pu être réalisée sans verser une seule goutte de sang, ne s'adresse pas à l'argument principal en faveur d'une telle mesure : elle aurait permis de gagner du temps. En Union soviétique, gagner du temps aurait permis la mise en application d'une politique pour reconstituer la confiance



Stanford University Press

Staline et Kirov. Staline fit assassiner Kirov en 1934, commençant ainsi la purge de sa propre fraction.

et la force du prolétariat ; l'Allemagne de 1923 était en pleine crise révolutionnaire, et la Révolution chinoise devait arriver à son point décisif à peine deux ans après. Cinq ans auraient peut-être pu amener une révolution dans plusieurs grands centres impérialistes. Le prolétariat révolutionnaire ne remportera jamais de victoire définitive avant qu'il domine un marché mondial rationnellement planifié, et cela signifie la révolution mondiale.

Pourtant, il est frappant de voir qu'à l'exception de l'Allemagne, où Trotsky combattit les penchants conservateurs de la direction allemande à la veille de la crise révolutionnaire de 1923, Broué ne consacre aucun développement significatif au rôle considérable joué par Trotsky dans l'Internationale communiste à ses débuts. Cette omission est d'autant plus voyante qu'on a affaire à un auteur qui prétend s'adresser au « public français » et que Trotsky était le principal polémiste de l'Internationale communiste sur les questions du parti français.

Comme le note Alec Nove, dans sa critique hostile et proboukharinienne du livre de Broué (*Times Literary Supplement*, 10 mars 1989), celui-ci ne traite pas non plus de façon substantielle la question du « socialisme dans un seul pays ». Il s'agit là d'une omission incompréhensible dans une biographie de Trotsky, et plus encore quand le biographe se déclare lui-même trotskyste. C'est cependant explicable si l'on prend en compte le fait que Broué veut s'adresser aux historiographes soviétiques : essayant de trouver un terrain commun avec la vision gorbatchévienne actuelle de Trotsky, il doit nécessairement minimiser l'importance de cet axe central de la lutte de Trotsky contre le stalinisme. Autant les auteurs soviétiques actuels sont tout à fait disposés à reconnaître un petit mérite à Trotsky en tant que dirigeant de la révolution et opposant à Staline, autant ils sont unanimes dans leur mépris pour l'internationalisme révolutionnaire de Trotsky et de Lénine, pour qui briser l'isolement de l'URSS grâce à des révolutions prolétariennes dans les grands pays capitalistes, et au premier chef en Allemagne, constituait l'abc d'une perspective révolutionnaire. C'est seulement sous Staline que les partis de l'Internationale communiste furent transformés, d'abord essen-

tiellement en simples gardes-frontières du « socialisme dans un seul pays » en Union soviétique, puis en sociaux-patriotes achevés dans leur propre pays.

Encore une fois sur le « bloc gauche-droite contre le centre »

Quand il aborde la question centrale qu'aucun biographe de Trotsky ne peut esquiver – ses hésitations et le fait qu'il n'engagea pas, très tôt, la bataille contre Staline – Broué commence par citer l'autobiographie de Trotsky :

« Si j'avais agi à la veille du XII^e congrès dans l'esprit du "bloc" Lénine-Trotsky contre le bureaucratisme stalinien, je ne doute pas que j'aurais remporté la victoire, même sans l'assistance directe de Lénine dans la lutte. »

– Trotsky, *Ma vie* (1929)

Mais Broué consacre un autre chapitre, séparé (et intitulé fort mal à propos « Dans un seul pays ? »), à dresser un bilan des tactiques de Trotsky à cette époque ; de même, il consacre l'essentiel d'un chapitre ultérieur, « Critique des vaincus », à dresser le bilan des tactiques de l'Opposition de gauche à la fin des années 20. Curieusement, ces chapitres sont tous deux structurés autour d'une critique virulente... d'Isaac Deutscher.

Broué rejette à juste titre l'interprétation que fait Deutscher de la défaite de Trotsky, à savoir une « tragédie classique » dans laquelle la chute du héros/victime était peut-être inévitable. Mais il attaque ensuite Deutscher et d'autres auteurs, « chercheurs d'erreurs », de Trotsky, leur reprochant d'éviter « soigneusement de mettre en cause les responsabilités personnelles de Lénine » [!] dans l'emprise de Staline sur le parti :

« Nous ne soulignons ici le long aveuglement de Lénine, la protection qu'il accorda longtemps au "merveilleux Géorgien" [Lénine utilisa ce qualificatif après que Staline eut écrit le livre sur la question nationale en 1913, et non dans les années 20] et à ceux qu'il ne put finalement écraser politiquement dans son dernier combat, que parce que cette attitude, entre novembre 1920 et octobre 1922, a sans doute pesé lourd dans ce qu'ont été les hésitations et les erreurs de Trotsky. »

– Broué, p. 389

Au fond, Broué fournit une excuse aux hésitations de Trotsky.

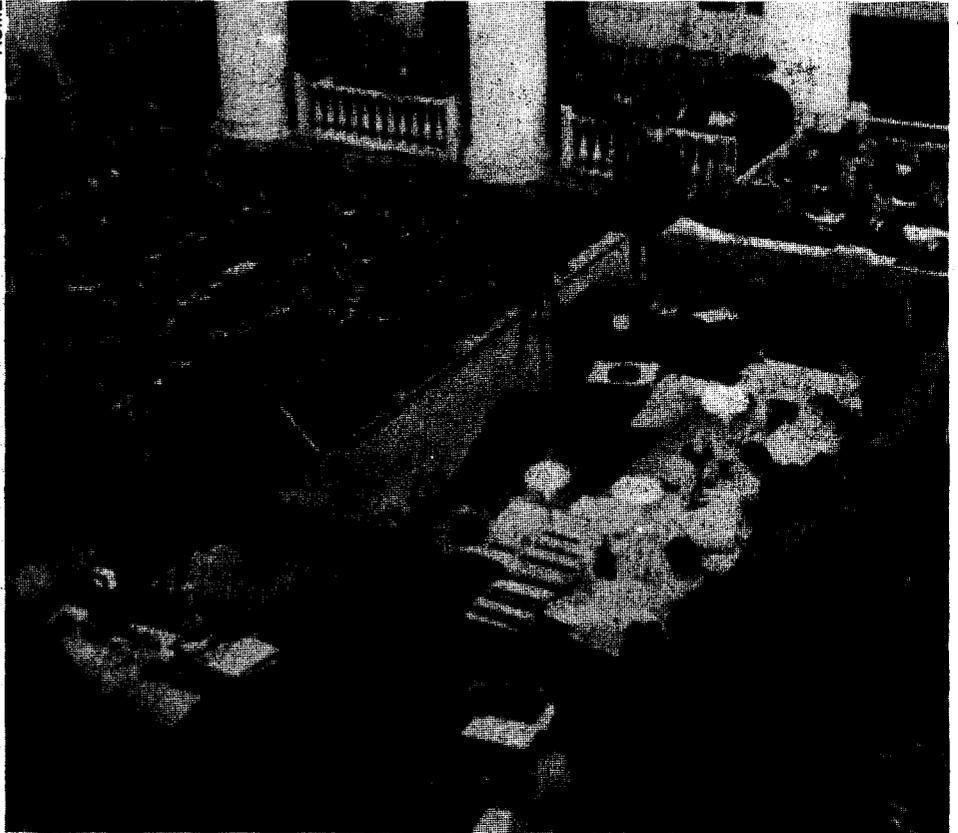
Dans son chapitre « Critique des vaincus », Broué cite la formule tout à fait juste de Deutscher selon laquelle, après l'hiver 1926-27, « toute l'attitude de l'opposition fut commandée par le principe suivant : "Avec Staline contre Boukharine ? Oui. Avec Boukharine contre Staline ? Jamais !" » Broué nie que ceci ait été la position de Trotsky, et ce faisant il présente les trois principales fractions du Parti bolchévique en termes sociologiques apolitiques. Quant au danger de restauration capitaliste que représentait l'Opposition de droite (base politique de la formule de Deutscher qui résume la stratégie de l'Opposition de gauche), Broué argumente que Trotsky (et Deutscher) surestimaient ce danger :

« Il apparaît très vite à l'observateur d'aujourd'hui, chercheur ou historien, que la droite, par certaines prises de positions spectaculaires – le célèbre "Enrichissez-vous !" de Boukharine ou quelques audaces intellectuelles de certains de ses disciples, comme Slepkov –, monopolise l'attention de la gauche vigilante, alors que la réalité du pouvoir, donc celle des concessions, au koulak par exemple, se trouve incontestablement à la tête de l'appareil bureaucratique qui structure et soutient le centre. »

– Broué, p. 588

Le plaidoyer de Broué pour un bloc gauche-droite contre Staline, où la « démocratie » occuperait la première place,

ACME



Une scène des infâmes Procès de Moscou des années 30. Staline a exterminé la presque totalité des cadres vieux-bolchéviques.

toutes les autres questions lui étant subordonnées, éclaire les partis pris politiques qui colorent le portrait qu'il brosse de la lutte de Trotsky contre Staline. Ici, Broué se repose sur un article de quatre-vingts pages de Jacques Caillosse, paru depuis dans les *Cahiers Léon Trotsky* de Broué (n° 37, mars 1989). Caillosse y analyse avec un grand luxe de détails le développement de l'analyse que Trotsky fait du Thermidor russe. Caillosse et Broué concluent que les analogies avec la Révolution française fascinaient tellement les bolchéviks russes que l'Opposition de gauche était aveuglée face à la réalité de Staline et de sa fraction et donnait « une interprétation trop exclusivement politique » du centre stalinien. Caillosse et Broué passent sous silence ce que Trotsky ne comprenait que trop bien : c'est la politique de Boukharine de conciliation envers les koulaks et d'« industrialisation à une allure de tortue » qui représentait la menace la plus immédiate et la plus dangereuse pour le jeune Etat ouvrier. Staline peut bien avoir été un personnage beaucoup plus sinistre que Boukharine, il reste que si la politique de Boukharine l'avait emporté, on peut se demander si même il existerait une Union soviétique aujourd'hui. Une des premières choses qu'ont faites les bureaucrates actuels de la perestroïka a été d'exprimer, tout à fait logiquement, leur attrait pour le programme de Boukharine.

Quand la possibilité d'un bloc « gauche-droite » contre Staline fut évoquée dans les années 20 et au début des années 30, l'Opposition de gauche s'y opposa catégoriquement, à moins qu'un tel bloc ne restât étroitement limité à la question de la restauration de la démocratie interne du parti. Trotsky expliquait que « négocier avec Boukharine, c'est de la même façon qu'un homme qui se bat en duel parlementaire avec son adversaire par l'intermédiaire des témoins, pour mettre au point les règles et règlements du combat » (cité par Deutscher dans *le Prophète désarmé*).

L'opposition de Trotsky à un bloc *politique* avec l'Opposition de droite fut tout simplement cruciale pour la continuité du programme révolutionnaire de Lénine et du Parti bolchévique : la « démocratie » n'était pas un programme en elle-même, mais plutôt le cadre dans lequel les révolutionnaires de l'Opposition de gauche, dans leur combat contre les trahisons stalinienne et l'usurpation du pouvoir politique de la classe ouvrière, pouvaient *se battre pour regagner le parti communiste au programme de Lénine*.

Pour Caillosse, quand Trotsky avait rectifié son analogie avec le Thermidor français pour situer le Thermidor soviétique non pas comme menace de contre-révolution capitaliste dans l'avenir, mais comme une contre-révolution politique qui avait déjà eu lieu en 1923-24, il était... « trop tard ». Cependant, si Trotsky rectifia son analogie entre la dégénérescence de la Révolution russe et le Thermidor français – afin de la rendre plus précise –, il ne remit jamais en question la politique qu'il avait suivie auparavant. Pour Trotsky, la bureaucratie est une caste avec une double nature, qui repose en parasite sur des formes de propriété prolétariennes mais qui défend ses propres intérêts antiouvriers et tente de se concilier les impérialistes. Pour Broué et tous les pseudo-trotskyistes stalinophobes, la bureaucratie stalinienne est censée être « contre-révolutionnaire de A à Z » et par conséquent *dépourvue de contradictions*, à telle enseigne que tous les blocs antistaliniens sont autorisés et souhaitables. Broué est obligé de reconnaître que, bien qu'il soit clairement convaincu que tel aurait dû être le cas, cela n'était pas la politique de Trotsky.

L'Opposition de gauche

C'est dans les chapitres consacrés à l'Opposition de gauche en URSS, entre l'exil de Trotsky à Alma-Ata en janvier 1928 et l'assassinat de Kirov en décembre 1934, que



Basil Blackwell Inc.

**Trotsky parlant
aux funérailles
d'Adolf Ioffé en
novembre 1927.
Ce fut son dernier
discours public
en URSS.**

Broué ajoute quelque chose au récit de Deutscher. Ces chapitres donnent des détails sur les effectifs et la répartition géographique de l'Opposition de gauche; en outre, ils évoquent beaucoup des discussions et des débats qui se trouvent dans la volumineuse correspondance échangée après l'exil de Trotsky, mentionnant en particulier la publication par le vieux-bolchévik Boris Eltsine, en 1928-29 à Moscou, d'un important bulletin intérieur de l'Opposition de gauche.

Cette partie du livre témoigne de la puissance du programme de l'Opposition de gauche et va à l'encontre du portrait de Trotsky comme visionnaire ayant une stratégie erronée, portrait que l'on trouve en d'autres endroits de cette biographie. Comme le montre Broué, l'Opposition de gauche était une organisation politique vivante qu'on ne peut réduire à la seule personne de Trotsky. Si l'on connaît surtout des personnalités comme Rakovsky, Préobrajensky ou Piatakou, l'Opposition comptait aussi dans ses rangs toute une couche de jeunes militants, recrutés à l'époque de la révolution et de la Guerre civile et qui jouèrent un grand rôle, ainsi qu'un nombre important de vieux-bolchéviks. Parmi eux, Varsenika Kasparova, qui avait rejoint les bolchéviks en 1904. Elle avait été commissaire politique dans l'Armée rouge pendant la Guerre civile, et avait dirigé le travail de l'Internationale communiste parmi les femmes de l'Orient. Membre dirigeant de l'Opposition de gauche à la fin des années 1920, elle cosigna avec Rakovsky et d'autres personnalités de premier plan un certain nombre d'importantes déclarations de l'Opposition de gauche en 1929 et en 1930, après sa déportation à Kourgan en 1928.

Broué fait état de la répression contre des centres de l'Opposition de gauche non seulement à Moscou et à Leningrad mais aussi à Kiev, Bakou, Tiflis, Odessa, Dniepropetrovsk et dans un certain nombre d'autres villes. C'est un fait bien connu que la manifestation de l'Opposition de gauche à Moscou à l'occasion du X^e anniversaire de la révolution d'Octobre fut sa dernière apparition publique. Mais Broué souligne que l'Opposition de gauche continua à distribuer des tracts, y compris dans les usines, pour s'opposer à certains cas de répression et de licenciements frappant ses sympathisants. A Moscou, dix mille exemplaires d'un tract célébrant le XI^e anniversaire de la révolution d'Octobre furent distribués en novembre 1928. Les capitulations se multiplièrent avec les déportations et les emprisonnements, mais un nombre significatif de nouveaux militants rejoignirent l'Opposition de gauche.

Quand, en 1928, Staline se retourna contre l'Opposition

de droite dirigée par Boukharine, engagea la collectivisation forcée de la paysannerie et lança une campagne d'industrialisation à marche forcée, une certaine désorientation s'ensuivit dans les rangs de l'Opposition de gauche. (Cependant Deutscher comme Broué exagèrent tous deux, de manière différente, la bipolarisation qui eut lieu à cette époque.) D'importantes personnalités, dont I. N. Smirnov et Préobrajensky, capitulèrent devant Staline en utilisant l'argument qu'il avait, après tout, « adopté » les grandes lignes du programme économique de l'Opposition de gauche. L'effet de ces capitulations se fit plus durement sentir après l'expulsion de Trotsky en Turquie en janvier 1929, quand la répression s'intensifia notablement. Trotsky estima à huit mille le nombre de militants arrêtés au cours de l'année 1928; le nombre de déportés passa de sept cents en août 1929, à l'époque de la « Déclaration » que Rakovsky fit au nom de l'Opposition de gauche, à quelque sept mille en novembre 1930. Le résultat en fut la destruction de l'Opposition de gauche dans les principaux centres prolétariens de l'Union soviétique, bien qu'elle restât organisée dans les camps d'exilés de Sibérie où la plupart de ses dirigeants avaient été emprisonnés.

Dans son chapitre sur l'année d'exil que Trotsky passa à Alma-Ata, Deutscher cite en l'approuvant ce passage d'une lettre de Radek à Sosnovsky: « Je ne peux pas croire [...] que toute l'œuvre de Lénine et de la révolution n'ait pu laisser derrière elle que cinq mille communistes dans toute la Russie. » Deutscher accepte que ce dût être une cause de démoralisation dans les rangs de l'Opposition. Mais si tant est qu'il y ait eu cinq mille militants de l'Opposition de gauche en 1928, ce chiffre n'est pas très éloigné du nombre des véritables communistes qu'il y avait en 1922, aux dires de Lénine :

« Au sommet nous avons, je ne sais combien au juste, mais de toute façon, je le crois, quelques milliers seulement, ou, tout au plus, quelques dizaines de milliers des nôtres. Or, à la base, il y a des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoise, et qui travaillent en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. »

— Lénine, « Rapport présenté au IV^e congrès de l'Internationale communiste » (1922)

Cinq mille communistes organisés et expérimentés peuvent représenter une force immense pour le changement social. Staline le comprenait parfaitement quand, en 1924, il utilisa l'incorporation de centaines de milliers de nouveaux membres de la « promotion Lénine » pour *noyer* les cadres, et par

conséquent la conscience, du Parti bolchévique. Le vrai problème, en 1928, était que les cinq mille communistes étaient tous en prison ou en exil.

En 1931-32, la politique économique grossière, brutale et mal conçue de Staline, qui avait provoqué la mort de millions de gens sous les effets combinés de la répression, de la famine et d'un inimaginable chaos économique, poussa certains des « capitulards trotskystes » à tirer un bilan de la situation. Smirnov rassembla clandestinement autour de lui un groupe d'« ex-capitulards » et, en mai 1931, lors d'un voyage à Berlin, il rencontra Léon Sedov, fils de Trotsky, établissant ainsi un lien de communication avec l'exilé.

L'organisation d'un centre de l'Opposition de gauche à Moscou en 1932 eut lieu dans le contexte d'un regain général d'opposition à Staline. V.V. Lominadzé et Jan Sten, anciens « jeunes turcs » de la fraction de Staline, avaient eux aussi organisé un groupe clandestin anti-Staline. Sten était un intellectuel brillant à qui Staline avait demandé des « leçons particulières de dialectique ». Après cette expérience, Sten aurait déclaré à ses amis que Staline ferait des choses avec lesquelles les procès antisémites à grand spectacle de Dreyfus et de Beilis ne soutiendraient pas la comparaison. En 1932, les zinoviévistes s'organisaient eux aussi, et Zinoviev aurait déclaré à un représentant de l'Opposition de gauche que la plus grande erreur politique qu'il avait jamais faite avait été sa rupture avec Trotsky en 1927. En septembre 1932, Sedov reçut des informations comme quoi le groupe de Smirnov avait accepté de constituer un « bloc » avec Zinoviev et Sten-Lominadzé. Broué confirme ainsi que ce bloc existait bien, quoique Trotsky et Sedov aient été obligés de le nier à l'époque des Procès de Moscou pour tenter de protéger leurs camarades qui restaient en Union soviétique.

Dans une lettre à Sedov, Trotsky approuva explicitement l'accord pour un bloc, lequel pour l'instant prévoyait simplement un échange d'informations, mais il souligna qu'il s'agissait là d'un bloc et non d'une fusion. Il argumenta contre le désir de ses « alliés » d'inclure dans ce bloc un nouveau groupe anti-Staline formé d'anciens membres de l'Opposition de droite boukharinienne et dirigé par M. Rioutine et A.N. Slepkov. Ce groupe avait publié en août 1932 un document connu sous le nom de « manifeste de Rioutine ».

Ce manifeste annonçait la formation de l'« Union des marxistes-léninistes », avec comme mots d'ordre « A bas la dictature de Staline et de sa clique [...] ! A bas l'usurpateur des droits du parti ! Vive le PCUS(b) ! Vive le léninisme ! » Bien qu'il soit peu probable que Trotsky ait eu sous les yeux ce manifeste, il écrivit à Sedov pour argumenter que l'Opposition de gauche devait s'opposer à son axe principal : le mot d'ordre « A bas Staline ». Trotsky estimait que ce mot d'ordre pouvait ouvrir la porte à des forces favorables à la restauration capitaliste, et il insistait que l'emploi de ce mot d'ordre pouvait donner l'impression que l'Opposition, parvenue au pouvoir, engagerait contre ses adversaires dans le parti une répression à la Staline.

Toute la manière dont Broué présente l'évolution des différents groupes oppositionnels en 1931-32 minimise leurs divergences pour tenter de peindre un bloc Trotsky-Boukharine comme une possibilité réaliste et principielle. Prétendant que l'« ancienne droite » s'orientait vers les « vieilles » revendications de démocratie du parti de l'« an-



Le numéro du 20 octobre 1938 du journal du Socialist Workers Party américain annonce la fondation de la Quatrième Internationale. Trotsky envoya un message enregistré au meeting de New York célébrant la fondation de la Quatrième Internationale.

cienne » Opposition de gauche, il décrit faussement l'appel de l'Opposition de gauche à un ralentissement sur le front économique comme « une sorte de retour à la Nep ». Il affirme que Trotsky envisageait la possibilité d'une déclaration politique commune du bloc des oppositions soviétiques de 1932, mais il ne cite pas un projet de lettre que Trotsky a écrit en 1932. Dans cette lettre, probablement destinée à Smirnov, il argumente en faveur de la rédaction par l'Opposition de gauche d'une déclaration politique *distincte*. Trotsky ajoute :

« En ce qui concerne les gens de l'Opposition de droite : 1. Les droites apparaissent maintenant assurément comme une énorme masse informe. Tous les mécontents, dans le parti et à l'extérieur de ses frontières, doivent graviter autour de la droite, y compris des partisans potentiels de l'Opposition de gauche, qui trouvent difficile, par oui-dire, de comprendre le caractère dialectique de nos tactiques. La question de la différenciation des droites va devenir une des questions les plus sérieuses de notre politique de parti [...]. 3. Les désaccords avec les droites vont inévitablement se révéler à la deuxième étape du tournant. Juste pour cette raison, même à la première étape – avec une complète honnêteté vis-à-vis des droites – il est intolérable de mélanger les rangs et d'émousser les distinctions. »

– Trotsky, « A Left Opposition Statement Should Be Prepared » [« Il faut préparer une déclaration de l'Opposition de gauche »], automne 1932 [traduit par nos soins]

Malheureusement, Trotsky ne put provoquer même un début de processus de différenciation politique au sein des différents groupements anti-Staline qui étaient apparus pendant l'été 1932. En septembre, le GPU découvrit l'existence du



Roger Viollet

Ci-dessus : mai 1937, ouvriers défendant une barricade à Barcelone. Manquant d'un parti révolutionnaire résolu, les ouvriers furent défaits. A droite : cadavres de militants du POUM et d'anarchistes.



Historia 16

« manifeste de Rioutine » et déclencha une vague d'arrestations et d'exclusions du parti. Cette vague de répression toucha également les rangs du bloc des oppositions. (Zinoviev et Kamenev furent exclus du parti pour avoir lu le manifeste et ne pas avoir informé le parti de son existence ; Sten fut exilé en Sibérie ; plusieurs dirigeants de l'Opposition de gauche furent arrêtés.)

En mars 1933, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, Trotsky écrivit au bureau politique du PCUS une lettre secrète dans laquelle il proposait un front unique pour faire revivre le parti : « Le destin de l'Etat ouvrier et de la révolution internationale pour des années est en jeu. » C'est à propos de cet appel que Broué écrit, avec une fausse naïveté, qu'il pose à l'historien « un sérieux problème » et estime qu'« il est très difficile à l'historien d'analyser et d'interpréter correctement et de façon précise ce moment de la politique de Trotsky en direction de l'Union soviétique ». Ce que Broué ne peut pas accepter, c'est l'idée que Trotsky envisageait encore à cette époque un bloc avec la fraction Staline. Il ne peut pas se résoudre à « interpréter » le fait que Trotsky maintenait sa position de défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique, y compris les blocs militaires avec Staline et la bureaucratie contre les impérialistes et les forces restauracionnistes internes. Les « difficultés » de Broué sur cette question sont dans la droite ligne du soutien qu'en tant que lambertiste il a apporté à Solidarność, partisan de la restauration capitaliste – soutien qu'il réaffirme dans sa biographie de Trotsky.

Broué évoque la possibilité d'un lien entre la lettre de mars 1933 et une rencontre qui aurait eu lieu entre Trotsky et un représentant de Kirov, le dirigeant de la fraction Staline à Leningrad. Il souligne cependant que la seule mention qu'on trouve de cette rencontre la situe à l'été 1934, bien après que la lettre de Trotsky eut été écrite, et seulement quelques mois avant que Staline fasse assassiner Kirov.

(Kirov aurait voulu savoir sous quelles conditions Trotsky aurait accepté d'être autorisé à rentrer en Union soviétique et d'être réintégré dans le parti communiste.)

Que cette rencontre ait eu lieu ou non, sa seule éventualité était à l'évidence le cauchemar de Staline. Au XVII^e congrès du parti, en janvier 1934, près de trois cents délégués votèrent contre Staline lors des élections au comité central ; peu après, Staline déclencha une purge sanglante de sa propre fraction, en commençant par l'assassinat de Kirov. Dans son discours devant le XX^e congrès, Khrouchtchev affirma que sur un total de 1 966 délégués avec voix consultative ou délibérative lors du XVII^e congrès, 1 108 furent arrêtés par la suite. 80 % de ces délégués avaient adhéré au parti avant 1920 ; au XVIII^e congrès, en mars 1939, seuls 19 % des délégués pouvaient dire qu'ils avaient adhéré avant 1920. Il semble donc que Staline ait assassiné la majorité des délégués à son propre « congrès de la victoire » de 1934. Les sources historiques soviétiques actuelles, comme les deux volumes des *Noms qui sont revenus* (Moscou, 1989), ne font pas la distinction entre ce qui fut essentiellement une purge de la fraction Staline et les purges d'oppositionnels.

Une grande partie des détails sur les contacts de Trotsky avec ceux qui étaient en URSS demeurent obscurs. Ce que démontre Broué, c'est l'existence continue d'une opposition plus ou moins organisée, pour qui les positions de Trotsky étaient l'alternative politique, pendant toute la période qui va jusqu'à l'assassinat de Kirov en décembre 1934 – même si un fort pourcentage de cette opposition se trouvait dans les camps ou avait été déporté. Après la dégénérescence décisive de 1923-24, il fallut à Staline dix bonnes années supplémentaires pour liquider complètement l'opposition et consolider la domination de sa clique. Mais internationalement, l'Opposition de gauche restait vivante en tant que seul courant communiste authentique, et elle fondera la Quatrième Internationale en 1938, au contraire des courants

oppositional russes qui pensaient que la lutte contre le stalinisme pouvait être réduite au mot d'ordre « A bas Staline ».

La construction de la Quatrième Internationale

Dans le dernier tiers de son livre, qui traite du combat pour la Quatrième Internationale, Broué décrit en détail la vie personnelle de Trotsky ainsi que les militants et l'évolution organisationnelle des différents groupes avec lesquels Trotsky eut à faire. Mais il laisse dans l'ensemble de côté la mine d'informations que fournissent les « Papiers d'exil » de Harvard sur le fonctionnement du secrétariat international et ses rapports avec Trotsky et les différentes sections ; ce faisant, il fait passer au second plan les importantes questions politiques et programmatiques qui ont été au centre des batailles politiques que mena Trotsky dans les dix dernières années de sa vie. Il y a une certaine ironie dans le fait que Deutscher et Broué se retrouvent dans la manière dont ils traitent cette question. Comme l'explique Tamara Deutscher :

« Isaac décida de se concentrer exclusivement sur la correspondance privée de Trotsky et de laisser de côté les documents concernant la Quatrième Internationale. "Quand on les lit, on peut entendre le bruit répétitif et monotone que fait en roulant le rocher de Sisyphe", disait-il. Ces documents, qui lui étaient plus ou moins familiers, avaient une valeur inestimable pour un futur historien de la Quatrième Internationale - "si jamais il en existe". »

- « Work in Progress », Isaac Deutscher, *the Man and His Work* (1971) [traduit par nos soins]

Deutscher lui-même parle d'une masse de documents : « Sur plus de trois cents cartons, contenant environ vingt mille documents de la partie fermée des archives, approximativement les neuf dixièmes sont constituées de la correspondance de Trotsky avec ses partisans. Une très importante

proportion de la partie ouverte des archives est également constituée de ses écrits sur la politique, la tactique et l'organisation des différents groupes trotskystes. » Une histoire de la Quatrième Internationale basée sur ces documents reste à écrire.

La bataille pour la Quatrième Internationale menée par Trotsky, fidèle en cela aux leçons de la construction du Parti bolchévique par Lénine, nécessitait des polémiques longues et répétées avec ses propres partisans, car l'Opposition de gauche était loin d'être un groupe homogène. Les écrits de Trotsky durant cette période constituent pour des révolutionnaires un indispensable manuel ; ils traitent de difficultés qui réapparaissent sans cesse, par exemple comment démêler des controverses internes. Broué insiste à plusieurs reprises que Trotsky avait une « perspective historique » en ce qui concerne la lutte contre Staline et qu'il avait « les yeux fixés sur un horizon mondial et des décennies ». Mais cette « perspective historique » devient une excuse pour faire disparaître l'urgence que revêtait pour Trotsky le combat pour forger une Opposition de gauche internationale et, après l'arrivée au pouvoir de Hitler, la Quatrième Internationale.

Après s'être demandé de façon rhétorique si Trotsky aurait dû, « comme finalement Marx et Engels l'avaient plus ou moins fait pendant un temps », se retirer de l'activité directement politique et se concentrer sur le travail littéraire, Broué ne se prononce pas : « Je pense que ce n'est pas le rôle d'un biographe que de répondre à une telle question, mais seulement de prendre acte de ce que son personnage rejetait catégoriquement une telle possibilité [...]. » Pour commencer, Marx et Engels ne se sont pas « volontairement » retirés de la lutte politique active de leur époque, comme le prétendent des « marxistes » universitaires, mais ils répondaient à un hiatus de la lutte des classes. Ensuite, si Trotsky s'était limité à une activité littéraire dans les années 30 - alors que le fléau du fascisme menaçait

LE BOLCHEVIK

Les banlieues de la colère



Les ouvriers allemands contre les ravages de la réunification

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Abonnez-vous!

Le Bolchévik
Organe de la
Ligue trotskyste de France

30 FF pour 10 numéros
(incluant *Spartacist*)
Hors Europe : 40 FF (avion 60 FF)
Algérie : 30 DA Maroc : 20 DH
Tunisie : 3 000 m
Etranger :
mandat poste international

LE BOLCHEVIK

للدفاع عن العراق ضد العدوان الامبريالي!
ليغرق بوش وميتران وامثالهم في الخليج!

بيان اللجنة المركزية للفرقة الشيوعية الثروتستكية
للقوى العاملة للشيوعية الاشتراكية (الشيوعية)

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Pour recevoir les articles que nous avons publiés en arabe, écrire au Bolchévik

l'Europe tout entière et que l'Espagne connaissait une révolution et la France une situation révolutionnaire – cela aurait été *criminellement irresponsable*.

Trotsky considérait – « qu'il ait eu raison ou tort », ajoute Broué – que la construction de la Quatrième Internationale était « la clé des perspectives révolutionnaires » durant cette période. On comprend que Deutscher ait traité avec dédain le combat pour la Quatrième Internationale. C'est là en effet l'expression d'une attitude politique conséquente, car en 1938 Deutscher s'était opposé à la fondation de la nouvelle Internationale. Broué affiche, lui, son agnosticisme sur la question. Trotsky par contre n'avait certainement aucun doute quant à l'importance politique de ce qui fut la réalisation majeure de la fin de son existence :

« Pour être clair je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Pétersbourg, la Révolution d'Octobre se serait produite – conditionnée par la présence et la direction de Lénine [...]. Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été "irremplaçable", même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. »

– *Journal d'exil* (1935)

Le front populaire

Trotsky estimait qu'« à notre époque, le Front populaire est la *question principale de la stratégie de classe prolétarienne* ». Mais Broué ne cite pas cette déclaration catégorique, que l'on trouve dans une lettre adressée en 1936 au comité central de la section néerlandaise de la Quatrième Internationale. Dans son livre, le front populaire est abordé comme il convient principalement à propos de l'Espagne. Pourtant, au milieu des années 30, le front populaire était une question internationale vitale et centrale, y compris en France. Une question qui définissait une ligne de démarcation très nette entre les trotskystes et les différents centristes qui se prétendaient trotskystes mais qui soit avaient une attitude vacillante soit capitulaient devant le front populaire. Il en va de même dans la France d'aujourd'hui, particulièrement depuis la constitution de l'Union de la gauche en 1972. A l'exception de notre parti, toutes les tendances qui se réclament du trotskysme ont donné un soutien déguisé à la collaboration de classes en appelant à voter pour des partis ouvriers membres d'un front populaire.

C'est seulement si l'on prend comme point de départ son opposition intransigeante au front populaire que l'on peut comprendre les polémiques et les propositions tactiques de Trotsky pendant cette période, comme par exemple le « tournant français ». Trotsky essayait sans cesse de trouver un levier qui permette d'*agir* sur la réalité, de s'adresser aux militants subjectivement révolutionnaires des partis staliniens et sociaux-démocrates qui étaient révoltés par l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'abdication honteuse de la direction stalinienne, afin de forger une nouvelle direction communiste capable d'arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie.

C'est en Espagne que le front populaire révéla pleinement

son caractère traître, dans le sang des travailleurs. Après que Trotsky eut pendant des années insisté, sans être écouté, sur la nécessité de la clarté politique, une grande partie de l'Opposition de gauche espagnole, dirigée par Andrés Nin et Juan Andrade, fusionna sur la base d'un programme centriste avec le groupe rassemblé autour de J. Maurín pour former le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Le nouveau parti s'affilia immédiatement au « Bureau de Londres » centriste et, peu de temps après, entra dans le gouvernement de front populaire de Catalogne. Broué cite la fameuse déclaration de Trotsky comme quoi les « trois conditions » nécessaires à l'issue révolutionnaire d'une crise révolutionnaire sont « un parti, encore un parti et toujours un parti ». Mais il reproduit principalement les commentaires les plus « pédagogiques » de Trotsky concernant le POUM et n'accorde que peu de place aux polémiques dures, comme celle-ci : « Quant à Nin, au cours de la révolution, il a révélé ce qu'il est en réalité, un dilettante, complètement passif, et qui n'avait pas la moindre intention de participer réellement à la lutte des masses, de les gagner, de les mener à la révolution, etc. »

Argumentant que Trotsky avait peu de possibilités de renverser le cours des événements en Espagne, Broué minimise l'importance de la capitulation du POUM et insiste au contraire sur les attaques de Trotsky contre le rôle criminel que jouèrent les staliniens pour décapiter le prolétariat espagnol. Il voit ainsi dans les derniers écrits de Trotsky sur l'Espagne « une sorte de commentaire presque mécanique de la façon dont la direction stalinienne menait à la défaite dans la guerre civile et démontrait comment perdre la guerre ». Dans le vif débat sur le POUM, qui était un débat sur comment construire une direction révolutionnaire en Espagne, Broué voit :

« [...] l'occasion pour Trotsky de mener de nouvelles polémiques dans les rangs mêmes de la IV^e Internationale : contre Sneevliet et Vereeken, qui défendent la politique du POUM contre ses critiques, contre les ultra-gauchistes américains qui, à l'exemple de certains ultra-gauchistes européens, préconisent une attitude "défaitiste" en Espagne républicaine [...]. Et il doit en même temps argumenter discrètement contre Max Shachtman qui, sous prétexte de lutte contre le fascisme, serait prêt à voter la confiance politique à un gouvernement Negrín en lui accordant les crédits militaires. »

– Broué, pp. 889-890

Pour Broué, toutes les oppositions à Trotsky étaient équivalentes : des ultra-gauches aux centristes en tous genres. En lisant ce passage, on est bien en peine de deviner que Trotsky concentrait le feu de ses critiques sur ceux des centristes qui, d'une manière ou d'une autre, voulaient capituler devant le Front populaire en adoptant une attitude conciliante envers le POUM.

La gauche et Broué

La publication de chacun des trois volumes de la trilogie de Deutscher, ainsi que de son *Staline*, avait à l'époque suscité des centaines de pages de critiques et de débats. Il est significatif que le travail de Broué n'ait pas donné lieu à beaucoup de commentaires, qu'ils soient louangeurs ou critiques. En fait, presque tous les pseudo-trotskystes sont fondamentalement d'accord avec les présupposés sociaux-démocrates et antisoviétiques qui sous-tendent la biographie de Broué, même si des nuances existent. Deux critiques importantes ont été publiées à ce jour : l'une par Ernest Mandel (*Critique communiste* n° 79-80, novembre-décembre

1988) et l'autre par le groupe centriste anglais Workers Power (*Permanent Revolution* n° 8, printemps 1989).

La critique dans l'ensemble élogieuse que fait Mandel du livre de Broué (« un grand, un très grand livre ») ne peut être interprétée que comme une invitation adressée à son auteur à rejoindre le Secrétariat unifié (SU) que dirige Mandel. Si celui-ci est obligé de faire remarquer à quel point Broué est agressif vis-à-vis de Deutscher, le seul reproche substantiel qu'il lui adresse est de ne pas pousser assez loin le soutien au menchévisme de gauche de Trotsky pendant la période 1905-1917 ! Mandel regrette que Broué n'ait pas étendu sa critique pro-menchévique aux années 20, et il prétend scandaleusement qu'après la Révolution russe, Lénine avait « rectifié ce qu'il y avait d'excessif dans les formules de *Que faire ?* concernant le jacobinisme des révolutionnaires professionnels ».

Pour Mandel et le SU, la leçon à tirer de la période du « communisme de guerre » et de la Nep qui l'a suivi, c'est la nécessité d'une « théorie générale de l'auto-organisation ouvrière » et du « pluralisme politique », autrement dit d'un système multipartiste où Mandel a explicitement l'intention de faire figurer des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises (koulaks) ! Au contraire, nous, la LCI, prôtons avec Lénine la pleine liberté d'organisation pour les partis qui défendent les formes de propriété prolétariennes – la démocratie des soviets. Mandel tente ouvertement de présenter Trotsky comme un crypto-gorbatchévien.

L'approche de Workers Power est plus intéressante. Comme la plupart des centristes, ces gens ont l'œil impi-

toyable quand il s'agit de repérer les erreurs de ceux qui sont à leur droite. Ils critiquent à juste titre la quasi-absence de toute référence au centrisme, ainsi que le soutien que Broué apporte à la période menchévique de gauche de Trotsky. En même temps, leur propre centrisme les empêche de tirer la moindre *conclusion* politique des points corrects qu'ils énumèrent. Par exemple, dans leur critique par ailleurs détaillée, ils ne mentionnent pas la façon dont Broué aborde le Front populaire en France et en Espagne.

En ce qui concerne le bloc des oppositionnels russes de 1932, Workers Power affirme que Trotsky « n'écarte a priori la coopération ni avec des éléments de la droite dans le combat pour régénérer le parti, ni avec la fraction Staline elle-même contre la contre-révolution ». Si cette affirmation vague signifie quelque chose de plus que : une coopération occasionnelle et étroitement définie avec l'Opposition de droite était admissible, alors elle est complètement en contradiction avec les positions déclarées de Trotsky. Ce que régénérer le parti signifiait, c'était rétablir le programme bolchévique à la tête du parti. Sur cette question Trotsky écrit :

« Nous sommes prêts à conclure un accord avec tout secteur du parti à quelque endroit que ce soit, sur n'importe quel sujet, même pour une réinstauration partielle des statuts du parti. En ce qui concerne les droites et les centristes en tant que fractions politiques, cela signifie que nous sommes prêts à conclure un accord avec eux sur les conditions d'une lutte irréconciliable. C'est tout. »

– Trotsky, « On the Topics of the Day » [« Sur les questions du jour »], *The Challenge of the Left Opposition (1928-29)* [traduit par nos soins]

SPARTACIST

Volumes reliés

US\$ 25 le volume

Edition anglaise

Volume 1 : numéros 1 à 20
février 1964-juillet 1971

Le premier volume relié de *Spartacist* édition anglaise rassemble la majeure partie de la propagande (y compris des tracts et suppléments) publiée par notre tendance, de son exclusion du SWP en 1964 à la parution de *Workers Vanguard* en 1971.

Volume 2 : numéros 21 à 30
automne 1972-automne 1980

Le deuxième volume de *Spartacist* édition anglaise reflète la transformation de *Spartacist*, de principal organe de la Spartacist League/US en revue théorique de la tendance spartaciste internationale. Ce volume comprend également la brochure *Moreno Truth Kit*, tout ce qu'il faut savoir sur Nahuel Moreno. Les documents rassemblés traitent des principales questions programmatiques de la période auxquelles les marxistes ont été confrontés au niveau international.

Volume 3 : numéros 31-32 à 40, été 1981-été 1987

Edition allemande

Numéros 4 à 10
printemps 1974-hiver 1981-82

Le premier volume relié de *Spartacist* édition allemande comprend des documents clés dans la formation de la Trotskistische Liga Deutschlands (aujourd'hui le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands), ainsi que des traductions d'articles de *Workers Vanguard* ou de *Spartacist* édition anglaise.

Nouveau : réduction pour commande en nombre.

Disponibles aussi en microfilm. Les volumes reliés des éditions française et espagnole sont en préparation.

Adresser vos commandes et chèques à : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA



France, mai 1989 - La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), auparavant tendance spartaciste internationale, continue le combat de Trotsky pour une direction révolutionnaire.

Dans la pratique, Workers Power accepte une « coopération » suivie avec des restaurationnistes, bourgeois avérés contre la bureaucratie stalinienne et par contre écarte a priori un front unique avec les staliniens, contre la contre-révolution, comme sur la répression de Solidarność (organisation dont Workers Power reconnaissait qu'elle était pour la restauration capitaliste) en Pologne en 1981.

L'héritage de Trotsky

Le dernier chapitre du livre de Broué est celui qui expose le plus crûment son attitude envers la position de Trotsky pour une défense inflexible de l'Union soviétique couplée avec l'appel à la révolution politique. Pour Broué, depuis la Deuxième Guerre mondiale l'URSS s'est caractérisée par « des opérations militaires bureaucratiques de conquête et d'occupation » - il donne comme exemples l'écrasement dans l'œuf de la tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire de Solidarność en 1981 et l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan. Tout en reconnaissant qu'aujourd'hui les oppositionnels d'Europe de l'Est (dont beaucoup, deux ans après la publication du *Trotsky*, sont maintenant à la tête de gouvernements pro-restauration capitaliste) sont loin d'être trotskystes, Broué prétend qu'il existe entre eux et l'Opposition de gauche de Ioffé, Rakovsky, Sedov et Trotsky un « lien de continuité » dont « les trotskystes » ne sont qu'un mince fil, après tout pas indispensable peut-être, mais dont Trotsky et ses idées constituent un élément essentiel ». De Chtcharansky à Sakharov en passant par Walesa et, plus récemment, par les « Frères de la forêt », les nazis estoniens auxquels le SU a rendu hommage dans sa revue *International Viewpoint* (18 septembre 1989), ce genre d'« oppositionnels » qu'ont applaudi depuis dix ans les pseudo-trotskystes comme Broué et Mandel n'ont pas le plus mince des liens qui tiennent avec l'Opposition de gauche ; ils sont de l'autre côté des barricades. Notre tendance combat pour une véritable démocratie des soviets, et cet appel pourra être repris et sera repris par les groupes (dont certains

seront issus des structures des anciens partis communistes) qui, en Europe de l'Est et en Union soviétique, se basent sur les millions de travailleurs qui aujourd'hui sont contre le stalinisme et veulent défendre les acquis sociaux de leur pays contre la restauration du capitalisme, ou qui se retrouvent obligés de lutter contre les conséquences de cette restauration.

Broué attribue à Trotsky la version suivante de la « révolution politique » :

« Les revendications qui apparaissent dans ces mouvements des travailleurs et de la jeunesse reconstituent celles qui définissaient le programme de "révolution politique" tel que l'esquissait Trotsky : démocratie, liberté des partis, destruction de l'appareil bureaucratique, syndicats "libres", liberté électorale et droit de critique, règlement des atteintes aux droits de l'homme, châtiement des responsables des crimes, conquête des droits démocratiques d'expression, de réunion, de manifestation, ainsi que l'apparition d'une presse libérée et, du coup, passionnante. »

- Broué, p. 943

Cette version de la « révolution politique » (que Mandel attaque comme n'allant pas assez loin !) s'articule autour de la conception de la « démocratie ouvrière pluraliste ». Dans la mesure où le terme « pluraliste » ne fait pas double emploi avec « démocratie ouvrière », il ne peut que signifier l'acceptation de forces non ouvrières, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise. Ce n'est pas par hasard que cette formule est la plupart du temps « abrégée » en « démocratie pluraliste » ou en « démocratie » tout court. Elle signifie la liberté pour les forces bourgeoises, contre-révolutionnaires, de s'organiser et d'agir. La véritable démocratie ouvrière, quant à elle, permettra à différents partis de s'organiser sur une base de classe qui défend la transformation sociale de la société que la Révolution russe a rendue possible - la liberté pour les « partis soviétiques », comme l'explique Trotsky. On peut comparer la version de Broué avec celle de Trotsky :

« Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment. Préparer cette action

et se mettre à la tête des masses dans une situation historique favorable, telle est la tâche de la section soviétique de la IV^e Internationale [...].

« La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'octobre 1917 : il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. [...]

« Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchévique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les "normes bourgeoises de répartition" seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire. »

- Trotsky, *la Révolution trahie* (1936)

Dans la version de Broué, le « programme trotskyste » et l'héritage de Trotsky sont réduits à la droiture morale et à une vérité abstraite, et l'activité politique est éliminée. Dans son essai de 1966 « Trotskyism in Our Time » [« Le trotskysme à notre époque »], Deutscher compare Trotsky à la figure mythique de Prométhée, qui apporta le feu à l'humanité et qui pour cela fut torturé par les dieux. Le Trotsky de Deutscher porte la flamme du marxisme révolutionnaire à travers l'époque noire du stalinisme et du fascisme. Cette conception de Trotsky comme prophète a pour revers de la médaille le pessimisme de Deutscher sur les perspectives du mouvement trotskyste organisé dans les années 30 et plus tard encore. Mais d'un autre côté, Deutscher a tendance à mettre en valeur les divergences entre le marxisme classique – dont Trotsky est le plus grand représentant contemporain – et le stalinisme, la social-démocratie et plus tard la « nouvelle gauche » des années 1960.

Au bout du compte, malgré certains apports inappréciables, le livre de Broué passera dans l'ensemble à la postérité comme une œuvre de circonstance érudite. Broué n'a pas réussi et ne réussira pas à placer Trotsky à l'intelligentsia gorbatchévienne. Quelles que soient les idées fausses d'un Afanassiev ou d'un Tspiko sur Trotsky, ces gens considèrent qu'il est, plus encore que Staline, l'archétype du « dogmatisme ». De leur point de vue, ils ont raison. Staline leur a fait avouer que le soleil se levait à l'ouest. Trotsky n'a jamais cessé d'affirmer qu'il se levait à l'est. Boukharine a hésité entre les deux. Staline affirmait qu'il était possible de construire le « socialisme dans un seul pays » et de se concilier les impérialistes, tandis que Trotsky restait passionnément attaché à la dictature du prolétariat soviétique et à la révolution socialiste mondiale.

L'héritage de Trotsky aujourd'hui, ce sont précisément ces zones « embarrassantes » sur lesquelles Broué glisse le plus vite possible : son combat pour forger une authentique

Quatrième Internationale léniniste, régie par le centralisme démocratique ; son combat pour le parti international de la révolution socialiste, contre la collaboration de classes et le front populaire, pour la défense militaire de l'Union soviétique, pour la révolution politique à l'Est et la révolution sociale à l'Ouest. C'est l'héritage dont la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est fière de se réclamer. ■

Tamara Deutscher...

Suite de la page 2

Tamara Deutscher n'avait que mépris pour le cynisme politique et l'antisoviétisme effréné qui imprègnent la gauche pseudo-trotskyiste contemporaine. En 1979, elle avait retiré publiquement son parrainage de la revue *Labour Focus on Eastern Europe*, laquelle était soutenue par le Secrétariat unifié d'Ernest Mandel, lorsque cette revue avait publié en l'approuvant un appel d'un groupe d'émigrés soviétiques pour le boycott économique, technique et culturel total de l'URSS. Elle écrivait à ce propos : « L'appel ne demande rien de moins qu'un boycott total de l'URSS et une rupture complète de toutes les relations entre l'Est et l'Ouest – en d'autres termes, l'isolement de l'Union soviétique et sa mise en quarantaine. De telles méthodes n'aideraient en rien le processus de démocratisation à l'Est. Tout au contraire, elles ne feraient que renforcer toutes les forces réactionnaires des deux camps. »

Elle haïssait le nationalisme, et particulièrement le nationalisme polonais qui a toujours été synonyme d'antisoviétisme et d'antisémitisme. « Je suppose qu'au fond de moi-même je suis une vieille luxemburgiste », nous a-t-elle dit dans un sourire. Quand Solidarność s'est constitué à l'automne 1980, sa réaction a contrasté nettement avec l'enthousiasme acritique des pseudo-trotskyistes et autres suivistes de la social-démocratie. Elle a tiré la sonnette d'alarme contre l'influence pernicieuse du nationalisme et du cléricanisme, sur la base desquels Solidarność devait se consolider en agence de la contre-révolution à l'automne 1981.

Dans un article de *New Left Review* (janvier-février 1981), elle soulignait « le spectacle plutôt inhabituel » d'ouvriers grévistes polonais « agenouillés devant l'autel pendant la célébration de la Missa Solemnis avec une profusion de drapeaux polonais flottant au vent. De même que le crucifix et le portrait du pape agrémentant les murs du quartier général des nouveaux syndicats autonomes à Gdansk – c'est un tableau aussi paradoxal et inquiétant que celui de manifestants iraniens faisant le salut au poing fermé sous un immense portrait de l'ayatollah Khomeiny. Mais ce qui est encore plus troublant, c'est le portrait du maréchal Pilsudski, connu pour avoir envahi l'Union soviétique au mois de mai 1920 et pas exactement pour avoir été un ami des syndicats, du socialisme ou de la démocratie. »

Nous avons de nombreuses divergences politiques avec Tamara Deutscher, la question centrale de reforcer une Quatrième Internationale trotskyste en tant que parti mondial de la révolution socialiste n'étant bien sûr pas la moindre. Mais elle avait reçu une formation marxiste de la vieille école ; elle est restée, au travers des années, conséquente dans ses vues politiques et elle appréciait cette caractéristique chez les autres. Sa disparition laissera un vide. ■

Contributions à la discussion dans la LCI sur l'URSS et l'Europe de l'Est

Sur l'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est

Cet article a été soumis comme contribution à la discussion interne qui est en cours au sein de la Ligue communiste internationale sur l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est et en Union soviétique. Le comité exécutif international a autorisé la publication dans Spartacist des documents les plus politiquement complets. Nous reproduisons dans ce numéro deux de ces documents traduits de Spartacist n° 45-46, édition anglaise, hiver 1990-91. Le second est en page 35.

par Joseph Seymour

Le capitalisme peut-il être restauré, dans un Etat ouvrier bureaucratiquement dirigé, dans un processus essentiellement politique, c'est-à-dire sans guerre civile qui détruit l'appareil militaire de l'Etat ? Manifestement oui. Cela va-t-il à l'encontre du pronostic spécifique pour l'Union soviétique émis par Trotsky dans la seconde moitié des années 30 ? Oui. Cela nie-t-il la théorie marxiste de l'Etat ou la compréhension qu'avait Trotsky du stalinisme dans un sens plus général ? Non.

Marx n'a pas soutenu que la destruction de l'appareil militaire de l'Etat par la guerre civile est une condition nécessaire, en tous temps et en tous lieux, d'une révolution sociale (ou d'une contre-révolution). Dans un discours public prononcé en 1872, immédiatement après le congrès de dissolution de la Première Internationale à La

Haye, aux Pays-Bas, Marx déclarait :

« L'ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail ; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles institutions, sous peine, comme les anciens chrétiens qui l'avaient négligée et dédaignée, de ne voir jamais leur royaume de ce monde. « Mais nous n'avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques.

« Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées ; et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail. »

— in *la Liberté* (Bruxelles), 15 septembre 1872

Au niveau empirique, je crois que Marx avait tort. La classe ouvrière n'aurait pas pu s'emparer pacifiquement du pouvoir politique en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis dans les années 1870. Dans la mesure où le prolétariat n'a jamais été, tant s'en faut, proche de prendre le pouvoir dans ces pays à cette époque, ce n'est pas un sujet de spéculation historique fructueux. Le point important est que Marx ne considèrerait pas que le transfert du pouvoir politique d'une classe à une autre sans guerre civile contredisait *au niveau théorique* l'idée que l'appareil militaire de l'Etat défend la classe économiquement dominante dans la société.



Yevgeni Khaldel

1945 - L'Armée rouge entre en Autriche. Le peuple soviétique a combattu héroïquement pour vaincre le nazisme. Dans la « Grande guerre patriotique », Staline a fait appel au nationalisme et non à l'internationalisme.

Wide World



1929 – Au plus fort de la brutale collectivisation forcée lancée par Staline : la banderolette appelle à la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Trotsky pensait qu'un coup d'Etat militaire aurait été un véhicule pour une contre-révolution bourgeoise.

Marx n'a jamais décrit un scénario détaillé dans lequel la classe ouvrière pourrait saisir le pouvoir politique par des moyens pacifiques. S'il l'avait fait, cela aurait pu donner quelque chose comme : un parti ouvrier gagne une élection ; il a un soutien considérable dans les rangs des forces armées, et un secteur significatif du corps des officiers rechigne à recourir à un coup d'Etat pour renverser le gouvernement ouvrier. Les archi-réactionnaires sont donc isolés et écartés des postes de commande. Le gouvernement ouvrier procède alors à la purge et au démantèlement du vieil appareil d'Etat.

Lénine ne considérait pas que Marx avait tort, au niveau empirique ou théorique, en énonçant la possibilité d'une révolution prolétarienne par des moyens pacifiques en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dans les années 1870. Il argumentait plutôt qu'avec le développement de l'impérialisme, caractérisé par un énorme renforcement de la bureaucratie d'Etat et du militarisme, une telle perspective n'était plus possible dans aucun Etat capitaliste avancé. Cependant, on ne peut pas transposer mécaniquement les conditions d'une révolution prolétarienne contre un Etat capitaliste à l'époque impérialiste en conditions d'une contre-révolution capitaliste dans un Etat ouvrier bureaucratiquement dirigé, cerné par des puissances impérialistes.

Trotsky sur le sort de l'URSS stalinienne

Au cours de son long combat contre la bureaucratie stalinienne, Trotsky a envisagé un certain nombre de chemins différents que la restauration du capitalisme en Union soviétique pourrait prendre. Par exemple, pendant la crise de la collectivisation de 1928, Trotsky entrevoyait le danger d'un coup d'Etat militaire de droite renversant le régime de Staline :

« La direction post-léniniste déroule en somme le film d'Octobre à l'envers : le stalinisme est un kerenskysme allant de gauche à droite. Dans un pays bouleversé par une

gigantesque révolution, un ordre bourgeois ne pourrait pas prendre une forme démocratique. Pour vaincre et pour défendre sa victoire, la bourgeoisie aurait besoin d'une concentration supérieure, purement militaire du pouvoir, s'élevant "au-dessus des classes", mais ayant comme point d'appui immédiat le koulak. Le voilà, le bonapartisme ! Thermidor n'est qu'une étape sur la voie du bonapartisme [...].

« Dans un coup d'Etat thermidorien et plus encore bonapartiste, un rôle considérable, décisif dans le second cas, est joué par l'armée. Sous cet angle, il importe d'examiner avec la plus grande attention les processus qui s'y déroulent.

« N'oublions pas que, dans son rapport de juin [1928] à la conférence des militants de Moscou, le "chef" de la droite, faisant référence à son ami Klim, disait : "Si vous recourez encore à des mesures extraordinaires, l'armée répondrait par une insurrection". » [Souligné dans le texte]

– « Le danger de bonapartisme et les tâches de l'Opposition » (Œuvres, tome II, 21 octobre 1928)

Encore une fois, la question importante n'est pas de savoir si un coup d'Etat militaire de droite était dans les faits possible en URSS en 1928. Le point important est que Trotsky considérait comme possible théoriquement que l'agent décisif de la contre-révolution bourgeoise puisse être un secteur de l'encadrement militaire de l'Etat ouvrier. De plus, il prévoyait qu'un tel renversement ne provoquerait pas nécessairement une guerre civile à grande échelle. Avec la défaite infligée par Staline à l'Opposition de droite et l'établissement d'un Etat policier totalitaire au début des années 30, la possibilité d'un coup d'Etat militaire s'était éloignée. En tout cas, Trotsky ne reconsidéra jamais ce scénario particulier.

La discussion interne sur l'effondrement des régimes stalinien en Europe de l'Est a en grande partie tourné autour de la métaphore polémique de Trotsky sur « dérouler en sens inverse le film du réformisme ». Un certain nombre de camarades présupposent que le terme « réformisme » tel qu'utilisé ici est synonyme de l'idée que le prolétariat pourrait prendre par des moyens pacifiques le pouvoir dans

un pays capitaliste. Mais ce n'était pas la définition essentielle du mot « réformisme » dans la gauche de la génération à laquelle appartenait Trotsky.

Eduard Bernstein, le fondateur idéologique du réformisme social-démocrate, soutenait que les buts du socialisme pouvaient être atteints progressivement par des mesures prises par l'Etat bourgeois sous la pression du mouvement ouvrier. D'où le titre de son ouvrage majeur *Evolutionary Socialism* [donné à la traduction anglaise des *Présumés du socialisme*]. Les marxistes antirévolutionnistes comme Luxemburg et Kautsky répliquaient que le socialisme ne pourrait être établi que par et après la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Dans sa polémique classique contre Bernstein, *Réforme sociale ou Révolution ?*, Luxemburg ne dit pas que la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat » requiert en toutes circonstances une insurrection armée et une guerre civile. Implicitement, la question était laissée ouverte. Par contre, elle insiste sur le fait que la révolution prolétarienne ne peut réussir qu'au moment de « la décomposition de la société bourgeoise » et de « l'effondrement du capitalisme ».

Trotsky a utilisé l'expression « dérouler en sens inverse le film du réformisme » pour polémiquer contre ceux qui, se déclarant de gauche, soutenaient que le régime de Staline avait déjà transformé l'URSS en Etat bourgeois par un processus graduel et organique – du bernsteinisme à l'envers :

« La thèse marxiste du caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir des mains d'une classe aux mains d'une autre ne se rapporte pas seulement aux périodes révolutionnaires, quand l'histoire se précipite furieusement en avant, mais aussi aux périodes de contre-révolution, quand la société recule. Qui affirme que l'Etat soviétique s'est transformé graduellement d'Etat prolétarien en Etat bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme. »

– « La Quatrième Internationale et l'URSS.
La nature de classe de l'Etat soviétique »
(Œuvres, tome 2, 1^{er} octobre 1933)

Qui, aujourd'hui, argumenterait que les gouvernements d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie ont été *graduellement* transformés de prolétariens (déformés) en bourgeois ? L'Europe de l'Est est manifestement en proie à une contre-révolution capitaliste cataclysmique, accompagnée de convulsions sociales massives et de changements radicaux dans la sphère politique.

L'opinion de Trotsky selon laquelle dans l'URSS de Staline une contre-révolution capitaliste, ainsi qu'une révolution politique prolétarienne, entraînerait une guerre civile était un *pronostic*, pas un dogme. Ce pronostic se basait sur la résistance de la classe ouvrière, et non sur la résistance d'éléments conservateurs de l'appareil bureaucratique. Voici comment la question est posée dans *la Révolution trahie* :

« [...] l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

L'élément décisif est la conscience de la classe ouvrière soviétique, qui n'est pas statique mais au contraire affectée par d'innombrables facteurs changeants, sur les plans intérieur et international.

Trotsky prévoyait que les contradictions du stalinisme seraient résolues dans le court terme historique. Il a même à plusieurs reprises souligné la fragilité et l'instabilité du bonapartisme soviétique. Dans la dernière période de sa vie, il pensait que la Deuxième Guerre mondiale déterminerait le destin non seulement du stalinisme en URSS mais du capitalisme à l'échelle mondiale :

« La Seconde Guerre mondiale a commencé. Elle atteste que la société ne peut plus continuer à vivre sur la base du capitalisme. Elle soumet ainsi le prolétariat à une nouvelle épreuve, peut-être décisive. »

– « L'URSS dans la guerre » (Œuvres, tome 22, 25 septembre 1939)

Trotsky envisageait deux issues, diamétralement opposées, à la guerre :

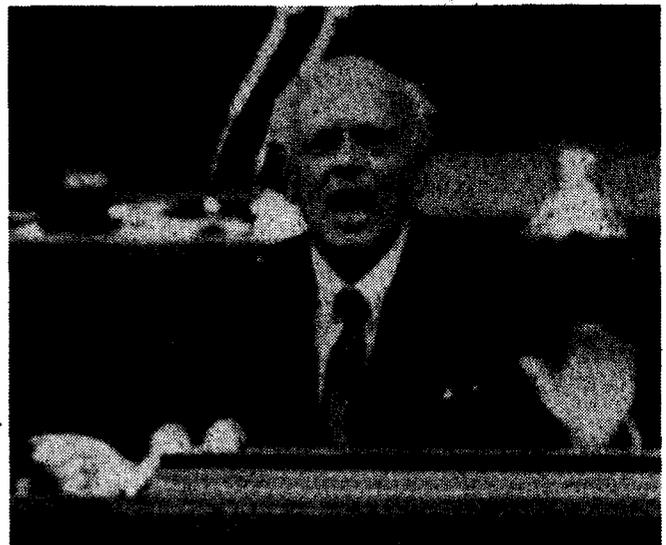
« Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en URSS, et la résurrection de la démocratie soviétique sur une base économique et culturelle infiniment supérieure à celle de 1918. »

Trotsky ne pensait pas que l'échec de la révolution prolétarienne restaurerait le statu quo d'avant-guerre :

« Si l'on considère cependant que la guerre actuelle va provoquer, non la révolution, mais le déclin du prolétariat, il n'existe alors plus qu'une issue à l'alternative : la décomposition ultérieure du capital monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la substitution à la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement, dans ces conditions, mener au développement d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste [...]. »

« Il faudrait alors établir rétrospectivement que, dans ses traits fondamentaux, l'URSS actuelle était le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à une échelle internationale. »

Dans les faits, la conclusion de la guerre n'a été conforme à aucune des deux issues opposées. Le stalinisme et le capitalisme ont tous deux survécu, même si l'équilibre de pouvoir géographique a été radicalement altéré. Le stalinisme s'est maintenu et renforcé en URSS tandis que des Etats ouvriers déformés étaient mis en place



Reuters

En 1989, Andreï Sakharov a repris les mensonges impérialistes sur l'Afghanistan au congrès des soviets. Il était le prophète de la contre-révolution « démocratique bourgeoise » en URSS.

en Europe de l'Est, puis en Chine. Sous l'hégémonie de l'impérialisme américain, et avec la complicité de Staline, le capitalisme fut restabilisé en Europe occidentale et au Japon.

Nous avons noté dans le passé que la non-réalisation des prédictions de Trotsky concernant la Deuxième Guerre mondiale a contribué à la réponse confuse qu'a donnée le mouvement trotskyste à l'expansion du stalinisme après la guerre. Au niveau des concepts, l'idée d'Etat ouvrier déformé était une extension logique de l'analyse qu'a faite Trotsky de l'Union soviétique dans les années 30. Empiriquement, il était évident que l'Europe de l'Est était en train d'être transformée politiquement et économiquement sur le modèle de l'URSS de Staline.

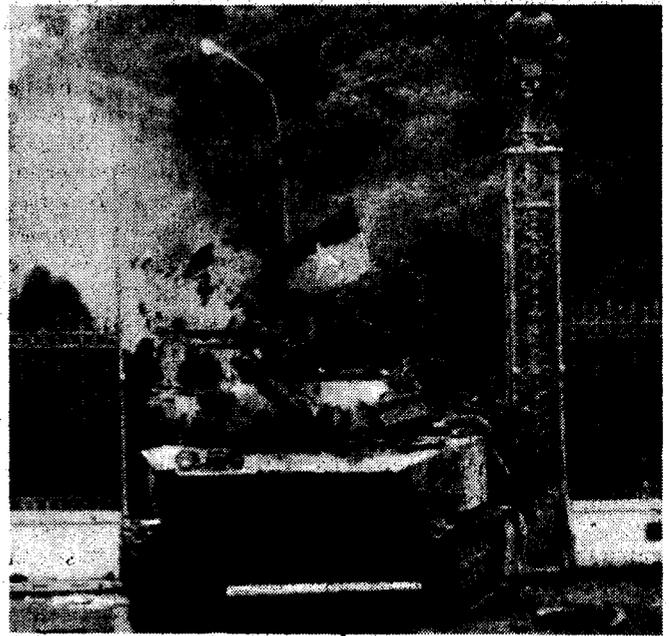
Pourtant, des trotskystes « orthodoxes » tels que Mandel et Cannon hésitèrent à tirer cette conclusion parce qu'ils croyaient qu'elle conférerait à la bureaucratie stalinienne un rôle historiquement plus progressiste et une existence plus longue que ce que Trotsky avait prévu. La question à laquelle se trouvait confronté le mouvement trotskyste n'était pas simplement de reconnaître et de définir dans un sens statique la nature de classe des Démocraties populaires est-européennes. L'analyse de Trotsky des dynamiques politiques à l'œuvre dans l'URSS de Staline à la fin des années 30 – la « lutte de forces vives », selon ses propres termes – ne pouvait pas être mécaniquement transposée à l'Europe de l'Est d'après-guerre ou, d'ailleurs, à l'URSS d'après-guerre.

L'évolution du stalinisme soviétique d'après-guerre

Pendant les années 30, la bureaucratie soviétique s'attribuait une légitimité historique provenant de la révolution d'Octobre. Lénine était transformé en icône, la version stalinisée du « marxisme-léninisme » devenait une quasi-religion d'Etat. La masse des anticommunistes russes était les émigrés pro-gardes-blancs qui étaient des nationalistes russes des plus endurcis et qui s'identifiaient au fascisme européen. A la fin des années 30, les nationalistes ukrainiens anticommunistes voyaient en l'Allemagne nazie leur grande puissance protectrice.

L'attitude prédominante dans la gauche européenne, et certainement dans la bureaucratie et l'intelligentsia soviétiques, était que l'alternative historique au communisme en URSS était le fascisme, attitude renforcée par la guerre civile espagnole. Les principaux tenants russes de la démocratie parlementaire, les menchéviks émigrés, avaient été réduits à l'insignifiance, conseillers peu considérés auprès de leurs grands frères ouest-européens de la Deuxième Internationale.

La défaite de l'« Opération Barbarossa » lancée par Hitler a élargi la base politique nationale de la bureaucratie du Kremlin et a déplacé son axe idéologique. Désormais, le régime de Staline faisait appel par-dessus tout au patriotisme défensiste soviétique. Roy Medvedev rappellera plus tard qu'en 1945-46 il y avait, en Union soviétique, un soutien quasi unanime à l'extension de ses frontières stratégiques loin à l'Ouest. Dans sa dernière période, le régime de Staline liait de plus en plus sa légitimité politique à la « Grande guerre patriotique » et à la préservation des fruits de la victoire. Ce fut encore plus le cas avec les régimes de Khrouchtchev et de Brejnev, dont les hauts personnages se glorifiaient de leur contribution personnelle à la victoire sur l'Allemagne nazie. Dans la culture politique populaire



Demulder/Gamma-Liaison

Un tank du FNL enfonce les grilles du palais présidentiel à Saigon en 1975. Le Vietnam a été une victoire pour la classe ouvrière internationale et un coup porté à l'impérialisme US.

soviétique – films, romans, musées, monuments – la Grande guerre patriotique supplantait l'Octobre rouge. Je ne peux me rappeler un seul film soviétique majeur sur la révolution et la Guerre civile produit dans les années Khrouchtchev et Brejnev.

Dans les années 50, les réactionnaires pro-gardes-blancs n'étaient plus considérés comme une opposition sérieuse par quiconque, même par leurs parrains impérialistes. Ce n'est pas simplement que leurs cadres étaient vieux et en train de mourir. C'est que la bureaucratie du Kremlin s'était approprié le nationalisme russe en l'identifiant au patriotisme soviétique et à la fierté que l'URSS était devenue une puissance mondiale, devancée seulement par les Etats-Unis.

Dans le même temps, une nouvelle force contre-révolutionnaire était en train de germer au sein de l'intelligentsia de l'establishment soviétique. Le personnage clé et représentatif en était Andreï Sakharov, « père de la bombe H soviétique » et conseiller de Khrouchtchev très écouté sur la politique nucléaire. Sakharov en vint à penser que la guerre froide était un obstacle insurmontable à la modernisation économique et à la libéralisation politique de l'Union soviétique. A la fin des années 60, il se prononça pour une « convergence » du socialisme et du capitalisme sur la base d'une « approche démocratique scientifique vis-à-vis de la politique, de l'économie et de la culture » (*Sakharov Speaks*, textes et discours rassemblés par Harrison E. Salisbury). Sur le plan intellectuel, Sakharov conduisit la doctrine de la « coexistence pacifique » à sa conclusion logique. Sur le plan sociologique, il représentait l'aspiration de l'intelligentsia soviétique à se libérer des contraintes de la dictature du prolétariat et à bénéficier de conditions de vie – matérielles, politiques et culturelles – similaires à celles de ses homologues de l'Ouest capitaliste.

Au début des années 70, Sakharov était devenu ouvertement anticommuniste, déclarant : « Je suis sceptique sur le socialisme en général » et « Globalement, notre Etat a montré plus d'aspects destructeurs que positifs ». Ces



Der Spiegel

17 juin 1953 – Les chars soviétiques ont stoppé le soulèvement des travailleurs est-allemands. Les ouvriers de Berlin-Est se sont adressés à ceux de l'Ouest : « Débarrassez-vous de votre crotte à Bonn ; nous, faisons le ménage à Pankow. »

conceptions étaient encore inhabituelles pour un intellectuel de l'establishment de sa génération. Mais il était clairement un précurseur de ce qui allait venir et il est aujourd'hui honoré à juste titre comme le prophète de la contre-révolution « démocratique bourgeoise », tant souhaitée, en Union soviétique.

Le régime Brejnev arriva au pouvoir en 1964, déterminé à restaurer l'ordre bureaucratique après la période tumultueuse de Khrouchtchev. Pour parvenir à ce but, il adopta une stratégie à deux vecteurs. Il poursuivit une politique « douce » envers la classe ouvrière et les paysans des fermes collectivisées. Par exemple, les prix des denrées alimentaires furent gelés à leur niveau de 1963, l'année où les augmentations de prix décidées par Khrouchtchev provoquèrent de larges protestations populaires, dont au moins une fut réprimée dans le sang. Jusqu'au milieu des années 70, le niveau de la consommation augmenta de manière significative, tandis que la discipline du travail se relâchait.

Le message du régime Brejnev à la population soviétique était de simplement jouir de la nette amélioration de ses conditions de vie après les terribles souffrances des premiers plans quinquennaux, de la guerre et de la reconstruction d'après-guerre. Cette version sclérosée du stalinisme eut tendance à dépolitiser la société soviétique. Le film *Moscou ne croit pas aux larmes* évoque le passage de l'idéalisme socialiste, qui animait encore la jeunesse ouvrière du début de la période khrouchtchéviennne, à l'appétit égocentrique de biens de consommation et au malaise social de la fin des années Brejnev.

Le régime Brejnev a systématiquement réprimé l'intelligentsia pro-occidentale de type Sakharov. Un certain nombre d'intellectuels et de personnalités culturelles de renom ont émigré aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest. La répression des intellectuels « dissidents » n'impliquait pas un retour à un Etat policier spécialement dur, encore moins totalitaire, car ils n'étaient pas très nombreux et étaient considérés par la population en général comme des traîtres à la patrie.

Si elle réprimait les avocats de la « démocratie » à l'occidentale, la bureaucratie brejnéviennne se montrait par contre

tolérante envers l'intelligentsia nationaliste russe renaissante (dont le lieu principal de convergence était le journal littéraire *Nach Sovremennik*). A la fin des années 70, deux journalistes soviétiques émigrés observaient que « le parti russe est le seul groupe idéologique non officiel et même oppositionnel qui jouisse d'une liberté croissante de propagande chauvine et d'un recrutement actif d'adhérents » (cité dans Alexander Yanov, *The Russian New Right* [la nouvelle droite russe], 1978). Ainsi peut-on discerner pendant l'ère Brejnev une tendance de la bureaucratie du Kremlin à étendre sa base politique en faisant cause commune avec le nationalisme russe.

Bien que rendant, naturellement, un hommage formel à la version stalinisée du « marxisme-léninisme », l'idéologie réelle de la bureaucratie brejnéviennne pourrait être baptisée « superpuissancisme », son but final étant de déterminer, en collaboration amicale avec Washington, le cours de la politique mondiale.

Deux événements historiquement fortuits, extérieurs à l'URSS, contribuèrent à la stabilité inhabituelle des dix-huit années du régime Brejnev : la Guerre du Vietnam et la hausse du prix du pétrole. La Guerre du Vietnam, en affaiblissant et en démoralisant l'impérialisme US à l'intérieur, permit à l'Union soviétique de parvenir à la parité stratégique nucléaire au début des années 70. Les effets de la guerre, y compris l'espoir qu'entretenait Washington d'utiliser Moscou pour négocier un bradage des Nord-Vietnamiens, permirent le triomphe momentané, au début des années 70, de la politique de « détente » de Brejnev. Après la chute de Saigon en 1975, Washington mit la détente au rencart et retourna à une ligne plus agressive envers l'URSS, menant à la deuxième guerre froide. La hausse du prix du pétrole des années 70, qui fut pour l'Union soviétique une aubaine économique importante, permit au régime de soutenir un niveau relativement élevé de dépenses militaires, de production de biens de consommation, d'importations agricoles et d'investissements industriels.

Mais à la fin des années 70, même la manne des pétrodollars ne permit plus de repousser le choix difficile entre les canons, le beurre et l'équipement industriel. Le régime

Brejnev accrut les dépenses militaires et chercha à maintenir le niveau de la consommation, tout en réduisant progressivement les investissements industriels. Ces réductions, combinées au relâchement de la discipline du travail, menèrent à une stagnation de la productivité du travail.

Au moment où l'Union soviétique se trouvait confrontée au choix pénible entre les canons et le beurre, une nouvelle génération de bureaucrates (représentés par Gorbatchev et Eltsine) et d'intellectuels faisait son apparition sur la scène politique, génération qui voyait peu d'utilité dans les canons. La génération des Gorbatchev-Eltsine-Gavril Popov est arrivée à la conscience politique pendant l'ère khrouchtchéviennne de « coexistence pacifique ». Pour eux, l'« Opération Barbarossa » de Hitler et les menaces US d'un bombardement atomique de l'URSS au début de la Guerre froide appartenaient au passé. Ils considéraient plutôt les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest comme des modèles de modernité économique qu'il fallait imiter.

Des couches de plus en plus importantes de la bureaucratie et de l'intelligentsia en vinrent à penser qu'on ne pouvait restaurer la productivité du travail qu'avec le fouet de la concurrence du marché (par exemple, par l'élargissement de l'éventail des salaires, le travail aux pièces, le chômage et la fermeture d'usines). La prétendue préoccupation pour la productivité du travail était une forme de fausse conscience par laquelle l'intelligentsia camouflait (y compris à ses propres yeux) son aspiration à améliorer son bien-être matériel aux dépens du prolétariat. Sous le régime relativement égalitaire de Brejnev, les échelons les plus bas de l'intelligentsia soviétique (enseignants, médecins, assistants de recherche) avaient souvent un niveau de vie inférieur à celui des ouvriers de l'industrie.

Rétrospectivement, il semble que la guerre d'Afghanistan ait joué un rôle tout à fait important dans la formation d'un puissant courant *défaitiste* au sein de la bureaucratie et de l'intelligentsia soviétiques. Ces éléments en vinrent à penser que seul un retrait soviétique unilatéral pourrait rétablir les conditions nécessaires à des accords de contrôle des armements et à des relations économiques favorables avec l'Ouest. Plus généralement, ils estimaient que c'était l'attitude agressive et l'« aventurisme » militaire de Brejnev qui auraient provoqué la deuxième guerre froide. D'où la montée au pouvoir de Gorbatchev, les fractures dans la

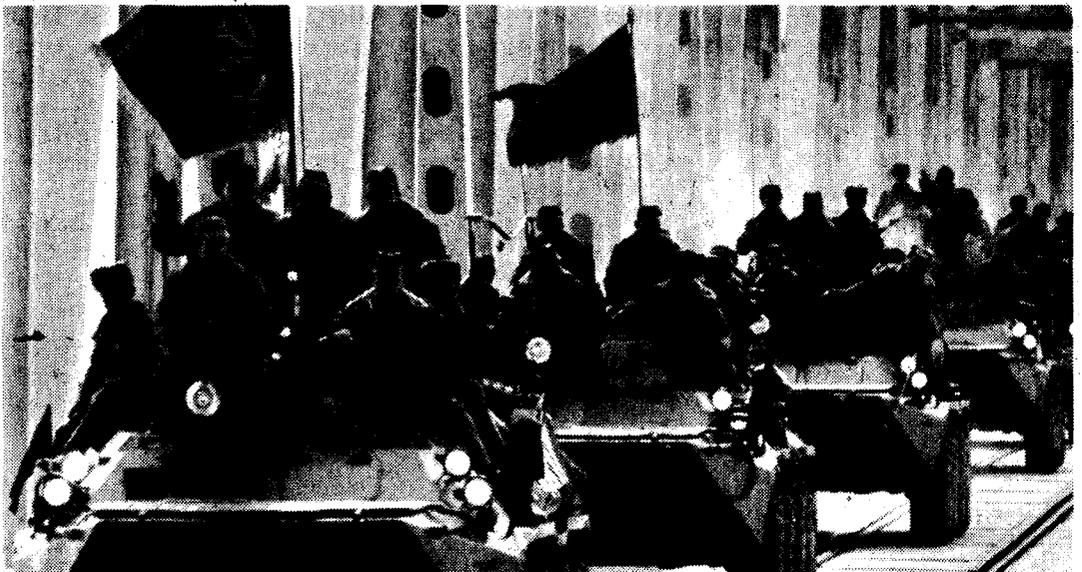
bureaucratie du Kremlin et l'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est.

L'évolution de l'Europe de l'Est stalinienne

En cherchant à tirer des généralisations sur l'évolution de l'Europe de l'Est d'après-guerre, j'exclus à la fois la Yougoslavie et l'Allemagne de l'Est parce que ce sont des cas exceptionnels pour des raisons opposées. Parce que la Yougoslavie a connu une révolution sociale autochtone (bien que dans le contexte plus large de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie), les staliniens de Belgrade ont eu une marge d'autonomie qualitativement plus grande que leurs homologues dans le reste de l'Europe orientale. Pendant quelques décennies, le régime Tito s'est maintenu à cheval sur la ligne de partage de la Guerre froide en jouant l'un contre l'autre Washington et Moscou. Après la rupture initiale avec Staline à la fin des années 40, le nationalisme antisoviétique ne joua pas un grand rôle dans la vie politique intérieure yougoslave. Les passions et conflits nationalistes agissaient plutôt à l'intérieur, entre les différents peuples de l'Etat multinational. Ainsi, l'évolution économique et politique de la Serbie, de la Croatie, de la Slovénie, du Kosovo, etc. a été bien différente, en fait divergente. La restauration du capitalisme en Yougoslavie conduirait presque certainement à la cassure du pays, peut-être accompagnée de conflits sanglants entre les divers peuples slaves du Sud et albanais.

Si l'autonomie de sa bureaucratie et le caractère multinational de son Etat étaient typiques de la Yougoslavie, par contre ce qui caractérisait l'Allemagne de l'Est était l'absence d'autonomie de la bureaucratie et le caractère non national de l'Etat. Parce que l'Allemagne de l'Est constituait la ligne de front militaire face à l'impérialisme occidental, le Kremlin exerçait sur la vie politique de la RDA un contrôle plus grand que sur celle des autres pays est-européens. De l'autre côté, la pression de l'Etat capitaliste ouest-allemand de plus en plus puissant limitait davantage les options des staliniens de Berlin-Est. Ainsi l'Allemagne de l'Est n'a jamais connu la phase du « communisme libéral-national », les tentatives – caractéristiques des autres pays est-européens – de jouer Moscou et Washington l'un contre l'autre. La bureaucratie de Berlin-Est sous Ulbricht et Honecker était même plus résolue à geler le statu quo

Frey/Time



Une aile défaitiste de la bureaucratie soviétique s'est opposée à la guerre en Afghanistan. Gorbatchev a trahi les peuples afghans et la défense de l'URSS en retirant les troupes en février 1989.



Young Socialist



AP

A gauche : Pologne, 1956. 500 000 travailleurs écoutent parler Wladyslaw Gomulka dont le retour au pouvoir a étouffé dans l'œuf la révolution politique. Ci-dessus : Hongrie, 1956. Le soulèvement ouvrier contre le régime stalinien haï a été écrasé par les troupes soviétiques.

d'après-guerre que ne l'était l'oligarchie du Kremlin.

Les principaux régimes staliniens d'après-guerre en Europe de l'Est, établis sur les ruines du Troisième Reich, jouissaient d'un soutien populaire (essentiellement prolétarien) à des degrés divers, allant d'un soutien significatif, en Pologne et en Hongrie, à un soutien massif, en Tchécoslovaquie. Cependant, il manquait à ces régimes la légitimité nationale de la bureaucratie soviétique, dont l'autorité dans la population avait été puissamment renforcée par la victoire sur l'Allemagne nazie. Ainsi, l'ordre social dans les nouvelles Démocraties populaires devenait hautement instable à mesure que l'opposition populaire croissante à la domination stalinienne était renforcée par le nationalisme dirigé contre Moscou et contre ceux qui étaient vus comme ses agents locaux.

L'importance du sens dans lequel allait le nationalisme est soulignée à sa manière par le plus stable des régimes staliniens est-européens, c'est-à-dire la Bulgarie. L'ennemi historique principal du nationalisme bulgare était la Turquie, alors que la Russie était traditionnellement vue comme la grande puissance protectrice. Les staliniens bulgares n'ont jamais enlevé la statue honorant le tsar Alexandre II dans le centre de Sofia. Même aujourd'hui, les ex-staliniens bulgares autoproclamés sociaux-démocrates bénéficient du penchant pro-russe et antitürk du nationalisme bulgare.

La consolidation des Etats policiers totalitaires a érodé, c'est le moins que l'on puisse dire, le soutien et même l'enthousiasme populaires initiaux pour les nouvelles Démocraties populaires. Le film polonais *l'Homme de marbre* dépeint un jeune ouvrier modèle, idéaliste – un véritable héros du travail socialiste – qui est persécuté par l'appareil policier paranoïaque. Au niveau économique, la concentration quasi exclusive sur l'industrie lourde, combinée à l'autarcie, abaissa le niveau de vie, alimentant d'autant l'hostilité prolétarienne aux régimes staliniens.

Confrontées à une société de plus en plus hostile, les bureaucraties est-européennes ont commencé à se diviser entre loyalistes pro-Moscou et ce que l'on pourrait appeler des communistes libéraux-nationaux, plus en phase avec

l'état d'esprit populaire. Craignant des scissions de type yougoslave, Staline décida d'exterminer tous les Tito potentiels en Europe de l'Est. Wladyslaw Gomulka, le dirigeant du parti polonais, fut emprisonné et placé en résidence surveillée ; Rajk en Hongrie et Slansky en Tchécoslovaquie furent mis sur le banc des accusés dans des procès-spectacles, puis exécutés. Ces purges ont bipolarisé encore davantage les bureaucraties est-européennes tout en renforçant énormément l'autorité des « communistes nationaux » qui en furent victimes. Quand Laszlo Rajk fut réhabilité en 1956, un million de personnes – le tiers de la population de Budapest – assistèrent à la cérémonie.

Pendant la crise de la « déstalinisation » (1953-56), la domination bureaucratique ne fut préservée en Europe de l'Est que grâce à l'intervention ou à la menace d'intervention des forces armées soviétiques. En 1956, en Pologne, une révolution politique prolétarienne naissante, dont le soulèvement de Poznan fut le signal, ne fut dévoyée qu'au dernier moment par le retour de Gomulka au pouvoir. En Hongrie, la bureaucratie fut balayée par la révolution politique prolétarienne, et les conseils ouvriers assumèrent *de facto* le pouvoir à Budapest et dans d'autres grandes villes. Le communiste libéral-national Imre Nagy chercha à former un gouvernement de coalition avec des forces à sa droite. La domination stalinienne ne fut rétablie qu'avec l'occupation militaire de l'armée soviétique.

Les textes de Shane Mage (dont des extraits clés sont reproduits dans *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-81), écrits immédiatement après la Révolution hongroise, s'appliquent parfaitement aux événements actuels en Europe de l'Est. Mage insistait que ce qui résulterait de l'effondrement des régimes staliniens – gouvernement ouvrier ou restauration capitaliste – serait déterminé par la conscience politique et la direction de la classe ouvrière, et en particulier par la capacité du mouvement ouvrier à surmonter et combattre les illusions dans le parlementarisme et les préjugés nationalistes. Ce serait vrai même là où existeraient des organes prolétariens de double pouvoir comme ce fut le cas en Hongrie en 1956.

Mage affirmait également qu'après l'écroulement des régimes staliniens, la pénétration économique occidentale serait une arme très puissante pour les forces de la restauration capitaliste :

« Les liens de la Pologne et de la Hongrie avec le marché capitaliste mondial seraient un autre aspect décisif du retour au capitalisme sous une direction démocrate petite-bourgeoise ; surtout bien sûr avec la puissance économique formidable de l'impérialisme US. Tout le monde sait que le principal programme politique positif de l'impérialisme US vis-à-vis de l'Europe de l'Est est basé sur une aide économique massive sous forme de "prêts" ou carrément de cadeaux. Cette "aide" aurait un double effet : elle serait un atout politique aux mains des politiciens bourgeois qui seraient les seuls à avoir accès aux largesses américaines et elle servirait très vite à réorienter l'économie polonaise et hongroise vers un retour à la dépendance traditionnelle vis-à-vis du capitalisme occidental. »

Aujourd'hui il faudrait ajouter que l'*illusion* de largesses économiques occidentales a été une arme puissante entre les mains des « démocrates » petits-bourgeois en Europe orientale, surtout dès lors que les staliniens avaient hypothéqué ces pays auprès de Wall Street, de la City de Londres et de Francfort.

La restauration de l'ordre bureaucratique après 1956 eut un caractère tout à fait différent en Pologne et en Hongrie. Gomulka fit immédiatement des concessions considérables à toutes les forces de la société polonaise – conseils ouvriers, intelligentsia de gauche, petits propriétaires paysans et hiérarchie catholique. Une fois la crise dissipée, il dispersa les conseils ouvriers et tomba à bras raccourcis sur l'intelligentsia radicale. La répression contre l'intelligentsia fut particulièrement sévère pendant et après le « Printemps de Prague » de 1968, période où une aile de la bureaucratie eut ouvertement recours au nationalisme polonais et à l'antisémitisme.

Fait unique en Europe de l'Est stalinienne, l'Eglise catholique, qui avait une grande autorité dans la population même à l'époque de Staline, se vit accorder une grande latitude politique après 1956. La hiérarchie de l'Eglise se trouva ainsi en bonne position pour s'assurer l'hégémonie sur toutes les forces opposées de la société polonaise quand les staliniens de Varsovie durent entrer dans une nouvelle période de libéralisation après les violentes protestations ouvrières contre l'augmentation des prix alimentaires en 1970.

Dans un sens, le cours des événements de l'après-56 en Hongrie fut l'inverse de celui de Pologne. Dans cette dernière, la libéralisation fut suivie d'une répression croissante ; en Hongrie, la répression fut suivie d'une libéralisation croissante. Après l'écrasement de la révolution par l'armée soviétique, 2 000 participants furent exécutés, 20 000 arrêtés et des milliers d'autres déportés en URSS. Au début des années 60, le régime Kadar décida qu'une vie sociale normale ne pouvait être restaurée qu'en se conciliant la société hongroise. L'économie fut réorientée pour accroître rapidement le niveau de la consommation (le « communisme du goulash »). Sous le slogan « Celui qui n'est pas contre nous est avec nous », le contrôle sur la vie intellectuelle et culturelle fut relâché. L'introduction du « socialisme de marché », en 1968, accrût le pouvoir social et la fortune personnelle des technocrates et des directeurs d'entreprise et donna naissance à une nouvelle classe de petits entrepreneurs capitalistes.

Le soutien populaire au communisme était beaucoup plus grand en Tchécoslovaquie qu'en Pologne ou en Hongrie. La social-démocratie tchèque d'avant la Première Guerre mondiale fut un des rares partis de la vieille Deuxième Internationale dont la majorité passa à l'Internationale communiste. Dans l'immédiat après-guerre, Gottwald, Novotny et Cie bénéficièrent du sentiment largement répandu que la Tchécoslovaquie avait été trahie par les « démocraties » capitalistes occidentales en 1938 à Munich, au profit de l'Allemagne nazie. Les staliniens de Prague invoquèrent et exploitèrent le nationalisme et le centralisme tchèques contre le séparatisme slovaque qui, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avait pris sous Monseigneur Tiso la forme d'un régime clérical-fasciste.

Du fait des racines politiques plus profondes du régime, la crise de la « déstalinisation » se produisit en Tchécoslovaquie plus de dix ans après les autres principaux pays est-européens. Quand elle vint, le résultat fut une combinaison des expériences polonaise et hongroise. Comme en Pologne, un communiste national-libéral, Alexander Dubcek, remplaça le stalinien dur Novotny. Le régime de « socialisme à visage humain » de Dubcek obtint rapidement un soutien quasi universel et suscita même de l'enthousiasme, bien que beaucoup d'ouvriers tchèques se soient méfiés au début des propositions de « réformes » économiques orientées vers le

Koudelka/Magnum



**Tchécoslovaquie,
1968 – Les chars du
pacte de Varsovie
mettent fin au
« Printemps de Prague »
du stalinien libéral
Alexander Dubcek.**

marché. A mesure que la Tchécoslovaquie glissait vers une révolution politique prolétarienne, la situation devenait de plus en plus ouverte. Pour prévenir une situation de type hongrois, Brejnev fit envahir la Tchécoslovaquie et renverser le régime Dubcek par les forces du pacte de Varsovie. La Tchécoslovaquie entra ainsi dans les années 70 avec le régime stalinien le plus répressif et le plus méprisé de tous les pays est-européens d'importance.

Ce qui était valable pour le régime Brejnev en URSS l'était aussi dans les années 70 pour les principaux régimes staliniens est-européens - Gierek en Pologne, Kadar en Hongrie, Husak en Tchécoslovaquie - qui cherchaient à pacifier la classe ouvrière en améliorant ou au moins en maintenant les niveaux de vie. Mais si la hausse du prix du pétrole représenta une aubaine pour l'économie de l'Union soviétique, elle entraîna une détérioration marquée des termes de l'échange pour les pays est-européens. Pour éviter des coupes dans le niveau de la consommation, les régimes staliniens empruntèrent lourdement auprès des banques occidentales. Cette situation conduisit aux programmes d'austérité dictés par le FMI, qui forment l'arrière-plan crucial à la montée des forces restauracionnistes capitalistes.

Comme noté précédemment, le régime Brejnev put réprimer le courant relativement peu important d'intellectuels pro-occidentaux sans perturber la vie sociale normale. Ce ne fut pas possible en Europe de l'Est où les forces oppositionnelles, renforcées par le nationalisme, étaient beaucoup plus grandes. De plus, à cause du lourd endettement de la Pologne et de la Hongrie vis-à-vis des banques occidentales, ces régimes staliniens étaient soumis au chantage économique impérialiste s'ils violaient les « droits de l'homme » des intellectuels « dissidents ».

Après les mobilisations ouvrières contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires en 1976, le régime Gierek abandonna toute tentative réelle de réprimer l'opposition. Ainsi la voie était libre pour la hiérarchie catholique qui, en alliance avec quelques intellectuels sociaux-démocrates (Kuron, Michnik et Cie), put organiser les ouvriers polonais sur les lieux de production. D'où les origines de Solidarność. Nous avons écrit abondamment sur Solidarność depuis ses débuts en été 1980 jusqu'à l'imposition de la loi martiale en décembre 1981. Il n'y a pas de raison de revenir sur ce matériel ici.

Pour ce qui nous concerne ici, je voudrais souligner certains aspects de la répression temporaire de Solidarność et de ses suites. La décision des militaires polonais d'agir contre Solidarność et leur réussite dans cette entreprise étaient conditionnées par le fait que l'on s'attendait généralement à une intervention militaire soviétique. Jaruzelski pouvait se présenter vraisemblablement devant le peuple polonais comme la seule alternative réaliste à une intervention soviétique prolongée. Par sa nature même, la politique étrangère de Gorbatchev sapa mortellement l'unique prétention du régime Jaruzelski à une légitimité politique.

Comme nous l'avons noté à l'époque, le contre-coup d'Etat de Jaruzelski introduisait un large élément de bonapartisme militaire dans la bureaucratie stalinienne polonaise. Ceci aura des conséquences importantes sur la manière dont le pouvoir gouvernemental sera transféré à Solidarność huit ans plus tard.

La répression de Solidarność ne changea en rien la situation désespérée devant laquelle se trouvait l'économie polonaise grevée de dettes. La répudiation de la dette occidentale n'aurait été praticable qu'avec une réorientation

des ressources dans tout le bloc soviétique. Mais cela nécessitait une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie du Kremlin. A la fin des années 80, le régime stalinien de Varsovie était confronté à la tâche centrale de réprimer la résistance ouvrière à une nouvelle série de mesures d'austérité réclamée par les banquiers occidentaux.

Parce que l'Eglise catholique en Hongrie n'a jamais eu la force, et de loin, qu'elle a en Pologne, la croissance des forces oppositionnelles anticommunistes fut plus diffuse, interpénétrant la bureaucratie stalinienne et l'intelligentsia de l'establishment. A la fin des années 60 et au début des années 70, apparut au sein de l'intelligentsia de l'establishment un groupement quasi social-démocrate qu'on appela « l'école de Budapest » constituée de disciples de Georg Lukacs. Sous l'égide des accords d'Helsinki de 1976, on vit émerger des groupes défendant ouvertement une contre-révolution « démocratique bourgeoise ».

La bureaucratie des syndicats officiels s'efforça dans une certaine mesure de défendre les intérêts des ouvriers contre les effets les plus nuisibles de la version hongroise du « socialisme de marché ». Cependant, cela prit la forme d'une politique de pressions à l'intérieur des échelons supérieurs du régime Kadar. La classe ouvrière fut maintenue dans la passivité et s'adapta passivement aux courants politiques dominants dans la petite-bourgeoisie. Un sondage d'opinion fait en 1976 indiquait que si des élections ouvertes, avec plusieurs partis en présence, avaient eu lieu en Hongrie, un parti « socialiste démocratique » aurait obtenu plus de 40 % des voix, un parti démocrate-chrétien aurait approché les 30 % et le parti communiste seulement 5 %. La population hongroise tolérait simplement le régime Kadar aussi longtemps que les conditions économiques restaient satisfaisantes et que l'appartenance de la Hongrie au bloc soviétique ne paraissait pas pouvoir être mise en cause. Ces deux conditions disparurent à la fin des années 80:

En Tchécoslovaquie, la purge et la répression de l'aile dubcekiste de la bureaucratie et de pratiquement toute l'intelligentsia impliquèrent le rétablissement d'un régime d'Etat policier dur. Dans ces conditions, l'intelligentsia tchécoslovaque, traditionnellement de gauche, glissa à droite



Laski/Sipa

Etudiants polonais brandissant des crucifix durant la visite du pape en 1979. Les staliniens polonais ont abdicé devant Solidarność clérical-nationaliste et pro-capitaliste.

vers la social-démocratie et le libéralisme bourgeois. D'où les origines du Forum civique via la Charte 77. Puisque toute activité de la classe ouvrière était réprimée, il était difficile d'évaluer positivement la conscience politique de la classe ouvrière tchécoslovaque. Cependant, quels que soient leurs buts et leurs valeurs, les ouvriers dans leur majorité ressentaient certainement qu'ils avaient été politiquement violés en 1968. Il manquait au régime Husak, considéré comme une pure agence du Kremlin, la légitimité politique même limitée qu'avaient des staliniens « libéraux » comme Gierek en Pologne et Kadar en Hongrie.

La situation actuelle en Europe de l'Est

La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont maintenant des gouvernements restaurationnistes capitalistes. Il n'est pas clair, au moins pour moi, si les gouvernements actuels de Roumanie et de Bulgarie veulent dans les faits s'engager dans l'établissement d'une économie capitaliste, comme ils le prétendent, ou si ce sont des régimes staliniens « libéraux » qui, dans une situation internationale défavorable, font semblant. Mon point de vue actuel penche vers la seconde hypothèse. Dans toute l'Europe de l'Est, les vieux cadres policiers et militaires staliniens ont passivement consenti aux nouveaux gouvernements de droite. Cependant, il ne s'ensuit pas que l'armée et la police défendront ces gouvernements et leurs programmes face à une opposition de masse. La contre-révolution qui a lieu actuellement en Europe de l'Est peut encore être défaite et le processus renversé.

La privatisation globale des entreprises d'Etat et la campagne pour créer une économie capitaliste de marché généreront un chômage massif et l'appauvrissement général des travailleurs. Cela ne manquera pas de provoquer un certain niveau de résistance ouvrière. Dans un document soumis au Congrès américain au printemps dernier, la CIA s'inquiète : « Aussi longtemps qu'une mise en application agressive de mesures d'austérité coïncidera avec un déclin prolongé du niveau de vie, il y aura un risque de protestations publiques qui pourraient retarder les réformes et le redressement économique » (« Eastern Europe : Long Road Ahead to Economic Well-Being » [« Europe orientale : une longue route avant le bien-être économique »], mai 1990). *Business Week* (6 août 1990), un magazine bourgeois américain perspicace, écrit : « L'agitation ouvrière est l'inconnue dans la campagne de privatisation en Europe de l'Est et pourrait ralentir ou même faire dérailler les plans gouvernementaux. »

Notre perspective doit être d'élargir et d'intensifier une telle agitation ouvrière dans le but de créer des organes de double pouvoir prolétarien pour renverser les gouvernements contre-révolutionnaires à Varsovie, Budapest et Prague. Face à une insurrection ouvrière, il est probable que l'armée et la police resteront passives ou scissionneront et/ou se fragmenteront.

Il existe des différences significatives dans la situation actuelle et l'équilibre des forces politiques parmi les différents pays d'Europe de l'Est. C'est dans les pays qui ont connu des décennies de régime stalinien « libéral » – Pologne et Hongrie – que les staliniens sont totalement discrédités et que les forces réactionnaires sont les plus fortes. En revanche, dans les pays qui ont eu des régimes staliniens durs – Roumanie et Bulgarie –, les staliniens « pro-réformes », qui maintenant prétendent s'être convertis à la



Bankuti/NY Times

La Hongrie, aujourd'hui – Des familles dorment à la gare de Keleti à Budapest où les « réformes » vers l'économie de marché ont provoqué 20 000 sans-abri.

social-démocratie, ont un soutien populaire substantiel et les forces réactionnaires sont relativement plus faibles. La Tchécoslovaquie étant un cas intermédiaire.

Pologne – En 1988, le régime stalinien de Varsovie s'est trouvé confronté à une vague de grèves ouvrières contre le dernier programme d'austérité dicté par le FMI. En août, le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, a fait un marché avec Walesa. Ce dernier userait de son influence pour étouffer la vague de grèves en échange de la légalisation de Solidarność. Au début de 1989, les généraux Jaruzelski et Kiszczak, avec l'approbation de Gorbatchev, imposaient un accord avec Solidarność (les négociations de la « table ronde ») malgré une opposition de l'aile civile de la bureaucratie stalinienne polonaise.

Les négociations de la « table ronde » conduisirent aux élections de juin 1989 dans lesquelles Solidarność remporta dans tout le pays une écrasante victoire prévisible. Les staliniens *abdiquèrent* alors et cédèrent le pouvoir gouvernemental à Solidarność, même si Jaruzelski gardait la présidence en tant que demi-prête-nom. L'ex-parti dirigeant stalinien se désintégra tout simplement.

On ne peut que spéculer sur pourquoi l'aile militaire de la bureaucratie stalinienne polonaise a été le fer de lance de la capitulation devant les forces de la restauration capitaliste. Il est probable que pour les cadres militaires la plus haute priorité était la préservation de l'ordre social et le contenu économique et politique de cet ordre leur importait moins. Peut-être croyaient-ils que, contrairement à la bureaucratie civile, ils conserveraient leur position dans l'élite dirigeante. Peut-être aussi beaucoup d'officiers polonais sympathisaient-ils avec les attitudes nationalistes de Walesa et Cie.

Début 1989, l'organisation des syndicats officiels, l'OPZZ, rompit ses liens avec le régime et, prétendant représenter les intérêts des ouvriers, son dirigeant Alfred Miodowicz – un stalinien de la vieille garde – dénonça de la gauche à la fois Solidarność et Jaruzelski. Surtout depuis que Solidarność, une fois rétabli, a abandonné sa façade « syndicale », l'OPZZ est de loin la plus grande organisation



AP
 Juin 1990 -
 Des mineurs
 roumains
 patrouillent dans
 Bucarest après
 avoir réprimé
 une tentative des
 réactionnaires
 de renverser
 le régime
 post-Ceausescu.

de la classe ouvrière polonaise. Cependant, l'OPZZ de Miodowicz *n'est pas* un prétendant au pouvoir politique, c'est simplement une organisation de défense de type syndical.

Au début de l'année [1990], le gouvernement de Solidarność a imposé un « traitement de choc » économique qui a amputé les salaires réels de 40 % et produit plus d'un demi-million de chômeurs. Ces mesures ont rencontré une résistance ouvrière, qui s'est manifestée notamment dans une grève des cheminots en mai dernier, ainsi que dans des actions de protestation des petits propriétaires paysans.

La question de comment imposer au mieux le « traitement de choc » a provoqué une profonde scission entre Walesa et le gouvernement « modéré » du premier ministre Tadeusz Mazowiecki, un intellectuel catholique longtemps conseiller de Walesa. Ce dernier cherche à détourner le mécontentement des masses vers une purge anticommuniste et l'antisémitisme. Ses propagandistes soutiennent que sous le régime actuel les principaux bénéficiaires de la privatisation sont les anciens directeurs et fonctionnaires communistes. En même temps, les troupes de Walesa ont pris pour cibles des intellectuels en vue de Solidarność qui sont d'ascendance juive (par exemple Michnik et Geremek). Les adversaires de Walesa dans Solidarność se sont défendus en l'accusant d'être un aspirant dictateur à la Pilsudski. Pour nous, le plus important dans la scission, c'est que cela tend à *discréditer* tous les éléments de Solidarność.

Il y a aujourd'hui en Pologne un vide politique quasi complet à gauche et, à l'exception de l'OPZZ, la classe ouvrière est économiquement atomisée. Ainsi, même un petit groupe de propagande trotskyste pourrait être catapulté à la direction d'actions ouvrières.

Hongrie - Sous la pression de l'austérité économique imposée par les banquiers étrangers occidentaux, la bureaucratie stalinienne hongroise a commencé à se désintégrer de l'intérieur à la fin des années 80. Le signal de l'effondrement fut la mise à la retraite forcée en 1988 de Janos Kadar, le dirigeant qui dura le plus longtemps en Europe de l'Est. Il s'ensuivit une lutte fractionnelle tous azimuts à l'intérieur du parti dirigeant stalinien, une lutte dont l'extrême droite, représentée par Rezso Nyers - l'architecte originel du « socialisme de marché » hongrois -, sortit triomphante.

Au printemps 1989, le Comité pour la justice historique,

dont le but déclaré était la réhabilitation d'Imre Nagy, joua un rôle similaire à celui de la « table ronde » en Pologne. Ce fut le cadre organisationnel dont se servit la direction de la bureaucratie stalinienne pour traiter avec les forces de la contre-révolution « démocratique bourgeoise ».

Pendant l'été 1989, le parti stalinien encore au pouvoir tenta de se transformer en parti social-démocrate, transformation réussie plus tard par les stalinien est-allemands. Dans le cas hongrois, la tentative a avorté et le parti stalinien s'est dissout complètement, créant un vide de pouvoir politique dans la période précédant les élections d'avril dernier [1990]. Ces élections furent remportées par le Forum démocratique cléricol-nationaliste, le plus droitier des principaux partis en compétition.

Plus encore qu'en Pologne, il y a un vide complet dans la gauche politique alors que la classe ouvrière est organisationnellement atomisée. Aussi est-il difficile de prévoir la nature politique spécifique et la forme organisationnelle que prendra la résistance ouvrière au régime restauracioniste capitaliste de Budapest.

Tchécoslovaquie - De la même manière qu'il a été directement installé par le Kremlin, le régime stalinien dur de Prague a été déposé directement par le Kremlin. Tandis que la chute de Honecker en Allemagne de l'Est affaiblissait sérieusement le régime Husak-Jakes, l'impulsion décisive pour la « Révolution de velours » de novembre 1989 vint de Moscou. Le gouvernement et les médias soviétiques abjurèrent publiquement l'intervention de 1968, ce qui revenait à répudier le régime de Prague. Ce fut sans aucun doute, de la part de Gorbatchev et Cie, une tactique de pression délibérée pour soutenir l'aile « réformatrice » de la bureaucratie tchécoslovaque.

Cependant, cela eut pour effet de légitimer et d'encourager des protestations de masse croissantes et une grève générale projetée. La mobilisation de masse fut cadencée par une organisation parapluie rapidement constituée, le Forum civique, qui politiquement allait des dubcekistes devenus sociaux-démocrates aux réactionnaires cléricaux, le petit-bourgeois libéral Vaclav Havel occupant le centre. En quelques jours, la totalité de l'aile droite de la bureaucratie stalinienne *déserta* en faveur du Forum civique et la fraction croupion des durs abandonna le pouvoir gouvernemental.

A la différence de la Pologne et de la Hongrie, la venue

au pouvoir d'un gouvernement restaurationniste capitaliste en Tchécoslovaquie n'avait pas été préparée par plusieurs décennies de montée du nationalisme anticommuniste dans les masses. Dubcek reste encore un personnage hautement considéré et d'ex-communistes « réformateurs » sont en bonne place dans le nouveau gouvernement. Il y a peu d'indications que les ouvriers tchèques et slovaques acceptent que la restauration d'une économie de marché capitaliste soit la conséquence inévitable de la « Révolution de velours ». Egalement à la différence de la Pologne et de la Hongrie, il n'y a pas de pressions externes très fortes pour un « traitement de choc » économique en Tchécoslovaquie. Le régime Havel a agi extrêmement précautionneusement sur le front économique par peur de provoquer une résistance ouvrière et de scissionner le Forum civique.

L'aspect le plus surprenant, et pour nous le plus significatif, de la situation actuelle, est la force relative du parti communiste croupion, qui a remporté 13 % des voix aux élections de juin dernier [1990], en deuxième position derrière le Forum civique et faisant plus que les démocrates-chrétiens. Puisque pratiquement toute la petite-bourgeoisie a voté pour le Forum civique ou des partis à sa droite, les 13 % de l'électorat représentent environ 20 % des voix ouvrières. Le PC a fait presque aussi bien en Slovaquie qu'en Bohême-Moravie, ce qui indique que son soutien n'est pas faussé par le nationalisme tchèque. Et dans la mesure où l'aile droite de l'ex-bureaucratie dirigeante était passée au Forum civique, le vote pour le Parti communiste était plus consciemment à gauche et plus prolétarien que le vote pour le SED-PDS est-allemand.

La résistance ouvrière aux effets de la restauration capitaliste a des chances d'être dans un premier temps détournée vers le Parti communiste, peut-être en bloc avec des éléments sociaux-démocrates actuellement dans le Forum civique. Et des jeunes de gauche hostiles à Havel et Cie pourraient bien être attirés par le PC qui se pose

maintenant comme l'opposition socialiste. Fait unique en Europe de l'Est, la construction d'un parti trotskyste en Tchécoslovaquie requiert un combat politique contre une organisation stalinienne dure qui conserve un soutien ouvrier significatif.

Roumanie et Bulgarie – Les gouvernements actuels de ces pays sont constitués d'éléments des vieilles bureaucraties stalinienne qui se prétendent convertis à la social-démocratie à l'occidentale. Ces régimes – qui ont remporté des élections ouvertes avec plusieurs partis en présence – sont sous le feu de fortes attaques de forces réactionnaires soutenues dans une certaine mesure par l'impérialisme occidental. Ainsi la situation en Roumanie et en Bulgarie est dominée et bipolarisée par une lutte pour le pouvoir gouvernemental qui continue. Cette lutte conduira soit à la guerre civile (préfigurée par l'intervention à Bucarest des mineurs roumains contre les étudiants de droite, en juin dernier [1990]), soit à la capitulation des régimes actuels devant la droite.

Alors qu'en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, il y a des chances que les ouvriers soient amenés à lutter contre les mesures économiques des gouvernements en place, en Roumanie et en Bulgarie les ouvriers pro-socialistes sont susceptibles d'être entraînés dans la lutte pour défendre les gouvernements actuels de « gauche » contre la droite. De telles mobilisations pourraient produire un début d'organes de double pouvoir. Notre perspective doit être de combiner défense militaire de front unique contre la droite et lutte politique pour discréditer et détruire les illusions des ouvriers dans les régimes actuels de ci-devant stalinien et de sociaux-démocrates.

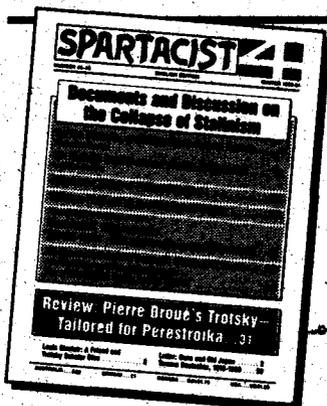
La crise terminale du stalinisme soviétique

Le régime Gorbatchev est arrivé au pouvoir en 1985, en croyant que l'introduction des mécanismes de marché (perestroïka) revitaliserait l'économie tandis que la

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, Spartacist représente l'engagement internationaliste léniniste de la LCI.



English edition No. 45-46 (64 pages) US \$1.50



Edition française n° 25 (48 pages) 8 FF



Deutsche Ausgabe Nr. 14 (32 Seiten) DM 2,—



Edition en español No. 23 (32 páginas) US \$ 0,50

libéralisation politique (glasnost) gagnerait le soutien de l'intelligentsia au nouveau régime. Au lieu de cela, le démantèlement de la planification centralisée a produit une anarchie bureaucratique tandis que le détournement des biens de consommation vers des marchés privés a nourri l'hyperinflation refoulée. En même temps, toutes sortes de forces politiques réactionnaires ont fait surface. Le plus directement menaçant pour le gouvernement central soviétique a été la montée de forces nationalistes, menant à des bains de sang inter-communautaires dans le Caucase et à des mouvements sécessionnistes dans les Républiques baltes.

Devant la perspective de la désintégration de la société soviétique, la bureaucratie du Kremlin s'est fragmentée, comme l'a montré la scission en éléments mutuellement hostiles de l'équipe initiale de Gorbatchev. Egor Ligatchev est devenu le porte-parole des apparatchiks staliniens conservateurs, qui souhaitent le maintien du statu quo avec un minimum de changements. Boris Eltsine – le patron du parti à Moscou au début du régime Gorbatchev – est devenu un démagogue pseudo-populiste allié à l'opposition « démocratique » pro-occidentale. Eltsine a camouflé son soutien à l'économie de « libre marché » derrière des attaques contre les privilèges de l'élite bureaucratique et en appelant à une augmentation de la consommation par des coupes dans les dépenses militaires et l'investissement industriel. Mais maintenant il a lié sa démagogie sournoise à un programme de restauration ouverte du capitalisme, le plan de 500 jours de Chataline.

La Plate-forme démocratique, fraction ouvertement pour la restauration capitaliste avec un mince vernis social-démocrate, a émergé dans le PCUS et en a récemment scissionné pour former un parti indépendant. Les staliniens conservateurs ont établi une base organisationnelle dans le Parti communiste russe, formé l'été dernier [1990], dont le nom même constitue un appel au nationalisme russe. Plus généralement, les staliniens durs ont fait bloc avec une aile des nationalistes slavophiles hostiles à la « décadence » occidentale et au « cosmopolitisme ». Ainsi, l'idéologue nationaliste russe en vue Valentin Raspoutine associe-t-il l'investissement capitaliste occidental à d'autres « maux » importés de l'Ouest comme le rock and roll, l'homosexualité, la pornographie et les Juifs.

Il est difficile d'envisager que des forces restauracionnistes capitalistes arrivent au pouvoir gouvernemental en URSS sans guerre civile comme cela est arrivé en Europe de l'Est. La force du patriotisme soviétique et du conservatisme bureaucratique, spécialement parmi les cadres militaires, est trop importante et les obstacles à la mobilisation des masses derrière la contre-révolution « démocratique bourgeoise » trop grands. Le nationalisme antisoviétique a fourni le ciment qui a maintenu ensemble les éléments politiques et sociaux disparates dont sont constitués Solidarność et le Forum civique.

Les cadres militaires soviétiques sont naturellement hostiles au démembrement de l'URSS et à l'affaiblissement de son pouvoir d'Etat. L'attitude conservatrice du commandement militaire envers l'Etat soviétique a été particulièrement évidente pendant la crise de sécession de la Lituanie au début de l'année [1990]. Dans les dernières années, les rumeurs d'un coup d'Etat militaire pour restaurer l'ordre social sont devenues de plus en plus courantes.

La société russe aujourd'hui est bipolarisée (ce qui préfi-

gure la possibilité d'une guerre civile) entre, d'une part, les forces de la contre-révolution « démocratique bourgeoise », dont l'exemple est la Plate-forme démocratique, et, d'autre part, un amalgame d'éléments slavophiles et staliniens conservateurs, la classe ouvrière se trouvant partagée entre les deux camps. Ainsi, les mineurs du Kouzbass ont organisé une grève politique de 24 heures en soutien à Eltsine tandis que les syndicats officiels, dirigés par les apparatchiks durs, se sont engagés dans des grèves économiques contre la municipalité de Moscou dominée par la Plate-forme démocratique.

Les attitudes qui prévalent actuellement parmi les ouvriers russes et russifiés semblent être constituées d'éléments hautement contradictoires – haine de la bureaucratie, illusions dans la démocratie « pure », patriotisme soviétique, désir de sécurité économique et égalitarisme social, identification de la planification centralisée au commandisme bureaucratique. Tous les indices montrent que la masse des ouvriers soviétiques *ne soutient pas* l'établissement d'une économie capitaliste de marché *en tant que telle*. Gavril Popov – économiste en vue, partisan du « libre marché », dirigeant de la Plate-forme démocratique et maire de Moscou – craint maintenant que la montée du « populisme de gauche » ne fasse dérailler la transition au capitalisme :

« [...] Maintenant nous devons créer une société avec différentes formes de propriété, y compris la propriété privée ; et ce sera une société d'inégalité économique. Il y aura des contradictions entre, d'un côté, la politique conduisant à la dénationalisation, à la privatisation et à l'inégalité et, de l'autre côté, le caractère populiste des forces qui ont été mises en branle afin d'atteindre ces objectifs. Les masses aspirent à la justice et à l'égalité économique. Et plus le processus de transformation progresse, plus le fossé entre ces aspirations et les réalités économiques deviendra aigu et frappant. »

– « Dangers of Democracy » [« Les dangers de la démocratie »], *New York Review of Books*, 16 août 1990

Notre but immédiat doit être de forger un groupe de propagande trotskyste qui puisse aller à l'encontre de la bipolarisation actuelle entre les forces de la contre-révolution « démocratique bourgeoise » et leurs adversaires nationalistes slavophiles et/ou staliniens conservateurs. En premier lieu, nous devons nous orienter vers ces militants ouvriers et intellectuels qui veulent défendre le socialisme tel qu'ils le conçoivent, comme les militants du Front uni des travailleurs. Il est nécessaire *d'insister dans ce milieu politique* sur ces aspects de notre programme qui s'attaquent carrément à la perspective nationaliste russe/stalinienne.

Précisément parce que nous nous opposons aux mouvements sécessionnistes réactionnaires actuels (par exemple, dans la Baltique), il est d'autant plus nécessaire de souligner notre position de principe pour le droit des nations à l'auto-détermination. Combattre l'antisémitisme est stratégiquement vital pour construire aujourd'hui un véritable parti communiste en URSS, où l'antisémitisme est vraiment conforme à la vieille définition de Bebel – le « socialisme des imbéciles ». Nous devons faire connaître largement nos positions libertaires sur des questions sociales telles que l'avortement, l'homosexualité et la pornographie. La planification économique centralisée sous la démocratie des soviets et la liberté sociale devraient être un programme très attirant en URSS aujourd'hui.

– 10 octobre 1990

La discussion internationale sur la question russe en Europe de l'Est

Pour la clarté marxiste et pour aller de l'avant

Cet article a été soumis comme contribution à la discussion interne qui est en cours au sein de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) sur l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est et en Union soviétique. Le comité exécutif international a autorisé la publication dans Spartacist des documents les plus politiquement complets. Nous reproduisons dans ce numéro deux de ces documents traduits de l'anglais. Le premier est en page 22.

par Albert St. John

A en juger par les nombreuses contributions écrites à la discussion internationale sur la question russe (au sens large), il est évident que beaucoup de camarades se sont replongés dans leurs classiques marxistes, et en particulier dans les écrits de Léon Trotsky. Ce dernier a consacré les dix-sept dernières années de sa vie en premier lieu à une analyse du nouveau phénomène du stalinisme en tant que caste bureaucratique parasitaire reposant sur les bases économiques établies par la première (et unique) révolution sociale prolétarienne. Je suis d'accord avec le camarade Andrews que les événements d'Allemagne de l'Est, d'Europe de l'Est et d'Union soviétique n'ouvrent pas un nouveau chapitre au niveau théorique, mais qu'ils relèvent de l'application de la pénétrante analyse de Trotsky à une période nouvelle. La relecture de ce riche ensemble d'écrits fait apparaître sous un jour nouveau de nombreuses œuvres qui acquièrent soudain, au moment où nous assistons à l'effondrement final du stalinisme, une acuité et une profondeur nouvelles. C'est ce que j'ai ressenti personnellement.

En l'absence d'une étude et d'une analyse scientifiques permettant de comprendre un monde qui change, un communiste se retrouve sur le terrain très glissant et dangereux de l'impressionnisme et des réactions subjectives, qui refléteront à terme les pressions de forces de classe étrangères. Dans cet esprit, voici la citation que je propose pour la couverture de ce bulletin international de discussion :

« Un mode de penser superficiel, idéaliste, opérant avec des normes toutes prêtes, leur adaptant mécaniquement le développement vivant, passe facilement de l'enthousiasme à la prostration. Seul le matérialisme dialectique, qui nous apprend à considérer tout ce qui existe dans son développement, dans le conflit des forces internes, donne la fermeté nécessaire à la pensée et à l'action. »

— Léon Trotsky, « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », Œuvres, tome 5

J'ai pensé que la contribution qui a été la plus clarifiante dans les discussions récentes à San Francisco-Oakland a été celle du camarade Andrews concernant la citation de Trotsky souvent utilisée et tirée de « La Quatrième Internationale et l'URSS — La nature de classe de l'Etat soviétique » : « Qui affirme que l'Etat soviétique s'est transformé graduellement

d'Etat prolétarien en Etat bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme. » Ecrite en octobre 1933, après l'appel à une nouvelle Internationale, la Quatrième, cette formule était plus spécifiquement dirigée contre ceux qui disaient que l'effondrement de l'Internationale communiste signifiait en même temps l'effondrement de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier. Cependant, il est vrai que Trotsky a exprimé cette idée sous forme de thèse générale — et c'est ainsi que l'on a été amené à la comprendre —, à savoir qu'une contre-révolution bourgeoise ne pouvait pas avoir lieu dans un Etat ouvrier sans batailles militaires.

Utilisant l'analogie avec la Révolution française, la montée au pouvoir de la fraction Staline a très tôt été comparée au « 9-Thermidor » 1794, quand la dictature de Robespierre fut renversée et que le pouvoir passa aux mains de forces plus modérées. Mais Thermidor, tel qu'on l'utilisait au milieu des années 20, était conçu comme la menace de restauration capitaliste réalisée par des forces sociales auxquelles la fraction Staline avait lâché la bride mais qui étaient plus à droite qu'elle. En 1935, il était devenu clair que le virage à droite avait en fait déjà eu lieu depuis longtemps, et Trotsky corrigea l'analogie et révisa ses conceptions tant de Thermidor que du bonapartisme.

En 1794, Thermidor s'était produit sur la base de la nouvelle société et du nouvel Etat bourgeois. Il s'agissait



Mary Evans Agency

France — Thermidor 1794. Robespierre, le jacobin révolutionnaire, après son arrestation par le Comité de salut public.



L.Y. Leonidov

Lénine et Trotsky avec un groupe de délégués au X^e congrès du PC russe en mars 1921. Les délégués participèrent à l'écrasement de la mutinerie de Cronstadt.

de reconnaître que le Thermidor soviétique s'était déjà produit et qu'il avait été une contre-révolution *politique* et non sociale, qui marquait le passage du pouvoir des mains de l'avant-garde révolutionnaire à celles d'une bureaucratie conservatrice. Ce changement politique avait eu lieu sur la base sociale de l'économie planifiée, laquelle existait toujours. Ainsi que l'écrivit Trotsky, « 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique ».

Andrews argumente que Trotsky, en supposant qu'un Etat ouvrier serait aussi résistant à la contre-révolution qu'un Etat capitaliste, a poussé trop loin l'analogie avec la société bourgeoise, et qu'en la matière on ne peut pas tirer un trait d'égalité entre ces deux sociétés de classe différentes. Il explique que le prolétariat constitue un type de classe dirigeante différent de la bourgeoisie. Aux niveaux les plus élevés, la société capitaliste consiste en un groupe relativement restreint de grands possédants, un réseau d'individus conscients dont chacun protège sa propre propriété par l'intermédiaire d'un système de propriété. Derrière les détachements spéciaux d'hommes armés, chaque grand capitaliste constitue par conséquent un point ou un foyer de résistance au renversement du système tout entier. En revanche, le prolétariat en tant que classe dirigeante est supérieur en nombre mais plus atomisé. La préservation du pouvoir prolétarien dépend par conséquent principalement de la *conscience* et de l'*organisation*, et du lien de l'avant-garde avec les couches les plus conscientes de la masse des

travailleurs. Ainsi, la capacité d'un Etat ouvrier à se défendre dépend fortement du caractère politique de ses cadres dirigeants.

Ce qui vient immédiatement à l'esprit, c'est à quel point le jeune Etat ouvrier était vulnérable en mars 1921, quand les mutins de Cronstadt, sous l'influence des menchéviks, appelèrent à des « soviets sans bolchéviks » et que les délégués au X^e congrès du parti, au prix de pertes considérables, s'élançèrent sur la glace pour prendre d'assaut la forteresse et mater la rébellion. La Guerre civile avait ravagé l'économie et les bolchéviks étaient un gouvernement minoritaire. En 1921, la survie du premier Etat ouvrier dépendait d'un nombre relativement restreint de cadres du parti et de l'Armée rouge, sous la direction politique de Lénine et Trotsky. Ceux-ci en effet, parce qu'ils avaient un programme internationaliste, étaient déterminés à tenir bon avec la Révolution russe, tout en s'efforçant, par l'intermédiaire de l'Internationale communiste, d'étendre la révolution à l'Europe occidentale.

On voit combien est plus ténue la survie des formes de propriété prolétariennes quand leur défense dépend au contraire d'une bureaucratie nationaliste conservatrice qui a exproprié politiquement le prolétariat afin de préserver à son *propre* bénéfice et par ses *propres* méthodes les conquêtes de la révolution sociale. Trotsky écrivait que c'est à cause de ce double rôle de la bureaucratie stalinienne, et non du seul fait de la répression, que les travailleurs – s'ils ne voient pas d'autre possibilité – toléreront la bureaucratie, « les dents serrées », de crainte que si elle était renversée, le champ fût laissé libre à l'ennemi de classe. Plus de cinquante ans après que Trotsky eut fait cette analyse, nombre d'ouvriers de RDA que nous avons rencontrés exprimaient exactement cette position encore et encore à l'égard du gouvernement Modrow pendant la période d'avant Treptow, alors même qu'ils venaient demander le secours des trotskystes pour arrêter la vente de leurs usines.

Mais qu'arrive-t-il quand le régime des « gardiens » staliniens de l'économie planifiée s'effondre ou qu'ils sont persuadés que leur intérêt est ailleurs ? En ce cas, si les travailleurs ne sont pas capables de s'emparer du pouvoir d'Etat, quelle force se dresse pour empêcher un effondrement total de l'économie planifiée ? Dès avant 1936, la bureaucratie stalinienne avait pris conscience qu'elle constituait une couche sociale dont les besoins étaient opposés à la révolution ouvrière. Par conséquent, disait Trotsky, elle « cesse dès lors de donner quelque garantie morale que ce soit de l'orientation socialiste de sa politique. Elle continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat. » En RDA, le régime stalinien, coincé entre Gorbatchev et la colère publique, s'est effondré. Ce qu'il en restait, plutôt que de voir le prolétariat arriver au pouvoir, a livré l'Etat ouvrier déformé est-allemand à l'impérialisme allemand. Ces gens n'ont pas seulement ouvert les portes, par-dessus tout ils ont cherché à éviter le « chaos » (comprendre : la résistance des travailleurs) lorsqu'ils cogéraient la liquidation de l'économie planifiée et la restauration du capitalisme.

En fait, Trotsky lui-même reconnaissait qu'il y a des « limites [que] l'analogie avec la grande Révolution française ne doit pas outrepasser ». En 1935, il écrivit « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » pour réviser les conceptions antérieures erronées mentionnées ci-dessus. Dans ce texte important, il traitait aussi des rôles différents que jouent un Etat bourgeois et un Etat ouvrier et soulignait les *différences* entre rapports sociaux capitalistes et socialistes.

Une fois libérés des entraves du féodalisme, les rapports bourgeois se développent automatiquement. L'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, laissant le marché à ses propres lois. Par conséquent, sous le capitalisme, le remplacement d'un régime politique par un autre n'a qu'une influence indirecte et superficielle sur l'économie de marché. La révolution prolétarienne, en revanche, ayant exproprié la propriété privée, transfère directement les forces productives à l'Etat qu'elle a engendré. A la différence de l'économie bourgeoise anarchique, l'économie socialiste planifiée ne s'édifie pas automatiquement mais consciemment. Par conséquent, écrit Trotsky, « la marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir d'Etat, qui veut le socialisme ou qui est contraint de le vouloir ». Ainsi, conclut-il, sans l'intervention d'une avant-garde prolétarienne consciente, l'effondrement du régime politique stalinien mènerait infailliblement à la liquidation de l'économie planifiée et au rétablissement de la propriété privée. Il développe une argumentation similaire dans *la Révolution trahie*, dans la section intitulée « La bureaucratie est-elle une classe dirigeante ? » Je pense par conséquent que la généralisation antérieure faite par Trotsky sur « dérouler en sens inverse le film du réformisme » pousse effectivement trop loin l'analogie, et que cette formule n'est pas cohérente avec l'analyse qu'il fait plus tard des différences dans le rôle joué par l'Etat et du rôle crucial de la conscience dans la défense des rapports de propriété prolétariens.

Au moment où le stalinisme s'effondre finalement sous

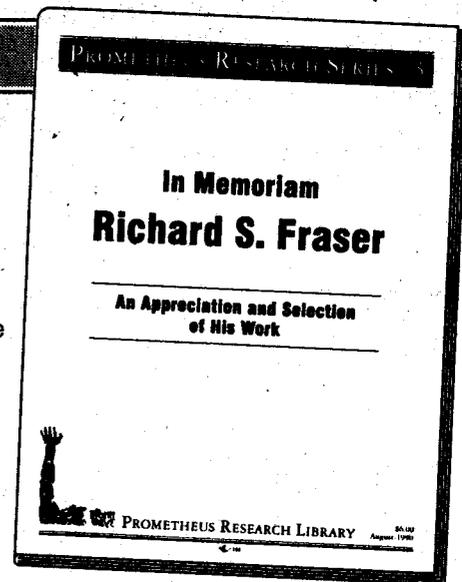
le poids de ses contradictions internes, la crise de la direction du prolétariat se pose avec une urgence nouvelle. C'est sur le terrain politique de l'Union soviétique, où tout a commencé en 1917, que les batailles décisives seront livrées. Et c'est là, je crois, que deviennent décisives les origines différentes de l'Union soviétique d'un côté et de tous les Etats ouvriers déformés de l'autre. En 1917, un prolétariat conscient a accompli une révolution sociale, puis défendu cette révolution et étendu la dictature du prolétariat dans tout le pays en trois années de guerre civile. Et c'est motivés par cette conscience de classe, plus que par le grossier nationalisme anti-allemand de Staline, que pendant la Deuxième Guerre mondiale vingt-huit millions de Soviétiques (l'estimation soviétique actuelle) ont combattu jusqu'à la mort pour défendre leur Etat contre les nazis. La mémoire de ces hauts faits historiques est toujours vivante parmi les travailleurs soviétiques, qui sont les descendants de la classe ouvrière qui, dirigée par le parti de Lénine et Trotsky, s'est frayé dans la lutte un chemin jusqu'au pouvoir d'Etat. Ce n'est donc pas du tout un hasard si c'est uniquement en Union soviétique qu'un secteur stratégiquement important de la classe ouvrière a engagé une grève efficace et de grande ampleur, qui a eu presque immédiatement un caractère politique rappelant les premiers soviets. A un niveau immédiat, les ouvriers qui se sont lancés dans ces grèves voulaient arracher une amélioration de leurs conditions de vie et de travail scandaleusement misérables. Mais à travers les informations filtrées, on perçoit des indices que les

Un mémorial consacré au camarade Richard S. Fraser (1913-1988) qui jeta les bases de la compréhension trotskyste de la question noire aux Etats-Unis.

Après son adhésion au mouvement trotskyste en 1934, Fraser fut pendant près de trente ans un organisateur et un militant syndical, et il fut membre du comité national du SWP pendant vingt-cinq ans. Dans les années 50, au cours de débats qui eurent lieu à l'intérieur du SWP, il développa et se battit pour la perspective programmatique de l'intégration révolutionnaire, alors que la majorité, avec George Breitman pour porte-parole, se mettait à la traîne de la direction pacifiste libérale, pro-Parti démocrate, du mouvement des droits civiques et bientôt capitulait devant le nationalisme noir.

Le bulletin contient des documents illustrant l'ensemble de sa vie politique, y compris les cours, riches d'enseignements, qu'il donna en 1953: « The Negro Struggle and the Proletarian Revolution » [« La lutte noire et la révolution prolétarienne »].

35 FF US\$7 Cdn\$8.50 (port inclus) 108 pages



Egalement disponibles :

N° 1 : Guidelines on the Organizational Structure of Communist Parties, on the Methods and Content of Their Work

35 FF US\$6 Cdn\$8.50 (port inclus) 94 pages

N° 2 : Documents on the "Proletarian Military Policy"

58 FF US\$9 Cdn\$11.50 (port inclus) 102 pages

Adressez vos commandes et règlements à :

France
Le Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

USA
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116

Canada
Spartacist Canada Publishing Assoc.
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6



Wallis/Sipa

Après l'ouverture de la brèche dans le mur de Berlin, en novembre 1989. En l'absence d'une direction révolutionnaire, la révolution politique qui s'amorçait en RDA a été submergée par la contre-révolution capitaliste.

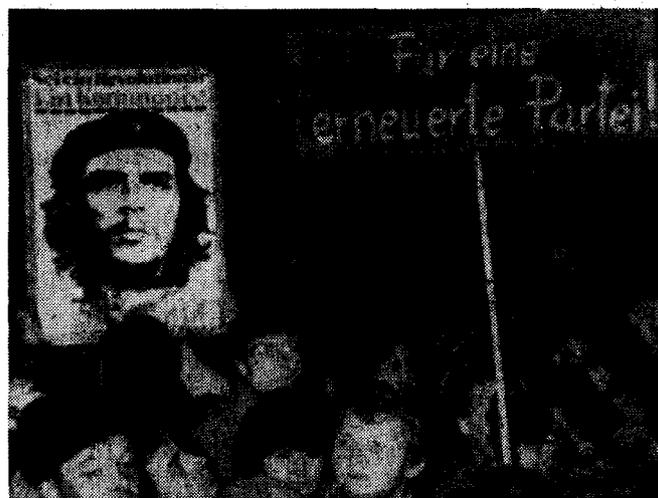
ouvriers savaient aussi qu'on leur avait pris quelque chose de bien plus important, à savoir le contrôle politique de leur Etat et de leur économie. En URSS, il est vraisemblable que la tentative de restaurer le capitalisme sera effectivement accompagnée d'une guerre civile. Comme le montrent de récents sondages, il y a en Union soviétique un nombre important de gens qui *veulent* être trotskystes. Et puisque ces jours-ci il ne manque pas d'« antistaliniens » anticommunistes parmi l'intelligentsia, ces sondages ainsi que d'autres phénomènes doivent nécessairement refléter le sentiment que le trotskysme signifie la défense de l'économie planifiée et la construction du socialisme sur la base de la démocratie ouvrière.

Dans « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? » [*Œuvres*, tome 20, mars 1939], dont je conseille fortement la lecture aux camarades, Trotsky affirme que le Parti bolchévique, bien qu'il ait été au début de 1917 un petit parti qui bénéficiait alors d'un soutien minime dans la classe ouvrière, fut capable d'acquiescer une base de masse parce que d'abord Lénine puis le reste du parti avaient eu une conception révolutionnaire très claire qui correspondait au cours réel de la révolution. Son programme et ses mots d'ordre fournirent une expression organisée à la conscience en évolution rapide de la classe ouvrière. Nous, avec notre analyse trotskyste du stalinisme et notre programme pour la révolution politique, possédons nous aussi une conception révolutionnaire de ce qu'il faut faire pour défendre et étendre les acquis d'Octobre. Nous sommes tous conscients que l'effondrement terminal du stalinisme fait courir de grands dangers à l'Union soviétique. Mais la perte d'autorité politique et morale qui en découle pour les staliniens, combinée avec l'effondrement du régime policier répressif, nous offre aussi d'extraordinaires occasions de faire connaître aux ouvriers et soldats soviétiques le

programme révolutionnaire de la LCI, et il n'y a pas eu de telles occasions depuis le début du Thermidor soviétique, en 1924. Si ces possibilités se présentent de façon si aiguë, c'est à cause des origines révolutionnaires de l'Union soviétique.

Au contraire, la liquidation de l'économie planifiée de l'ex-RDA à la suite de l'effondrement du régime stalinien met en relief l'origine qualitativement différente de tous les Etats ouvriers déformés et l'effet que cela a eu sur la conscience du prolétariat. Dans la République démocratique allemande (RDA) et en Europe de l'Est, l'expropriation du capitalisme a été réalisée par les staliniens, pour leurs propres raisons et par leurs propres méthodes. Comme l'avait souligné Trotsky en 1939, après l'occupation de la Pologne orientale par l'Armée rouge, le stalinisme se base sur la propriété d'Etat, et la propriété privée capitaliste fut donc abolie afin d'aligner les nouveaux régimes sur celui de l'URSS. Ainsi, la série de transformations réalisées après la guerre ne l'ont pas été comme actions conscientes du prolétariat organisé en tant que classe, comme ce fut le cas en Russie, mais d'en haut par des moyens militaires-bureaucratiques, les anciens Etats capitalistes ayant été détruits au cours de la guerre. Dans le chapitre de *Défense du marxisme*, « L'URSS dans la guerre », il y a un passage intéressant où l'analyse que fait Trotsky des expropriations d'alors s'applique avec une égale pertinence aux méthodes utilisées pour mettre sur pied les Etats ouvriers déformés de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Pour mener à bien ces expropriations, expliquait Trotsky, la bureaucratie, poussée par la nécessité, devrait lancer un appel à une activité indépendante des masses afin d'établir un nouveau régime. Mais ayant ainsi réveillé les masses révolutionnaires, la bureaucratie aurait ensuite recours à d'impitoyables mesures policières pour réprimer les travailleurs et assurer la prépondérance du régime bureaucratique.

Les régimes politiques de tous les Etats ouvriers déformés de l'après-guerre étaient donc qualitativement les mêmes que celui de l'URSS après des décennies de dégénérescence stalinienne. Ceci inclut la Yougoslavie, la Chine, la Corée du Nord et le Nord-Vietnam, et plus tard Cuba, où les différences, quand il y en a eu, n'étaient que quantitatives.



Theo Heimann

4 décembre 1989 - Des manifestants devant le congrès du SED-PDS demandent « un parti renoué ». Les illusions dans le SED-PDS firent place à la démoralisation quand les staliniens donnèrent le feu vert à la réunification.



Photos Spartakist

La Trotzkyistische Liga Deutschlands a organisé des Spartakist-Gruppen en RDA autour des-mots d'ordre clés : « A bas le stalinisme ! », « Non à la restauration capitaliste ! », « Pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers dans des Etats-Unis socialistes d'Europe ! » A gauche : une banderole spartakiste : « Pour un parti léniniste-égalitariste ». Des salutations en russe, espagnol, vietnamien et polonais ont été distribuées aux soldats soviétiques et aux travailleurs immigrés ; la presse trotskyste fut accueillie avec empressement, y compris devant le congrès du SED en décembre 1989 (ci-dessus). La TLD et les membres des Spartakist-Gruppen ont fondé le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands le 21 janvier 1990.

Bien que l'étatisation des moyens de production soit une mesure progressiste, Trotsky argumente que le critère politique essentiel n'est pas pour nous la transformation des rapports de propriété, mais qu'il s'agit plutôt de savoir si ces transformations ont eu pour résultat d'élever la conscience et l'organisation du prolétariat. En vertu de ce point de vue décisif, Trotsky écrit que « la politique de Moscou [...] conserve intégralement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution mondiale ».

Par conséquent, même si les transformations sociales en Allemagne de l'Est et en Europe de l'Est ont bénéficié initialement du soutien populaire, le prolétariat, du fait du caractère déformé et incomplet de ces révolutions, ne fut pas rendu plus conscient pour cela de ses tâches historiques. En l'absence de telles traditions révolutionnaires, le résultat fut une conscience plus limitée, une forme contradictoire de fausse conscience dérivée des mensonges et des tromperies du stalinisme ainsi que d'une vision front-populiste du

monde qui substituait à une vision du monde révolutionnaire, basée sur une perspective de lutte de classe, de fausses catégories comme les « pays épris de paix », les « peuples progressistes » ou les « ailes » de l'impérialisme. En RDA, cela se ressentait vraiment bien : on vit dans ce « socialisme dans un seul demi-pays » protégé et au dehors il y a un monde hostile, sans contradictions de classe et fondamentalement immuable. Avec l'interdiction de toute expression politique indépendante et les syndicats qui étaient de simples instruments de la politique économique stalinienne, la classe ouvrière de la RDA était atomisée et politiquement désarmée. Ce n'était plus comme à l'époque de la génération de 1953, qui avait su voir les possibilités révolutionnaires qui s'étaient présentées juste après la mort de Staline : on trouvait à la fois une défense du vieux dogme stalinien (« exportation de la révolution », etc.) et un cynisme plus large qui tirait un trait d'égalité entre socialisme et stalinisme. Ce dernier état d'esprit prédominait dans les régions fortement peuplées de Halle et Leipzig,



Neuber

Membres d'un Betriebskampfgruppe (milice d'usine) en RDA. Le réseau national des milices a été démobilisé par les stalinien pour empêcher l'émergence d'une opposition ouvrière organisée contre la réunification capitaliste.

dans le Sud de la RDA, qui ont voté à une forte majorité pour les chrétiens-démocrates (CDU) et les sociaux-démocrates (SPD). De façon générale, nous avons vu une tendance plus marquée à gauche dans les bastions du SED-PDS stalinien qu'étaient Berlin et le Nord, moins densément peuplé, dans lesquels nous avons mené l'essentiel de notre travail politique jusqu'à peu avant les élections du 18 mars.

Cette fausse conscience et le fait de s'accrocher au SED ont provoqué démoralisation et colère après les « révélations » quelque peu orchestrées sur la corruption du régime Honecker, en octobre 1989, puis euphorie et optimisme dans la possibilité de réformer le SED après les démissions collectives du gouvernement et du comité central en novembre et au début décembre. Cet optimisme céda à son tour la place à la paralysie et au désespoir après que Gorbatchev et Modrow eurent donné en février 1990 le feu vert à la réunification capitaliste. (Il faut se souvenir qu'avant d'être convoqué à Berlin pour gérer la liquidation de la RDA, Modrow avait été à Leipzig un maire SED « populaire » pendant la période des manifestations du lundi soir qui devenaient de plus en plus réactionnaires.)

Mais ceci ne constitue qu'une description des oscillations considérables de l'état d'esprit et de la conscience de la masse du prolétariat est-allemand (oscillations qui ont eu aussi un effet désorientant sur nos forces partielles). Une analyse plus précise de pourquoi le prolétariat de la RDA ne s'est pas mobilisé se trouve résumée, là encore, dans une citation de « Classe, parti et direction ». Dans le contexte de la révolution espagnole, Trotsky écrit : « Les ouvriers, en

général, ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la vie consciente. En outre, l'existence dans le Front populaire d'un système de protection mutuelle les a dupés : puisque tout le monde était d'accord, c'est qu'il devait y avoir du bon. » Dans la situation potentiellement révolutionnaire qui a existé en RDA, en gros d'octobre 1989 aux élections de mars 1990, la fausse conscience et la confusion des travailleurs étaient renforcées par la couche petite-bourgeoise qui constituait la gamme politiquement active qui allait du SED-PDS à la Plate-forme communiste, à Die Nelken, au Parti communiste d'Allemagne (KPD) et à la Gauche unie. Les directions intellectuelles de ces organisations provenaient dans leur écrasante majorité de cette même couche de la « nouvelle intelligentsia » qui en URSS sert de base à Gorbatchev. Et de fait, ces dirigeants étaient majoritairement gorbatchéviens. Avec un point de vue de classe hostile aux travailleurs, ils étaient tous d'accord sur la nécessité, sous une forme ou sous une autre, du « socialisme de marché », autrement dit la discipline du marché va forcer nos fainéants d'ouvriers à produire davantage pour nous ou sinon tant pis, pas d'emploi pour eux. Par conséquent, tous comprenaient que la chose qu'il fallait éviter avant tout, c'était de pousser les travailleurs à s'opposer à la nécessaire et inévitable « restructuration ». Le mot de code pour cela était « éviter le chaos ». Tout ce qu'ils avaient à offrir aux travailleurs, c'étaient des assurances lénifiantes que tout allait bien se passer. De façon générale, ils évitaient les usines. Ici et là, des membres de la Gauche unie organisaient des « soviets » qui reproduisaient en fait en miniature les procédés du SPD : organiser les ouvriers pour faire face à l'« inévitable » prise de contrôle capitaliste. Du fait qu'elles étaient à dominante gorbatchévienne, ces organisations embrouillaient ou évitaient aussi toute analyse programmatique ou sociale du stalinisme. Au lieu de cela, elles perpétuaient la conception libérale selon laquelle il s'agissait simplement d'un système répressif et corrompu. Socialisme signifiait stalinisme, et socialisme de marché signifiait « démocratie ». Le problème n'était donc pas que les travailleurs de la RDA n'avaient pas de direction. Mais c'était que le programme de leur parti traditionnel, sous les nouvelles couleurs du PDS « réformé », ainsi que le programme parallèle des autres groupes « de gauche » de la RDA, étaient diamétralement opposés aux intérêts objectifs et aux impulsions périodiques de la classe ouvrière.

En Espagne, les stalinien « voulaient éliminer la nécessité du fascisme, en prouvant à la bourgeoisie espagnole et mondiale qu'ils étaient capables d'étrangler eux-mêmes la révolution espagnole sous le drapeau de la « démocratie » », pour reprendre la formule succincte de Trotsky. En Allemagne, où le corps de bataille occidental de l'Armée rouge a fait face pendant presque quarante ans aux forces de l'OTAN, Gorbatchev voulait persuader les bourgeoisies allemande et mondiale que la guerre froide et l'OTAN n'étaient plus nécessaires, en démontrant que la bureaucratie soviétique était capable d'annuler elle-même les résultats militaires, politiques et sociaux de la Deuxième Guerre mondiale, la « Grande guerre patriotique contre le fascisme ». Comme preuve de bonne foi, l'Allemagne de l'Est a été rendue à l'impérialisme allemand. Ce n'était pas la première fois qu'un tel marché était proposé. En 1952, Staline avait offert de se retirer d'Allemagne de l'Est, à la seule condition que l'Allemagne capitaliste unifiée reste « neutre » et en dehors de l'OTAN qui venait d'être constituée. Le démocrate-chrétien Adenauer refusa. C'est à cela



Spartakist

3 janvier 1990 – Renate Dahlhaus (en bas à droite), porte-parole spartakiste, s'adresse au rassemblement de front unique de 250 000 personnes protestant contre la profanation fasciste du monument aux morts soviétiques de Treptower Park à Berlin-Est.

que faisait référence le peu recommandable ministre des Affaires étrangères soviétique Chevardnadze quand il déclarait au début de l'année [1990] qu'une Allemagne neutre était « une très vieille et très bonne idée ».

Ainsi, les raisons pour lesquelles on a évité la guerre civile en RDA ne font aucun mystère. Les ordres en vigueur stipulent qu'en temps de guerre toutes les armées du pacte de Varsovie, et en particulier la NVA [armée est-allemande], sont placées sous commandement soviétique direct. De plus, ce serait sur ordres du haut commandement soviétique en RDA qu'aucune force armée n'a été utilisée contre la manifestation de masse du 9 octobre à Leipzig. Donc, d'un côté, c'était la politique de Moscou que ni l'Armée rouge ni les forces est-allemandes n'entreprennent d'action pour défendre le régime déchu de Honecker. Le fait qu'il n'y a pas eu effusion de sang a donné à nos forces une grande liberté d'action. Par la suite, à partir de fin décembre, les *Betriebskampfgruppen* ont été discrètement démobilisés et désarmés par le gouvernement « de transition » dirigé par Modrow et Gysi. Il s'agissait d'une milice du parti organisée dans les usines après le soulèvement de 1953, afin de réprimer toute future révolte avant qu'elle puisse prendre corps. Cette milice ne fut jamais utilisée à cette fin, et au lieu de cela ses membres en arrivèrent à se considérer comme des gardiens de l'Etat ouvrier dans les usines. Avec des détachements dans toutes les usines du pays, je pense que les effectifs de cette milice étaient supérieurs à ceux de l'armée régulière. La milice disposait non seulement d'armes légères mais aussi d'artillerie et de véhicules blindés, y compris des chars. Du fait en particulier de la disparition des organisations du parti et des syndicats dans les usines après novembre, cette structure interne nationale de milice basée sur les usines avait réellement la possibilité de devenir le lieu politique et militaire organisé de la révolution politique. Par conséquent, la démobilisation ordonnée très tôt par les stalinienens ne pouvait qu'être un acte conscient, visant à empêcher la milice de jouer ce rôle.

Le désarmement du prolétariat a porté un coup décisif à la perspective d'organiser la force nécessaire pour prendre le contrôle de l'Etat afin de défendre l'économie planifiée

et la propriété d'Etat contre la liquidation. Après cette dissolution, il y eut aussi une diminution notable de la cohésion et de l'organisation dans les usines, aggravant encore plus l'atomisation du prolétariat. Ce que Bonn pensait ne pouvoir acquérir un jour que par l'action militaire de l'OTAN lui fut ainsi offert par décision politique de la bureaucratie stalinienne. Plusieurs semaines avant les élections de mars, les démocrates-chrétiens de Kohl déclenchèrent cette *blitzkrieg* électorale de vraiment grande envergure qui, comme l'a bien expliqué Andrews, a saisi les travailleurs est-allemands à la gorge. Elle a mis le paquet sur les usines, en particulier dans le Sud. Dans la région de Halle et Leipzig, un certain nombre de travailleurs disaient qu'ils voteraient CDU ou SpAD, c'est-à-dire pour le capitalisme ou pour la révolution. Cet extrémisme indiquait une montée de l'exaspération. Une fois que 85 % des ouvriers eurent voté pour les coalitions rassemblées autour de la CDU ou du SPD, c'en était politiquement fini de la RDA. L'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet, du traité qui a mis fin à l'existence de l'économie planifiée ne fut qu'une formalité légale.

En conclusion, il me semble que les inquiétudes exprimées par certains, comme quoi les camarades seraient politiquement désarmés ou que les événements d'Allemagne et d'Europe de l'Est posent problème d'un point de vue théorique, sont sans fondement. Quelque soixante-cinq ans après l'apparition du stalinisme, résultat de l'isolement de la première révolution ouvrière, l'analyse de Trotsky apparaît maintenant d'une clarté encore plus pénétrante. Nous sommes trotskystes et nous ne pleurons pas la disparition de ce phénomène parasitaire. Sa durée de vie n'a été prolongée que parce que la révolution ouvrière n'a pas été étendue à l'Occident industriel, ce qui est dans une large mesure un produit des crimes du stalinisme contre le mouvement ouvrier, crimes par omission et par action. Le danger réside dans le fait que la disparition du stalinisme n'a pas été provoquée par les luttes du prolétariat. En même temps, la situation actuelle offre des occasions sans précédent à notre tendance programmatique. A l'exception possible de l'Afrique du Sud (et c'est seulement conjoncturel),

il n'y a pas au monde de parti stalinien qu'une crise n'ait mis en pièces. Nos adversaires pseudo-trotskyistes traditionnels sont plongés dans une profonde confusion et compromis par leur suivisme de l'anticommunisme de la deuxième guerre froide.

Il y a aussi des ouvertures pour notre section allemande. Comme le SPD essaie de protéger le niveau des salaires et des prestations sociales dans sa base historique d'Allemagne de l'Ouest, les syndicats SPD, dans l'ex-RDA, se sont trouvés engagés dans une série de grèves pour des augmentations de salaire substantielles. Le « miracle » de l'économie allemande et de sa monnaie forte n'a pu se produire que grâce à une mise en sourdine des conflits de classe, pour laquelle il a fallu accorder un niveau de vie très élevé aux travailleurs ouest-allemands, ce qui est en soi une reconnaissance de leur puissance sociale potentielle. Aujourd'hui que la classe dirigeante allemande dépense des milliards de deutschemarks dans l'ex-RDA pour remplir sa « mission historique », cette stabilité est menacée. Et l'économie allemande ne vit pas non plus en état d'isolement : les rivalités interimpérialistes sont mises à nu par la tentative des USA d'accaparer le Moyen-Orient. Cette période n'est pas équivalente à, disons, 1928 en Chine où Trotsky ne pouvait trouver aucune satisfaction au fait que son analyse s'était avérée correcte. La confusion et la démoralisation temporaires de secteurs du prolétariat ne sont pas la même chose qu'être écrasé et atomisé par des défaites sanglantes.

Nous n'avons jamais préjugé du résultat de nos efforts pour forger le parti et la direction nécessaires à une révolution politique victorieuse en RDA. En pratique, nous avons contre nous des forces objectives qualitativement plus importantes, et qui allaient de Moscou à Bonn en passant par Pankow, ainsi que les effets produits sur le prolétariat par le caractère déformé des origines de la RDA. Quant à nous, je dirais que notre plus grand manquement a été de ne pas avoir organisé assez énergiquement des Spartakist-Gruppen pendant la période qui a précédé Treptow. De fait, le premier (et pendant une longue période le seul) de ces

groupes n'a été organisé à Berlin qu'aux alentours de la mi-décembre ; nos premiers nouveaux membres de la TLD n'ont été intégrés que le 7 janvier (Gunther et Dieter !) Si rétrospectivement (après la scission du 4 mars) Gunther et Dieter ont été des obstacles au recrutement bien plus importants que l'on avait pensé, les défaillances de la période initiale étaient en premier lieu dues – c'était aussi le problème auquel a eu affaire Lénine en 1905 – à une résistance politique à nous tourner vers les masses, ainsi qu'à des faiblesses historiques dans la TLD elle-même, qui oscillait plus ou moins entre, d'un côté, le sectarisme et la passivité et de l'autre une tendance à se liquider dans un front unique stratégique. N'ayant pas réussi à recruter pendant cette première période, quand c'était plus facile, nous sommes restés « pauvres » pendant la période suivante, quand c'était plus difficile. Au lieu de la possibilité de deux ou trois cents nouveaux membres, nous en avons eu dix ou quinze. Mais le recrutement de cadres de valeur a finalement commencé pendant la campagne électorale (menée très tard) et continue depuis à un rythme soutenu. Et « Spartakist » est devenu une entité politique largement reconnue en RDA, ce qui était une première pour une section de notre tendance internationale. Cela témoigne de la puissance de notre programme trotskyste.

Nous sommes passés par une longue période calme et de plus en plus réactionnaire qui peut avoir affecté certains camarades avec son apparente immuabilité, bien que cette vision des choses soit davantage conditionnée par le fait de vivre aux Etats-Unis. Dans un cadre international plus large, l'ordre de la période d'après-guerre qui avait commencé en 1947 avec la Guerre froide éclate de façon spectaculaire, et de grands changements ont lieu dans le monde. Nous devons poursuivre de façon réfléchie et systématique les nouvelles ouvertures qui se présentent à nous, en particulier en Union soviétique. C'est seulement par l'étude et la lutte que nous pourrions passer d'une période à l'autre sans tomber du train quand l'Histoire prend un virage.

– 6 septembre 1990

La Ligue communiste internationale a dit :
**« Halte à la contre-révolution
 de Solidarność ! »**

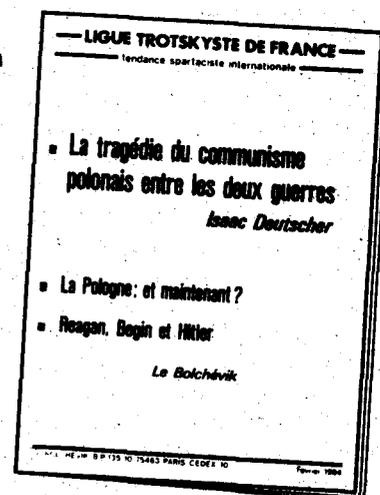


Spartacist édition française
 n° 18-19, hiver 1981-82

Egalement disponible :
 n° 17, hiver 1980-81,
 « Une Pologne ouvrière, oui !
 La Pologne du pape, non ! »

Prix : 5 FF
 chaque numéro

Autour de réflexions brillantes d'Isaac Deutscher, nous avons rassemblé des textes qui montrent comment les trotskystes ont développé concrètement le programme de la révolution prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne et la contre-révolution capitaliste.



Prix : 10 FF
 (48 pages)

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Platforma
 Piśmie teoretyczno-programowe Ruchu Młodej Lewicy
 Wrocław kwiecień-lipiec 1990 rok nr 7 8 stron

**CO SIĘ DZIEJE
 W EUROPIE ?**

(Small text columns describing European events and political movements)



**ARBEITERPRESSEKORRESPONDENZ
 SPARTAKIST**

Nr. 17 Mittwoch, 10. Januar 1990 5 Pfennig

(Three small portraits of historical figures)

**Auftritt der Spartakist-Gruppen und TLD
 Ehrh Lenin, Liebknecht, Luxemburg!**

(Small text columns below the portraits)

Le Mouvement de la jeune gauche en Pologne (dont une partie a rejoint depuis la LCI) et le Spartakist-Arbeiterpartei en Allemagne luttent pour faire revivre la tradition internationaliste des « 3 L » : Lénine, Liebknecht et Luxemburg. Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers allemands, polonais et soviétiques !

Pologne : fondation du Groupe spartaciste

Nous sommes fiers de publier ci-après l'accord de travail commun entre la Ligue communiste internationale (LCI) et nos camarades du Spartakusowska Grupa Polski (SGP) récemment fondé. Les militants du SGP sont arrivés au trotskysme révolutionnaire après plusieurs années d'effort pour redécouvrir le programme du communisme authentique et ont rejoint la LCI. Certains de ces cadres furent politisés par les événements de 1980-81 en Pologne mais furent révoltés par le cléricanisme réactionnaire de Solidarność. Ils furent parmi les fondateurs du Ruch Młodej Lewicy (RML - Mouvement de la jeune gauche) qui était à l'origine un groupe quelque peu hétérogène qui essayait de fonctionner comme aile gauche à l'intérieur de l'organisation de jeunesse du POUP (le parti stalinien alors dirigeant). Cherchant la voie de l'internationalisme prolétarien, nos nouveaux camarades polonais entrèrent en conflit avec la perversion nationaliste stalinienne du marxisme ainsi qu'avec la gauche pro-Solidarność profondément nationaliste. En 1988, ils furent exclus d'une manifestation du Premier Mai pour avoir porté des banderoles en l'honneur de Lénine, Luxemburg et Liebknecht, les dirigeants révolutionnaires des travailleurs russes, polonais et allemands. De plus en plus attirés par le trotskysme, ils firent en sorte que des œuvres clés de Trotsky comme *la Révolution trahie* soient traduites en polonais.

Ainsi, avant qu'ils n'aient l'occasion de lire, pour la première fois en été 1990, la presse de la LCI, les camarades qui constituent aujourd'hui le SGP en étaient arrivés, par leurs propres expériences et batailles, à avoir des impulsions politiques similaires sur plusieurs questions clés. Mais il leur a fallu tracer une ligne politique claire et incisive contre les organisations pro-Solidarność comme les mandéliens et les morénistes qui se font passer pour des trotskystes. Comme le notaient les camarades polonais dans une lettre à notre

section allemande : « Dans le mouvement trotskyste en Pologne, nous rencontrons souvent des militants avec un pedigree "Solidarność" ou qui, en tout cas, fondent tous leurs espoirs sur "Solidarność". Jusqu'à présent, il leur est difficile de se débarrasser de ces illusions. Soit qu'ils ignorent la réalité de nos vraies traditions, soit qu'ils l'étouffent délibérément (pour des raisons "tactiques"). Il nous est de plus en plus difficile d'avoir un langage commun avec eux. »

Pour la LCI, cet accord représente un résultat bienvenu de notre intervention propagandiste de l'extérieur dans les événements de Pologne. C'est aussi une modeste confirmation que notre acharnement à faire revivre l'unité révolutionnaire historique des prolétariats allemand, polonais et soviétique est juste. Les débuts de révolution politique en Allemagne de l'Est (RDA), fin 1989, nous ont permis pour la première fois de toucher les travailleurs polonais avec de la propagande trotskyste dans leur langue. Les « Salutations internationalistes à nos camarades polonais » (décembre 1989) de nos camarades allemands, produites avec l'aide d'une sympathisante de langue polonaise à Londres, ont été largement diffusées parmi les milliers de travailleurs polonais en RDA. Par la suite, une « Lettre aux ouvriers polonais » (mai 1990) du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands fut distribuée en Pologne même, aux cheminots en lutte de Szczecin et durant le congrès de la fédération syndicale OPZZ qui se tenait à Varsovie. Cette lettre, où nous opposons la perspective trotskyste de l'internationalisme prolétarien au chauvinisme croissant de la Grande Allemagne et au nationalisme de Solidarność, est parvenue entre les mains du RML.

Il y a près de dix ans, notre appel à « stopper la contre-révolution de Solidarność » tranchait nettement ; il concrét-

taisait l'insistance des trotskystes sur le fait que l'URSS et les Etats ouvriers déformés doivent être défendus contre la restauration capitaliste. Les opportunistes de tout poil dénigrèrent notre position principale qui selon eux ne trouverait aucun soutien dans le mouvement ouvrier polonais. Nous avons donc toutes les raisons de nous réjouir de ce regroupement

révolutionnaire en Pologne. L'adhésion de camarades polonais à la LCI, la fusion avec de nouvelles forces au Canada et au Mexique témoignent de la puissance du programme léniniste pour regrouper internationalement les militants subjectivement communistes. En avant pour reforger la Quatrième Internationale !

Accord de travail entre le Mouvement de la jeune gauche de Pologne et la LCI

1. A partir d'Octobre 1917, le capitalisme a cherché à écraser ce qu'a accompli d'historique au niveau mondial la Révolution russe. La restauration du capitalisme signifierait paupérisation et chômage à grande échelle pour les travailleurs, ramènerait toute l'arriération et le chauvinisme du passé et signifierait aussi des préparatifs pour une nouvelle guerre interimpérialiste. Nous, trotskystes, sommes pour la défense militaire *inconditionnelle* de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et la contre-révolution interne.

2. En Pologne, le principal véhicule de la contre-révolution est Solidarność, aidé et encouragé par l'impérialisme, le Vatican et la social-démocratie. Dès son premier congrès en 1981, Solidarność s'est consolidé sur un programme de contre-révolution sociale : soutien aux « syndicats libres » anticommunistes, restauration du capitalisme par le parlementarisme bourgeois et liquidation de l'économie planifiée. Si Solidarność avait été victorieux, cela aurait aussi menacé l'existence des autres Etats ouvriers déformés, en plaçant entre les mains des impérialistes les principales voies d'approvisionnement et de communication entre l'Union soviétique et la RDA qui était alors en première ligne face à l'OTAN. A l'époque, la tendance spartaciste internationale (TSI, aujourd'hui LCI) appela à « stopper la contre-révolution de Solidarność » et soutint le coup d'Etat préventif de Jaruzelski, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne afin de chasser la bureaucratie

parasitaire. Le RML [Mouvement de la jeune gauche] est en accord avec cette position. Ces événements furent un test décisif pour tous ceux qui se veulent révolutionnaires ; il est nécessaire de nager à contre-courant quand le programme marxiste est en contradiction avec le niveau de conscience existant de l'écrasante majorité de la classe ouvrière.

3. Nous rejetons ce que disent les soi-disant militants de gauche quand ils prétendent que Solidarność dirigeait une « révolution politique prolétarienne » en 1981. Une authentique révolution politique prolétarienne a comme prémisses la *défense* des rapports de propriété collectivisés. Par opposition à l'« autogestion » ouvrière, qui signifie en réalité l'introduction des rapports de propriété capitalistes en dressant les travailleurs des différentes entreprises les uns contre les autres, ce que nous prônons est une économie planifiée, socialisée (incluant la collectivisation de l'agriculture), débarrassée du parasitisme bureaucratique, de l'arbitraire et de l'autarcie nationale stalinienne. Les axes fondamentaux de l'économie et de la société doivent être décidés dans le cadre de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir par les conseils ouvriers.

4. Fidèle au programme des premiers congrès de l'Internationale communiste, le trotskysme se bat pour la révolution socialiste mondiale. Par contre, le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » est un mensonge nationaliste et antisocialiste, qui a pour objectif de se concilier l'impérialisme. La bureaucratie gorbatchévienne, en cherchant à se concilier l'impérialisme et en minant l'économie collectivisée, ce qui engendre des conflits nationaux et ethniques sanglants, menace l'existence même de la patrie d'Octobre. Les staliniens polonais, qui ont hypothéqué l'économie au profit des banquiers occidentaux et qui ont jeté la classe ouvrière dans les bras de la CIA et du Vatican, sont à l'évidence en faillite politique totale. Ceux qui ont pavé la voie à la restauration capitaliste ne peuvent diriger les luttes pour la repousser.

5. La nécessité de construire un authentique parti d'avant-garde trotskyste en Pologne, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforcée, se pose avec urgence. Mais nous rejetons l'idée de la « famille du trotskysme » ; le trotskysme authentique n'a rien en commun avec les pourvoyeurs d'antisoviétisme pro-Solidarność, tels que les disciples de Nahuel Moreno et le Secrétariat unifié [SU] d'Ernest Mandel, lequel en 1983 a qualifié la direction de Solidarność de « meilleurs socialistes du monde ». Le RML, un groupe connu pour honorer les dirigeants communistes Lénine, Luxemburg et Liebknecht, en est arrivé à la conclusion que le trotskysme représente la continuation des traditions révolutionnaires des « 3 L ». Le RML entra pour la première fois en contact avec le programme de la LCI



Workers Vanguard

New York, septembre 1981 : les spartacistes se sont opposés à la prise du pouvoir par le réactionnaire Solidarność, syndicat-maison pour la CIA et les banquiers capitalistes.



Panorama



Columbia University Press



Ksiazka i Wiedza



sans crédit

La tradition communiste révolutionnaire de Pologne : Rosa Luxemburg et les « 3 W » - Adolf Warski, Henryk Walecki et Wera Kostrzewa du jeune Parti communiste polonais.

alors qu'il était engagé dans des discussions avec les morénistes. Ce qui fut particulièrement décisif pour gagner le RML au programme de la LCI fut : 1) un accord sur le caractère de Solidarność et 2) son soutien à la « Plate-forme trotskyste » publiée par la Fraction trotskyste du POS mexicain, qui a fusionné ultérieurement avec le Grupo Espartaquista de México.

6. Un parti trotskyste doit être un tribun du peuple, défenseur de toutes les victimes de l'oppression. La campagne de restauration du capitalisme fait revivre et aggrave tout le « vieux fatras » de l'ordre social d'avant-guerre, du cléricalisme réactionnaire au nationalisme pilsudskiste en passant par l'antisémitisme. Comme l'a écrit Rosa Luxemburg en 1905, « le clergé, autant que la classe capitaliste, vit sur le dos du peuple, tire profit de la dégradation, de l'ignorance et de l'oppression du peuple ». La hiérarchie catholique que les staliniens ont cherché à amadouer exerce depuis longtemps une influence décisive sur Solidarność. La réaction cléricale prend en particulier les femmes pour cible. Repoussons les attaques contre le droit à l'avortement ! Avortement libre et gratuit ! Pour des crèches gratuites, ouvertes 24 heures sur 24 ! Pour la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat ! A bas le dogme conservateur stalinien qui glorifie la famille, principale institution sociale d'oppression des femmes. Seul l'établissement d'une authentique société socialiste, basée sur l'abondance matérielle et l'égalitarisme, peut réellement libérer les femmes.

7. Nous rendons hommage aux 600 000 soldats de l'Armée rouge qui sont morts pour libérer la Pologne des nazis. Mais aujourd'hui les forces de la restauration capitaliste ont alimenté la montée d'un antisémitisme virulent, depuis les nazis skinheads en Allemagne jusqu'à la vermine du KPN [Confédération pour une Pologne indépendante] ici en passant par les chauvins grands-russes de Pamiat. Pour des fronts uniques ouvriers pour écraser les fascistes ! Travailleurs de Pologne, repoussez les attaques chauvines contre les Juifs, les Ukrainiens, les Tziganes et les homosexuels ! Honneur aux combattants héroïques du soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943 ! Défense des militants de gauche et des anciens membres du PZPR [POUP] contre les chasses aux sorcières anticommunistes ! Pour une lutte de classe contre les tentatives de démantèlement des acquis sociaux de l'économie collectivisée : pour des occupations

d'usine et des grèves contre les privatisations et les fermetures d'usine !

8. En Allemagne de l'Est, ce qui avait commencé comme une révolution politique s'est transformé en une contre-révolution capitaliste. Cette défaite pour le mouvement ouvrier a aiguisé les appétits, du Quatrième Reich de l'impérialisme allemand qui veut une nouvelle « *Drang nach Osten* » [poussée vers l'Est]. Seuls nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands [SpAD] ont combattu la réunification capitaliste et mènent aujourd'hui une lutte contre le chauvinisme antipolonais et anti-immigrés, en tant que partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste. Les communistes polonais doivent combattre sans relâche le nationalisme pilsudskiste qui soumet les travailleurs aux diktats du FMI et crache son chauvinisme antirusse et anti-allemand. Seul l'internationalisme prolétarien offre une issue - Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs soviétiques, polonais et allemands ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

9. Les réformistes et les centristes, abandonnant le principe de la défense des Etats ouvriers déformés contre la contre-révolution, participent à la contamination des masses ouvrières par le poison du chauvinisme national. Ainsi, des organisations telles que le SU, les morénistes et Pouvoir ouvrier ont soutenu les nationalistes polonais de Solidarność tandis qu'en Allemagne ils sont à la traîne de groupes tels que le PDS, le SPD et/ou la Gauche unie, qui ont soutenu la réunification capitaliste revancharde. S'adaptant aux appétits conflictuels des différentes bourgeoisies nationales, les pseudo-trotskyistes sont un obstacle à la construction d'un parti d'avant-garde international.

10. Les trotskystes polonais doivent chercher à se réapproprier les meilleures traditions du mouvement ouvrier polonais, forgées dans la lutte contre le chauvinisme national. Cela a été illustré par Rosa Luxemburg, communiste juive polonaise, dirigeante du prolétariat révolutionnaire allemand. Staline, qui traîna dans la boue Luxemburg pour son internationalisme, n'eut jamais confiance dans le PC polonais ; il liquida finalement ce parti qui avait été le premier à défendre le camarade Trotsky en affirmant en 1923 que « le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la victoire de la Révolution soviétique, à l'Armée rouge, au communisme ».

11. Tandis qu'aujourd'hui Walesa et Jaruzelski de manière obscène aiguillonnent le nationalisme polonais en célébrant la défaite de l'Armée rouge devant Varsovie en 1920, nous réaffirmons la politique du PC polonais d'alors qui non seulement se dressa en défense de la Révolution russe mais sut voir que le prolétariat polonais constituait un pont pour étendre la révolution vers l'Ouest, jusqu'aux frontières de l'Allemagne et à son puissant prolétariat. La défaite ultérieure de la Révolution allemande de 1923 contribua grandement à la consolidation de la bureaucratie stalinienne et à sa fausse idéologie du « socialisme dans un seul pays ».

12. Le RML est en accord avec la position que prit la TSI sur l'Afghanistan, saluant l'intervention de l'Armée rouge, intervention qui posa la question de l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans et en particulier aux femmes opprimés. Le retrait de Gorbatchev a été une trahison et a fortement encouragé les impérialistes dans leur campagne pour renverser l'Etat ouvrier soviétique. Nous rejetons la revendication antisoviétique, avancée par les soi-disant militants de gauche, du retrait d'Europe de l'Est des troupes du pacte de Varsovie. Les troupes soviétiques ont en effet constitué la première ligne de défense des Etats ouvriers contre l'impérialisme de l'OTAN. Beaucoup de combattants pour le trotskysme sortiront des rangs des soldats et officiers soviétiques.

13. Les camarades du RML se constituent en Spartakusowska Grupa Polski (SGP). Le SGP et la LCI envisagent une

fusion rapide, dans laquelle le SGP deviendra partie intégrante d'une internationale centralisée démocratiquement. Dans l'intervalle, sur les questions d'intérêt mutuel touchant la Pologne, les deux parties agiront en consultation.

14. Le SGP doit commencer à apparaître publiquement de façon systématique, recruter des cadres et intervenir dans les différentes luttes et mouvements avec la propagande de la LCI. Un parti léniniste-trotskyiste se construira en Pologne par le haut, au travers de scissions et de fusions des organisations se réclamant de la révolution. Des cadres peuvent être gagnés parmi les staliniens de gauche ainsi que parmi les pseudo-trotskyistes.

15. La LCI aidera les camarades en Pologne à mettre en place un programme de formation systématique pour mieux les familiariser avec les positions spécifiques des sections de la LCI sur différents problèmes et événements dans le monde. Une intégration politique plus complète sera favorisée par des voyages, des échanges mutuels et des visites dans d'autres sections de la LCI. Il est envisagé en particulier que les camarades de Pologne participent à la campagne électorale du SpAD et aident à traduire en polonais le matériel électorale et les documents fondamentaux de la LCI. L'établissement d'un groupe de la LCI en Pologne constitue un réel pas en avant dans notre capacité d'apporter le programme du trotskysme aux prolétariats d'Europe de l'Est et d'Union soviétique.

— 20 octobre 1990

Publications des sections nationales spartacistes

Workers Vanguard

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$7/24 issues (1 year)
International rates:
\$25/24 issues—Airmail \$7/24 issues—Seamail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartakist

*Herausgegeben von der
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands*

16 Nummern DM 10,—
Auslandsseepostabonnement DM 20,—
Auslandsluftpostabonnement DM 35,—
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands
Postfach 51 06 55, 1000 Berlin 51, Allemagne

Australasian Spartacist

*Two-monthly organ of the
Spartacist League of Australia*

\$5/6 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$7/6 issues—Airmail
Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473
Sydney, NSW, 2001, Australie

Le Bolchévik

Publication de la Ligue trotskyste de France

1 an (10 numéros) : 30 FF Hors Europe : 40 FF (avion : 60 FF)
Etranger : mandat poste international
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Workers Hammer

*Marxist bimonthly newspaper of the
Spartacist League/Britain*

£2.00/9 issues International rate: £5.00—Airmail
Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

Spartaco

Bollettino della Lega Trotskista d'Italia

Abbonamento a 6 numeri: L. 6.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropéi: L. 12.000
Walter Fidacaro, C.I.P. 1591, 20101 Milano, Italie

Spartacist Canada

Newspaper of the Trotskyist League of Canada

\$2/4 issues \$5/4 issues—Airmail
Box 6867, Station A
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

Pour un parti trotskyste en URSS...

Suite de la page 56

a survécu comme courant politique organisé en dehors de l'Union soviétique. Voici plus de soixante ans, de son exil, Trotsky définissait les contradictions économiques et sociales fondamentales de la société soviétique qui existent depuis la *contre-révolution politique* par laquelle Staline et ses acolytes ont usurpé le pouvoir contre les internationalistes bolchéviques. Les documents publiés par la Ligue communiste internationale dans le premier *Bulletin Spartacist* sont destinés à aider les travailleurs soviétiques à redécouvrir leur véritable histoire, étape nécessaire dans la voie pour reforger un nouveau parti communiste authentique.

L'Intelligentsia soviétique

Il a fallu plusieurs générations de lutte politique ininterrompue au sein de l'intelligentsia de l'empire tsariste pour qu'émerge ce qui a permis de fonder le Parti bolchévique de Lénine. La composante révolutionnaire de l'intelligentsia marxiste, s'appropriant l'expérience du mouvement ouvrier d'Europe occidentale, a amené la masse de la classe ouvrière de Russie à prendre conscience de son rôle historique en

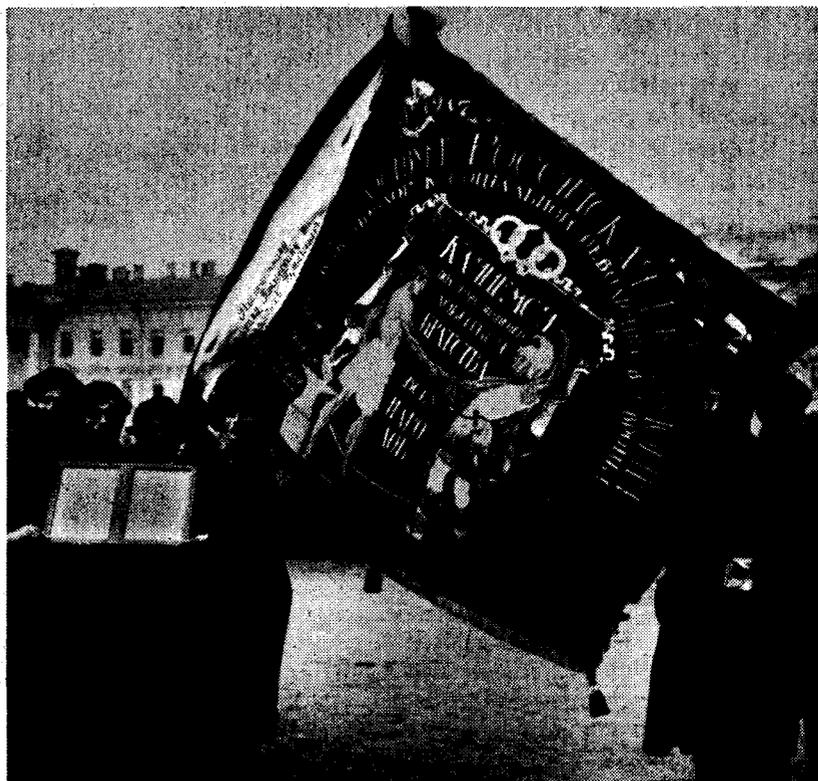
gagnant la couche la plus avancée des militants ouvriers et en l'organisant en parti d'avant-garde. Ce parti fut le seul à braver la frénésie chauvine de la Première Guerre mondiale, et en dirigeant la révolution d'Octobre – la première prise du pouvoir victorieuse par le prolétariat – il a montré aux masses ouvrières du monde entier la voie à suivre pour mettre fin à la misère et au carnage.

Staline a annihilé le noyau central du parti de Lénine, et il a poursuivi en détruisant presque totalement l'intelligentsia soviétique des années 20 et 30. Aujourd'hui, ce sont les fils et filles de ceux qui sont « arrivés » parce qu'ils soutenaient Staline qui occupent la place de l'intelligentsia – ceux dont les privilèges ont en retour été protégés par Staline et son appareil. Cette couche sociale constitue la base de Gorbatchev et les partisans les plus acharnés de la politique tournée vers le marché de la perestroïka. La masse de cette intelligentsia écarte avec mépris les idéaux internationalistes et démocratiques qui ont animé ses prédécesseurs, et l'idée que le prolétariat est capable de diriger la société ne lui inspire que du dédain. Beaucoup dans cette couche se sont maintenant faits les champions du marché capitaliste, qu'ils voient comme un moyen essentiel d'améliorer leur propre position économique, opposant ainsi consciemment leurs

La tradition internationaliste bolchévique

La perspective bolchévique selon laquelle la révolution d'Octobre était le commencement de la révolution dans toute l'Europe est diamétralement opposée à la vision isolationniste nationale du stalinisme. A droite : L'étendard de Poutilov-la-Rouge présenté au régiment Pavlovsky à la veille de la révolution d'Octobre dit : « Vive la révolution pansrusse comme prologue à la révolution sociale en Europe ! »

Willy Römer



VAAP

Une vague révolutionnaire a déferlé sur toute l'Europe en solidarité avec Octobre. A gauche : Karl Liebknecht raille les ouvriers à la cause de la révolution mondiale en janvier 1919. De par l'absence de parti bolchévique endurci, la classe ouvrière n'a pu parvenir au pouvoir.





Richards/Magnum



Der Spiegel

Nombre d'ouvriers soviétiques pensent que la misère sous le capitalisme n'est qu'un autre mensonge de la bureaucratie stalinienne. A gauche : une famille indigente à Washington. Les « réformes vers le marché » provoquent l'appauvrissement des masses, comme en Pologne où aujourd'hui beaucoup vivent de la soupe populaire (ci-dessus).

intérêts à ceux des masses travailleuses soviétiques.

Aujourd'hui, 73 ans après la première prise du pouvoir victorieuse par le prolétariat, les masses travailleuses en URSS ne sont plus motivées par l'idée du communisme. C'est là le véritable et terrible héritage du régime stalinien, qui a encrassé de corruption, de gaspillage et d'inefficacité tous les pores de la société soviétique ; qui a instauré une suffocante conformité sociale, culturelle et politique grâce à une répression organisée, parfois très sanglante ; et qui a transformé les idéaux libérateurs du communisme en slogans creux et en mensonges purs et simples pour couvrir ses propres privilèges et crimes.

Pour un nouveau parti communiste internationaliste !

Il y a un demi-siècle, Trotsky mettait en garde avec insistance contre les dangers de *restauration capitaliste* en URSS. Il a décrit de façon incisive les myriades de voies par lesquelles « tout le vieux fatras » de la société capitaliste réimprègne l'Etat ouvrier sous la direction traître et incompétente de la bureaucratie. Il a concrètement décrit comment le commandisme bureaucratique déforme l'économie et fait de la question de la *qualité* des biens de consommation un problème sans solution ; il a analysé la manière dont la politique des staliniens – et plus encore celle des boukhariniens, ancêtres idéologiques directs des « réformateurs » de la perestroïka d'aujourd'hui – accentuerait considérablement les inégalités de classe et engendrerait l'accumulation de forces en faveur de la restauration capitaliste. Il a mis en garde qu'à terme la survie de l'Etat ouvrier était en danger s'il n'y avait pas de nouvelle *révolution politique* pour déloger la caste bureaucratique et rétablir la domination politique de la classe ouvrière avec une direction révolutionnaire.

Insistant durant tout le reste de sa vie que le facteur conscient que représente un parti révolutionnaire était l'élément crucial sans lequel il ne pourrait y avoir de révolution internationale et de défense de l'Etat ouvrier soviétique,

Trotsky a écrit dans « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (*Œuvres*, tome 5, 1^{er} février 1935) :

« Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement [...]. Il en va tout autrement avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne non seulement affranchit les forces productives des entraves de la propriété privée, mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré. Tandis qu'après la révolution l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, laissant le marché à ses propres lois, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur. Le remplacement d'un régime politique bourgeois par un autre n'a qu'une influence indirecte et superficielle sur l'économie de marché. Au contraire, le remplacement d'un gouvernement ouvrier par un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois mènerait infailliblement à la liquidation du principe de la planification, et ensuite aussi au rétablissement de la propriété privée. *A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement, mais consciemment.* » [Souligné par l'auteur]

Pour rétorquer aux avertissements de Trotsky, les staliniens (dans les pays où ils ne pouvaient pas répondre par l'assassinat des trotskystes) ont avancé, comme preuves que le stalinisme est un système stable, les réalisations indiscutables des plans quinquennaux, le développement des services sociaux au bénéfice des masses (par exemple l'éducation et les soins médicaux), l'extension d'un « bloc soviétique » non capitaliste au cours de la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que le fait que leur caste restait au pouvoir en URSS. Mais qui aujourd'hui pourrait prétendre cela ? A travers toute l'Europe de l'Est, et de plus en plus au sein même de l'URSS, le système stalinien est visiblement en train de s'effondrer sous le poids de ses limitations et contradictions inhérentes. Maintenant, il est clair que c'est le trotskysme qui seul peut donner les réponses politiques qu'attendent ceux qui veulent encore être communistes.

Après des décennies de lourds sacrifices demandés au prolétariat au nom de la construction du « socialisme dans un seul pays », Gorbatchev et les restaurationnistes de tout acabit se sont transformés en laudateurs du système impérialiste, qu'ils appellent « le monde développé ». La

nouvelle génération de bureaucrates soviétiques semble – inexplicablement pour certains observateurs – avoir décidé d'ouvrir la voie au « socialisme de marché », favorisant ainsi l'accentuation des inégalités sociales, et semble avoir été convaincue de la prétendue supériorité du capitalisme ou des « méthodes capitalistes » pour revivifier l'économie. Elle semble avoir décidé de laisser restaurer le capitalisme dans les Etats de l'ancien pacte de Varsovie. Elle semble y compris accepter le déchirement selon des lignes nationales de l'URSS plurinationale elle-même. Mais on n'a pas affaire ici à une « nouvelle pensée » délibérée de Gorbatchev et Cie, mais plutôt à une réaction à la chute des éléments éclatés constituant l'édifice stalinien friable et instable qui a, au cours des décennies, généré lui-même sa propre fin spectaculaire à laquelle on assiste aujourd'hui.

Le stalinisme – ce monstrueux édifice de mensonges destiné à justifier l'usurpation par la bureaucratie privilégiée du pouvoir politique de la classe ouvrière, en principe la force à la tête de la société – a eu besoin d'un monstrueux appareil de contrôle répressif. La croissance cancéreuse des institutions de répression étatique aux mains de Staline a réussi à maintenir les travailleurs soviétiques sous le joug et a, en même temps, contraint à la clandestinité tout un tas de forces sociales réactionnaires. Mais, si étendue et meurtrière soit-elle, la répression ne peut pas résoudre les problèmes de fond. Staline n'a fait que transmettre ces problèmes à ses successeurs. Pour l'actuelle génération de « dirigeants » staliniens, il s'agit non d'un « manque de volonté » mais de l'épuisement de toutes les options possibles. Toute direction moins disposée que Staline à entrer dans

l'Histoire comme un assassin de « son » propre peuple aurait été incapable de contenir les explosions de mécontentement rentré contre ce que l'on prend faussement pour du « communisme ». Ce processus a atteint son point critique sous Gorbatchev.

La perestroïka de Gorbatchev n'est pas la première « expérience » de décentralisation économique en URSS, pas plus que la glasnost n'est le premier dégel. Khrouchtchev par exemple, pour chercher à se détourner de l'édifice de mensonges qui faisait office d'histoire officielle, est plus ou moins allé aussi loin qu'il le pouvait – parce que lui et sa génération de hauts bureaucrates staliniens étaient eux-mêmes directement complices des crimes de Staline. (Au sein de cette couche, Khrouchtchev était personnellement un des moins impliqués.) Gorbatchev représente une nouvelle génération qui n'a pas personnellement sur les mains le sang des victimes de Staline ; il ne dispose pas non plus de l'immense appareil de répression de masse dont Staline faisait ce qu'il voulait et qui était omniprésent dans la société. Au cours des 45 années qui se sont écoulées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la société soviétique a changé – les masses travailleuses ne sont plus disposées à endurer les privations qui étaient manifestement inévitables durant les années de dévastation, pendant et après la guerre. Dans le même temps, une nouvelle classe moyenne a vu le jour. Cette dernière couche – sans vergogne à l'« avant-garde » de l'idéologie pro-capitaliste en URSS – se sent l'esprit beaucoup plus proche de la couche la plus privilégiée de l'élite intellectuelle de l'« Ouest » que des bureaucrates gris effrayés qu'ont été ses pères, sans parler du senti-

Бюллетень Спартаковцев № 1

Bulletin Spartacist n° 1 en russe

Содержание:

Новое объемное **Введение**, анализирующее текущие события в Советском Союзе.

Что такое троцкизм

Анализ реальных позиций революционного троцкизма в противопоставлении ревизионистским течениям.

Три документа, отражающих вмешательство икл в развитие восстания в ГДР в прошлом году, включая письма к военнослужащим, распространявшиеся среди советских войск в ГДР.

В защиту маршала Тухачевского Когда произошел советский термидор?

Перепечатка трудов Льва Троцкого:
Из Переходной программы:
«Положение СССР и задачи переходной эпохи»
Глава V из *Что такое СССР и куда он идет?*:
«Советский термидор»

Прорвите блокаду!
Письмо в посольство Советского Союза
Империалистического окружения — угроза СССР!

56 страниц Цена: 50 копеек
или эквивалент в другой валюте

56 pages Prix : 50 copeks
US\$ 1.50 ou l'équivalent dans les autres devises

Пишите нам для получения дальнейшей информации и оформления соответственной оплаты в рублях:
Spartacist/URSS, 121019 Moscou, g-19, A/Ya 19 • Spartacist Pub. Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Бюллетень Спартаковцев

SPARTACIST



Ленин и Троцкий, октябрь, во время празднования второй его годовщины на Красной площади.

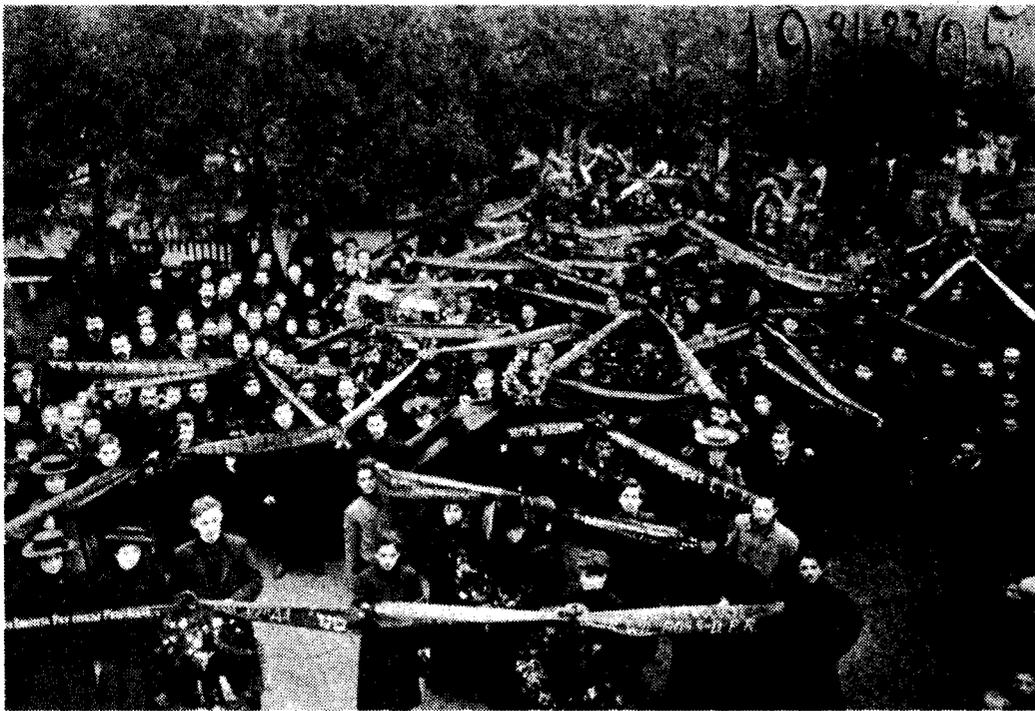
Что хотят Спартаковцы.....	11	В защиту маршала Тухачевского.....	40
Интернационалистический привет нашим товарищам: советским солдатам и офицерам!.....	12	Когда произошел советский термидор?.....	44
Письмо нашим товарищам: советским солдатам.....	13	Письмо в посольство СССР Империалистического военного окружения — угроза СССР!.....	55

Из Льва Троцкого:

Из Переходной программы: «Положение СССР и задачи переходной эпохи».....	52
Что такое СССР и куда он идет? Глава V: «Советский термидор».....	56

Снова на путь Ленина и Троцкого!

Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA © 1990 г. Цена: 50 коп.



YIVO Institute

Vilna (Royaume de Pologne, faisant à l'époque partie de l'empire tsariste), 1905 – Dans une manifestation d'internationalisme prolétarien, des militants sociaux-démocrates russes et polonais et le Bund juif honorent les victimes des pogroms tsaristes. Les ouvriers de toutes les nationalités soviétiques doivent s'organiser contre l'antisémitisme et le chauvinisme grand-russe des Cent-Noirs de Pamiat !

ment qu'un gouffre la sépare des travailleurs. Ils sont l'aile marchante de la glasnost, non seulement parce qu'elle fait partie de la « revivification » de l'économie qui promet d'être pour eux une occasion d'enrichissement personnel, mais même simplement parce qu'ils se sentent gênés lorsqu'ils bavardent courtoisement avec les professeurs occidentaux arrogants, un verre de vin français à la main, dans les colloques internationaux : ils n'aiment pas qu'on se moque d'eux à propos des « pages blanches » et des mensonges grotesques qui ont tenu lieu d'histoire soviétique officielle.

Leurs ennemis apparents au sein de la bureaucratie, les bureaucrates de la vieille garde, cherchent sans beaucoup d'effet à contrer le mythe gorbatchévien selon lequel le mécanisme du marché capitaliste fournirait des moyens « rationnels » d'organisation économique. Les tenants de la ligne dure acceptent, tout autant que les « nouveaux penseurs », que le capitalisme et le marché impérialiste mondial continuent à exister, mais il leur manque l'autorité morale nécessaire pour convaincre de quoi que ce soit les travailleurs mécontents. Lorsqu'ils décrivent la réalité du capitalisme telle qu'elle est – pauvreté, racisme, violence, crime, chômage massif, sans-logis au milieu du luxe, exploitation néo-coloniale du « tiers monde », militarisme et danger de guerre –, les ouvriers soviétiques n'y voient qu'un plaidoyer pour le maintien de ce qu'ils ont enduré. L'immense richesse (à côté de laquelle la fortune amassée par n'importe quel bureaucrate soviétique paraît minable) étalée par la poignée d'individus qui constituent les arrogants et cyniques bourgeoisies impérialistes semblent d'une importance secondaire face à la froide réalité des rayons vides des magasins soviétiques.

Mais les ouvriers soviétiques doivent comprendre ceci : pour l'écrasante majorité de la masse des travailleurs, même dans le plus riche des pays capitalistes, la force motrice du système n'est pas « le mobile du profit », mais purement et simplement la peur – ce qui pousse l'ouvrier ouest-allemand, japonais ou américain à travailler, et à travailler dur, ce n'est aucunement l'espoir d'entrer un jour dans les rangs des grands exploiters, c'est l'intime certitude qu'à partir du

moment où sa sueur et sa compétence cesseront de présenter de l'intérêt pour ceux qui possèdent tout, lui et sa famille pourront se retrouver à coucher sur les trottoirs et à se nourrir dans les poubelles. Regardez simplement autour de vous : le chômage massif et la faim qui menacent la classe ouvrière polonaise au moment où le gouvernement de Solidarność tente de vendre le pays aux banquiers et capitalistes occidentaux, c'est cela la réalité du marché mondial. En témoignent le chômage et la misère qui montent en flèche dans l'Allemagne capitaliste unifiée. Les impérialistes aimeraient réduire le niveau de vie des masses européennes à celui du tiers monde. Et les souffrances que la domination capitaliste infligerait nécessairement à la vaste et pluri-nationale Union soviétique seraient bien pires encore.

La mise en place de l'économie planifiée et collectivisée soviétique a été le point de départ d'un progrès historique par rapport au système d'esclavage salarié et au chaos du marché impérialistes. Les réalisations initiales, telles que la croissance industrielle sans précédent sous les premiers plans quinquennaux, le développement de l'Asie centrale soviétique, le droit à la garantie de l'emploi, aux soins médicaux, à l'éducation, ont donné une expression concrète au potentiel considérablement supérieur de l'économie planifiée par rapport au capitalisme. Elles ont été mises en œuvre par les travailleurs soviétiques au prix de lourds sacrifices. Une économie planifiée à l'échelle des forces productives mondiales et sous le contrôle démocratique de soviets ouvriers aurait épargné à l'humanité les guerres, l'Holocauste, la misère et la faim des cinquante dernières années. Au lieu de cela, les générations successives de dirigeants traîtres staliniens ont enfoncé l'économie soviétique dans l'impasse de l'isolement nationaliste. Maintenant, la plongée vers le chaos capitaliste menace le pays.

Le stalinisme a peut-être sali le nom du communisme en Union soviétique, mais en tout cas les idéaux égalitaires de la révolution d'Octobre y sont encore vivants dans la conscience de millions d'ouvriers, soldats et travailleurs des fermes collectives. Ceux-ci sont profondément indignés par l'émergence d'une nouvelle couche de riches « coopéra-

teurs » et entrepreneurs qui font encore mieux que la nomenclatura dans la façon de singer le style de vie des classes dirigeantes capitalistes. Les parasites, les exploités et leurs idéologues doivent être chassés des soviets. Les ouvriers soviétiques se sont montrés prêts à faire grève pour appuyer leurs revendications pour une vie meilleure, contre la corruption et l'inefficacité bureaucratiques. Mais des démagogues restaurationnistes comme Eltsine ont essayé de s'en servir pour précipiter les ouvriers dans le soutien à un système de marché capitaliste.

En l'absence d'un courant communiste authentique et viable qui serait ressenti comme un pôle d'attraction dans la vie politique soviétique, les luttes actuelles de la classe ouvrière ne dépassent pas le niveau défensif et prennent des directions quelquefois contradictoires. Mais lorsque des grévistes soulèvent par exemple la revendication de pouvoir vendre eux-mêmes une partie de leur production sur le marché mondial, cela représente une tentative d'obtenir des produits désespérément nécessaires et introuvables autrement ainsi qu'une attitude compréhensible du genre « les gros bonnets vont sûrement se tailler leur part, mais comment aurons-nous la nôtre ? » Cela n'est pas de leur part un choix idéologique fermé en faveur de la concurrence capitaliste et de la destruction du monopole d'Etat du commerce extérieur, comme c'est le cas de la part des aspirants « restructurateurs » petits-bourgeois. Avec le levain d'un courant intellectuel authentiquement marxiste, l'actuelle vague de militantisme et de prise de conscience de classe élémentaire dans des secteurs du prolétariat pourrait constituer la base d'un nouveau parti communiste révolutionnaire de masse. Un tel parti authentiquement communiste serait à la tête de la lutte pour la réorganisation démocratique de l'Union soviétique ; pour la planification centralisée démocratiquement à travers les soviets des ouvriers et de leurs alliés, comme par exemple tel secteur de la bureaucratie (en particulier dans le corps des officiers) qui renoncerait explicitement en paroles et en actes à ses privilèges ; la paysannerie travaillant sur les terres collectivisées et les autres opprimés ; de même que cette aile de l'intelligentsia qui trouverait le moyen d'échapper à l'écheveau des appétits corrompus.

A bas le chauvinisme grand-russe !

En l'absence d'un parti révolutionnaire, le mécontentement de la classe ouvrière face à l'appauvrissement causé

par la perestroïka de Gorbatchev orientée vers le marché est pour une bonne part en train d'être détournée vers le chauvinisme grand-russe et l'antisémitisme (qu'August Bebel a appelé à juste titre le « socialisme des imbéciles »). De véritables fascistes russes comme Pamiat et autres gens de son espèce, qui ont été protégés et promus par certains secteurs de la bureaucratie, ont maintenant fait irruption et perpétrent avec impunité leurs agressions dans les villes soviétiques. Ce ne sont pas des « extrémistes isolés » mais les annonceurs de la crise sociale. Cette racaille a pu faire surface sur la vague du nationalisme grand-russe qui a été encouragé *tout autant* par les restaurationnistes soi-disant « démocrates » comme Eltsine que par les staliniens durs qui jouent un rôle important au sein du Front uni des travailleurs.

Un parti communiste internationaliste reforge ne peut se construire en URSS que dans un combat politique sans merci contre le chauvinisme grand-russe. Ce qui signifie en premier lieu défendre les Juifs contre la vague montante de terreur antisémite et balayer des rues les nouveaux Cent-Noirs de Pamiat par des actions directes de la classe ouvrière. Ceux qui se cachent derrière le nationalisme russe, même le plus « sophistiqué » et le plus « raffiné », constituent un obstacle mortel à une solution prolétarienne et démocratique aux antagonismes nationaux qui menacent de déchirer l'Etat ouvrier soviétique plurinational. Seule une direction possédant l'autorité gagnée dans un combat intransigeant contre le chauvinisme de la nationalité dominante russe peut réellement et efficacement démasquer le programme restaurationniste qui se cache derrière l'actuelle agitation en faveur de la séparation des nationalités minoritaires.

Un élément crucial pour briser le cycle de la méfiance – et Lénine a insisté là-dessus – est le droit de toute nationalité ayant une direction opposée à la contre-révolution de se désaffilier du reste de l'Union soviétique dans la mesure qui lui semble convenir. Ce droit a été incorporé dans la constitution de fondation de l'URSS. Mais sous prétexte de séparation nationale, les mouvements indépendantistes nationalistes baltes ne cherchent pas simplement la séparation (avec pleine protection de tous les peuples au sein de ces frontières), mais avant tout une restauration capitaliste féroce, qui produirait rapidement une nouvelle classe dirigeante ethniquement pure et entraînerait la déchéance ou

Newsweek



Ogonyok



A gauche : le Führer de l'organisation fasciste Pamiat, Dimitri Vassiliev, entouré de ses gardes en chemise noire. A droite : les nervis de Pamiat ont attaqué le 18 janvier 1990 une réunion de l'association des écrivains « Avril » à Moscou, déversé leur boue antisémite et brandi la menace de pogroms.



Helena Hermes

Manifestation ouvrière dirigée par les stalinien en Mai 68 à Paris au moment où la France était au bord de la révolution. La direction traître du Parti communiste français a aidé la bourgeoisie en contenant la révolte des ouvriers et des étudiants.

l'exclusion de tous les autres peuples soviétiques. Ces nationalistes sont, tout autant que les chauvins grands-russes, des ennemis implacables de la classe ouvrière soviétique.

Retour à la voie de Lénine et Trotsky !

Plus de vingt millions de citoyens soviétiques sont morts pour empêcher Hitler d'imposer le capitalisme fasciste sur le territoire de l'URSS. Les ouvriers et les opprimés du monde entier ont une immense dette envers les défenseurs héroïques de Leningrad et de Stalingrad et les innombrables autres qui ont combattu pour écraser le nazisme. Mais la bureaucratie stalinienne a imprégné la lutte contre Hitler de nationalisme russe rétrograde et diviseur et jeté aux oubliettes la bannière internationaliste sous laquelle l'Armée rouge fut fondée. Les victimes de Hitler dans l'Europe d'après-guerre ne s'en sont pas moins tournées vers l'Armée rouge. Mais Staline avait partagé l'Europe avec les impérialistes « démocratiques » et son appareil a eu peur de l'émergence d'une Europe socialiste, ce qui aurait signifié la fin de l'oligarchie privilégiée du Kremlin. La machine des partis communistes d'Europe occidentale a été mise en branle pour aider, au compte des classes dirigeantes nationales impérialistes, à la stabilisation d'une Europe occidentale bien mal en point. Ce service rendu n'a pas été plus utile pour la défense de l'Union soviétique que le pacte Hitler-Staline. En 1948, un regain d'hostilité impérialiste implacable – la « Guerre froide » – a poussé Staline à créer en Europe de l'Est des Etats à l'image de l'URSS.

Aujourd'hui, l'abjecte capitulation de Gorbatchev devant la pression militaire et diplomatique de l'impérialisme, à partir du retrait soviétique d'Afghanistan, a fait s'effondrer

l'ordre issu de la Deuxième Guerre mondiale. L'intervention en Afghanistan, bien que décidée par Brejnev pour d'étroites raisons de défense militaire aux frontières de l'URSS, avait ouvert la possibilité d'étendre les acquis d'Octobre aux peuples de l'Afghanistan affreusement arriéré. C'est pour cette raison que les trotskystes de la Ligue communiste internationale avaient salué l'intervention de l'Armée rouge ; nous avons condamné le retrait parce qu'il a mis en danger mortel les masses afghanes, en tout premier lieu les femmes dévoilées, et l'URSS elle-même. Loin d'apaiser l'impérialisme, le retrait d'Afghanistan a été pour les capitales de l'OTAN le signal que le gouvernement soviétique avait perdu sa volonté de lutter. Il aurait beaucoup mieux valu combattre l'impérialisme dans une guerre honorable en Afghanistan que d'avoir à le combattre maintenant à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique !

Car, quels sont les fruits de cette politique de conciliation ? Aujourd'hui, les séparatistes procapitalistes baltes font ouvertement appel aux impérialistes pour qu'ils les soutiennent contre le reste de l'URSS. Les forces soviétiques sont en train de se retirer de toute l'Europe de l'Est et Gorbatchev a donné son accord à une Allemagne impérialiste réunifiée – un Quatrième Reich –, qui constitue un danger mortel non seulement pour l'Union soviétique mais pour tous les travailleurs d'Europe. Les impérialistes allemands ont l'intention de transformer l'Europe de l'Est et la plus grande partie de l'Union soviétique en ce que l'Amérique latine représente pour les impérialistes US : une source de matières premières et de main-d'œuvre bon marché, ainsi qu'un débouché pour leurs produits à bas prix. Les rivalités interimpérialistes s'intensifient de jour en jour, chaque classe dirigeante jouant des coudes pour s'approprier les débris de l'Europe de l'Est, tout en anticipant une prochaine désintégration de l'URSS elle-même.

Le retrait de la direction soviétique d'Afghanistan et son acceptation de la réunification allemande ont enhardi l'impérialisme américain, qui a déjà commencé à s'imposer du Libéria au golfe Arabo-Persique. L'encre des pompeuses proclamations sur un nouveau « dividende de la paix » était à peine sèche que les Etats-Unis se lançaient déjà dans une entreprise militaire pour essayer de s'approprier la plus grande partie des ressources mondiales en pétrole. Ainsi la « nouvelle pensée » de Gorbatchev encourage-t-elle directement les impérialistes à aggraver leur vieux comportement, et l'Amérique de se précipiter pour reprendre à la Grande-Bretagne son ancien mandat pour piller ce qui est « à l'est de Suez ».

Toutes les ailes de la bureaucratie soviétique qui se désagrègent restent fidèles à leur héritage stalinien. Après avoir détourné ou détruit chaque opportunité révolutionnaire qu'a connue le prolétariat depuis 1924, elles cherchent maintenant à prouver, sur la base des résultats de leurs propres trahisons, que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière est une impossibilité historique.

Ce qu'il est de bon ton de penser parmi les intellectuels soviétiques contemporains, c'est que la capacité de lutte révolutionnaire du prolétariat international n'est au mieux qu'un mythe romantique. Ces gens sont les descendants naturels des stalinien qui ont concurrencé, et surpassé, la social-démocratie pour organiser défaite sur défaite pour le prolétariat mondial. Trotsky a surnommé Staline à juste titre le « grand organisateur de la défaite » et a fait la chronique de ses crimes, depuis la subordination des communistes au Guomindang nationaliste-bourgeois pendant la Révolution

chinoise de 1927 jusqu'à la reddition passive face à la montée au pouvoir de Hitler en 1933 et à la terreur déclenchée par le NKVD contre ceux qui se battaient pour la révolution prolétarienne pendant la guerre civile espagnole. Cette politique traître ne s'est pas arrêtée à la Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, la façon dont la bourgeoisie française a réussi à contrôler la grève générale de 1968 donne à elle seule la mesure de l'importance des partis stalinien dans la sauvegarde de la domination capitaliste. De Gaulle n'a pas eu besoin de ramener d'Allemagne l'armée française – le parti communiste a fait le travail contre-révolutionnaire pour faire échouer la grève générale des ouvriers, pendant que la police réprimait les étudiants qui voulaient une révolution.

La révolution d'Octobre a été menée et l'Internationale communiste fondée sur la perspective de la révolution mondiale. Lénine et les bolchéviks comprenaient qu'une lutte révolutionnaire internationale était nécessaire non seulement pour briser l'encerclement impérialiste du premier Etat ouvrier, mais aussi comme le seul moyen d'ouvrir la voie au développement socialiste. Le développement capitaliste lui-même avait créé une *division internationale du travail*. Par conséquent, la lutte pour apporter aux masses soviétiques les bonnes choses de la vie – aussi bien matérielles que culturelles – présuppose la participation au marché mondial. Cela signifie remplacer le marché mondial, dominé par l'impérialisme, par une économie socialiste internationale, au moyen de révolutions prolétariennes dans tout le monde capitaliste.

La perspective de la « révolution mondiale » ne veut pas dire que chaque pays est à tout moment mûr pour la prise



Sygma

Fidel Castro côte à côte avec Pinochet, à l'époque « officier constitutionnaliste » dans le gouvernement de front populaire de Salvador Allende, et qui deviendra le dictateur sanglant du Chili. Le mensonge stalinien de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme désarme les masses ouvrières dans le monde.

du pouvoir par le prolétariat. Elle signifie par contre que les crises révolutionnaires éclatent effectivement lorsque l'ancien régime ne peut manifestement plus continuer à régner comme avant, lorsque la classe dirigeante est en banqueroute politique, paralysée et divisée, et que les couches opprimées et intermédiaires peuvent être gagnées à la cause d'une classe ouvrière qui, ayant l'assurance et le programme

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Adressez la correspondance à :

Spartacist League of Australia	Spartacist League GPO Box 3473 Sydney, NSW, 2001 Australie
Spartacist League/Britain	Spartacist Publications PO Box 1041 London NW5 3EU Grande-Bretagne
Trotskyist League of Canada	Trotskyist League Box 7198, Station A Toronto, Ontario M5W 1X8, Canada
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands	SpAD Postfach 51 06 55 1000 Berlin 51 Allemagne Verlag Avantgarde Postfach 11 02 31 2000 Hamburg 11 Allemagne
Ligue Trotskyste de France	Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 France
Spartacist Group India/Lanka	Ecrire à Spartacist, New York

Adressez la correspondance à :

Dublin Spartacist Youth Group	PO Box 2944, Dublin 1 République d'Irlande
Lega Trotskista d'Italia	Walter Fidacaro C.P. 1591 20101 Milano, Italie
Spartacist Group Japan	Spartacist Group Japan PO Box 18 Chitose-Yubinkyoku Setagaya-ku, Tokyo 156 Japon
Grupo Espartaquista de México	P. Linares Apdo. Postal 453 06002, México 1 D.F. Mexique
Spartakusowska Grupa Polski	Platforma Spartakusowków SKR 741 50-950 Wrocław 2 Pologne
Spartacist League/U.S.	Spartacist League Box 1377 GPO New York, NY 10116, USA
Spartacist/URSS	URSS 121019 Moscou, g-19 A/Ya 19



Gubb/JB Pictures

Les masses noires opprimées d'Afrique du Sud volent dans le drapeau rouge du communisme le symbole de la lutte pour la liberté et l'égalité sociale. Mais le réformisme du Parti communiste sud-africain est un obstacle fatal à la révolution.

nécessaires, se montre prête à prendre la direction de la société. Dans ces moments exceptionnels de l'Histoire, comme par exemple la situation pré-révolutionnaire dans la France de 1968, l'essentiel est l'existence préalable d'un parti d'avant-garde enraciné dans le prolétariat. Une direction qui hésite ou qui s'arrête au moment de lutter pour prendre le pouvoir ne sert qu'à effrayer la bourgeoisie et à la pousser à décapiter le mouvement ouvrier dans le sang, conduisant à des phénomènes tels que le Troisième Reich de Hitler ou, plus récemment, la répression par Pinochet au Chili. De telles défaites font reculer de façon décisive la perspective de la révolution dans le pays pour une génération, tout en portant un coup au moral des travailleurs et des opprimés à travers le monde.

Staline et ses héritiers du Kremlin, ayant usurpé le prestige de la révolution d'Octobre, refusent de mener le combat révolutionnaire lorsque des occasions se présentent. Aujourd'hui en Afrique du Sud, des millions d'ouvriers noirs se considèrent communistes, mais le parti « communiste » refuse de mettre la lutte pour le socialisme à l'ordre du jour et, au contraire, enchaîne les masses à un autre groupe d'exploiteurs par le biais de la politique front-populiste d'unité avec la bourgeoisie « progressiste ». Une fois de plus, le SACP (Parti communiste d'Afrique du Sud) est bien placé pour jouer le rôle indispensable de chercher à détourner les intenses luttes des masses opprimées sud-africaines dans une escroquerie réformiste. Grâce au fait que le communisme est largement associé à l'antiracisme intransigeant, résultat de décennies d'une lutte courageuse menée par les militants communistes dans des conditions de clandestinité, le SACP est dans une situation où il peut faire obstacle à la révolution bien plus efficacement que ne le pourraient des sociaux-démocrates patentés.

Sans la puissance militaire et industrielle de l'Union soviétique, les révolutions anticapitalistes à base paysanne en Chine, à Cuba et au Vietnam auraient depuis longtemps été écrasées par les impérialistes. Il est du devoir du prolétariat mondial de défendre militairement contre l'impérialisme l'URSS et les autres Etats où le capitalisme a été aboli. Mais éliminer l'impérialisme du globe en étendant la révolution d'Octobre est la seule défense durable.

Dans une lettre aux ouvriers soviétiques écrite en avril 1940, Trotsky observait que la lâcheté dont Staline et sa clique faisaient preuve devant la bourgeoisie mondiale n'avait d'égale que la brutalité avec laquelle les usurpateurs du Kremlin traitaient les masses laborieuses soviétiques. Aujourd'hui, le règne brutal des thermidoriens est en train de se défaire. Mais ces mêmes idéologues arrogants qui, hier, prêchaient l'infailibilité du « socialisme dans un seul pays » de Staline cherchent maintenant, toujours aussi frauduleusement, à tromper le peuple soviétique avec le mensonge d'un « capitalisme planifié » et d'une social-démocratie prétendument civilisée. Ils s'empressent de passer sous silence le fait qu'il y a eu une opposition communiste à la contre-révolution politique de Staline. Une opposition qui n'a pas attendu pour dénoncer Staline qu'il soit sans danger et profitable de le faire. Une opposition qui n'a pas hésité à faire appel aux ouvriers. Ils ne parlent pas de cette opposition car c'était l'Opposition (bolcheviks-léninistes) de Trotsky, et elle était composée de cadres qui avaient été des dirigeants d'Octobre. Aujourd'hui, des millions de Soviétiques sont avides de remplir les pages de l'Histoire laissées blanches par les staliniens, et le prolétariat soviétique pluri-national a commencé à entrer en scène pour se défendre contre les ravages du chaos économique actuel. Il est crucial que le mouvement ouvrier s'arme d'abord et avant tout du programme de ses prédécesseurs de classe : l'Opposition de gauche. Les militants soviétiques qui veulent lutter pour recouvrer l'héritage révolutionnaire de Lénine doivent commencer maintenant à construire dans toute l'Union soviétique un parti trotskyste fermement basé sur le programme de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien.

* * *

La plupart des documents publiés dans le *Bulletin Spartacist* n° 1 ont été écrits par la Ligue communiste internationale (LCI) pour intervenir dans la situation politique qui se développait dans la République démocratique allemande (RDA) au début de cette année [1990]. Dans le contexte des manifestations de masse qui ont mené à la chute du régime Honecker, les trotskystes de la LCI ont cherché à intervenir dans la révolution politique ouvrière qui s'annonçait. « Ce que veulent les spartakistes », courte déclaration programmatique qui définit clairement les buts de la LCI, est paru dès le premier numéro, puis dans la plupart des autres numéros, du journal *Arbeiterpressekorrespondenz* (*Arprekorr*), qui a été lancé pour s'adresser à l'intense effervescence politique au sein de la population est-allemande, et qui a paru quotidiennement pour un temps. A cette époque (décembre 1989), la section allemande de la LCI était la *Trotzkistische Liga Deutschlands*. Celle-ci a fusionné avec les *Spartakist-Gruppen* de la RDA pour former le *Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands* (SpAD) le 21 janvier 1990.

Dès le début, la LCI était à l'avant-garde en appelant à la solidarité avec les 380 000 soldats soviétiques stationnés en RDA, les considérant comme un élément clé de la situation et comme un pont vers les masses travailleuses d'URSS. Le *Bulletin Spartacist* n° 1 reproduit deux textes qui ont été écrits pour les soldats soviétiques, « Salutations internationalistes à nos camarades soldats soviétiques », largement diffusées sous forme de tract parmi les troupes en décembre et janvier, et « Lettre à nos camarades soldats soviétiques », publiée à la fois en russe et en allemand dans *Arprekorr* en mars 1990 et également largement diffusée sous forme de tract.

Les masses de la RDA avaient été maintenues dans l'ignorance du trotskysme tout autant que les populations soviétiques. « Le trotskysme : ce que ce n'est pas et ce que c'est », publié d'abord dans l'édition allemande de *Spartacist*, puis maintenant dans ce nouveau *Bulletin Spartacist*, a été écrit par la LCI pour répondre au problème suivant : comment quelqu'un dont la seule connaissance du trotskysme a été celle des mythes et des calomnies répandus par la bureaucratie stalinienne pourrait-il reconnaître le trotskysme, le vrai ? L'article explique les bases historiques des différents courants révisionnistes qui se réclament du trotskysme en Europe aujourd'hui. Immédiatement après la chute de Honecker, les masses est-allemandes, fatiguées et dégoûtées par les mensonges dont les staliniens leur ont rebattu les oreilles, ont avidement acheté des dizaines de milliers d'exemplaires de cette brochure et d'autres publications de la LCI. Et le 3 janvier, quelque 250 000 personnes ont pris part à un rassemblement contre la profanation du mémorial de Treptower Park dédié aux soldats soviétiques morts pour libérer l'Allemagne de la peste fasciste. Ce sont les trotskystes de la LCI qui ont été à l'initiative de ce rassemblement qui a ensuite reçu le soutien des staliniens du SED-PDS.

Mais à la suite de cette massive manifestation pro-classe ouvrière à Treptow, les impérialistes ont intensifié leur campagne de déstabilisation de la RDA, et les staliniens ont cédé. La révolution antibureaucratique, à laquelle manquait depuis le début la participation organisée de la classe ouvrière, a rapidement dérapé vers la contre-révolution sociale. Le SED-PDS, qui n'a jamais cherché à mobiliser la classe ouvrière pour défendre la propriété collectivisée de la RDA, ne cherche aujourd'hui qu'à être une autre « opposition » parlementaire social-démocrate servile dans un Etat impérialiste allemand agrandi. Le SpAD a cherché comme nul autre à mobiliser les travailleurs allemands contre la destruction de l'Etat ouvrier est-allemand ; il a y compris présenté aux élections au parlement (Volkskammer) des candidats qui se sont opposés sans ambiguïté à la réunification capitaliste. Aujourd'hui, nous sommes aux avant-postes pour soutenir les luttes défensives des ouvriers est-allemands, pour défendre les ouvriers étrangers et les femmes, pour dénoncer et défier les mesures actuelles de chasse aux sorcières dirigées principalement contre le SED-PDS, en appelant à la lutte de classe sans concession contre un Quatrième Reich.

Un des mensonges qui ont été utilisés pour excuser la décapitation traître par Staline du corps des officiers soviétiques à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, est la calomnie selon laquelle le brillant maréchal Mikhaïl Toukhatchevsky était coupable d'antisémitisme et de « socialisme de droite ». A l'intention de nos lecteurs de langue russe, nous avons traduit pour le *Bulletin* un article qui réfute ces calomnies et qui a été publié à l'origine dans le n° 321 (14 janvier 1983) de *Workers Vanguard*, journal de la Spartacist League/US.

L'actuelle désintégration des directions bureaucratiques d'Europe de l'Est confirme puissamment l'analyse faite par Trotsky de la nature contradictoire et fragile des régimes qu'elles dirigeaient, en particulier dans son ouvrage majeur sur la dégénérescence de la Révolution russe, *Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?* (écrit en 1936 et connu dans les autres langues sous le titre de *La Révolution trahie*). Nous reproduisons dans le *Bulletin Spartacist* un chapitre de cet ouvrage, « Le thermidor soviétique », dans lequel Trotsky

détaille les raisons de la dégénérescence de la Révolution russe. Mais ce chapitre n'en est qu'une petite partie. Il est grand temps que ce livre ainsi que les autres principaux ouvrages de Trotsky soient intégralement publiés en Union soviétique !

En dépit de ressources limitées et d'une maîtrise rudimentaire de la langue russe, la LCI a cherché dès le début à s'adresser à l'effervescence politique engendrée par la glasnost de Gorbatchev. Deux numéros récents de l'édition anglaise de *Spartacist*, notre revue théorique internationale, ont été consacrés aux événements actuels en Union soviétique, et tous deux comportent une courte partie bilingue anglais-russe que nous avons essayé de diffuser aussi largement que possible aux Soviétiques. Dans ce *Bulletin Spartacist* n° 1 sont reproduites les parties en russe de ces deux numéros de *Spartacist*. « L'URSS et les tâches de l'époque de transition » est un extrait de *l'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale*, déclaration programmatique rédigée par Trotsky et adoptée par la conférence de fondation de la Quatrième Internationale en 1938. L'introduction à ce document a été écrite par la LCI spécialement pour *Spartacist*, tout comme « Quand le Thermidor soviétique a-t-il eu lieu ? » qui détaille les événements décisifs qui ont conduit à la dégénérescence de la révolution d'Octobre en 1923-1924.

Nous avons également traduit pour le *Bulletin Spartacist* une lettre adressée à l'ambassade soviétique début août lorsque l'impérialisme américain a commencé à déployer massivement sa puissance militaire en Arabie saoudite, provocation flagrante pour s'emparer du pétrole [lettre publiée en français dans le *Bolchévik* n° 104, septembre 1990]. La coopération soviétique avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et autres puissances mondiales impérialistes dans cette aventure présente un danger imminent particulièrement pour l'Union soviétique elle-même et pour les masses travailleuses du monde.

- Août 1990

Women and Revolution

Abonnez-vous !

Journal of the
Women's
Commission
of the Spartacist
League/U.S.

3 numéros :
U.S., Canada :
US\$ 3

Etranger :
US\$ 4
(avion : US\$ 6)

Commande :
Spartacist Pub. Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA



Smash Attacks on Abortion Rights!

German "Führer" Against Women ... 4
Public Health Care Opposed ... 12
Communist Party ... 12

States with Anti-Prison Law in Question ... 28
Public Health Care Opposed ... 28
Prisoners ... 28

British Women's Rights Activists ... 17
From Turkey, All ... 17
School Irish Students Fighting Abortion Ban ... 21

Support from India ... 28
USSR: "Total Production" Plan ... 28
Break the Shackles of Israel ... 28

Tiré du « Bulletin Spartacist » n° 1 en russe



Films Art et Science

Léon Trotsky, co-dirigeant de la Révolution russe, s'adresse à un rassemblement du Premier Mai sur la place Rouge au début des années 20. La banderole salue les ouvriers luttant contre le « vieux monde » de l'exploitation capitaliste. Retour à la voie de Lénine et de Trotsky !

Nous publions ci-dessous une traduction légèrement adaptée de l'introduction au premier numéro du Bulletin Spartacist en russe paru en octobre 1990.

Qui, réellement, était Trotsky ? Pourquoi Staline craignait-il par-dessus tout de laisser publier en Union soviétique ne fût-ce qu'un seul mot de Trotsky après 1928 ? Pendant des décennies, la vérité sur Trotsky, connu dans le monde comme un des plus proches camarades de Lénine pendant la Révolution russe, a été enterrée en URSS sous une montagne de mensonges et de cadavres. Pratiquement toute la génération qui a accompli Octobre, triomphé dans la Guerre civile et héroïquement donné sa sueur et son sang pour jeter les fondations de l'industrie soviétique, a été exilée et assassinée ; bien souvent sous la seule accusation de « trotskysme ». Les mots de Trotsky, « la révolution d'Octobre a été faite pour les travailleurs et pas pour de nouveaux parasites », ont hanté la bureaucratie de Staline. Elle avait peur que le prolétariat soviétique s'imprègne à nouveau du programme internationaliste de la révolution d'Octobre et lie la cause des masses soviétiques à la lutte de classe dans les autres pays.

Aujourd'hui, c'est la glasnost dans l'Union soviétique de Gorbatchev. Trotsky ne peut plus être grotesquement présenté comme un agent de l'empereur du Japon et du Troisième Reich – il est maintenant permis au peuple soviétique de savoir que Trotsky a été le fondateur de l'Armée rouge. Pourtant, tous les principaux courants politiques continuent à traîner dans la boue Trotsky et le programme politique pour lequel il s'est battu. Les sociaux-démocrates et les

partisans affichés de la restauration capitaliste de la Plateforme démocratique du PCUS créent une nouvelle démonologie présentant à longueur de pages Trotsky comme le frère jumeau de Staline, comme lui affamé de pouvoir. Cette vision des choses est très appréciée dans le camp Gorbatchev. D'un autre côté, des bureaucrates de la vieille garde tels que Polozkov, de l'école Nina Andreeva, préfèrent le *Précis de l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* de Staline ; ils osent se prétendre les successeurs de Lénine alors qu'ils louent la « sagesse » de son antipode – Staline.

Dans leur haine de Trotsky, ce que révèlent ces différentes ailes de la bureaucratie soviétique qui se désagrège, c'est leur acceptation du plus grand mensonge du stalinisme : l'identification d'Octobre avec le programme nationaliste et antiouvrier du « socialisme dans un seul pays » et avec son corollaire, la recherche d'une impossible « coexistence pacifique » permanente avec l'impérialisme. En calomniant Trotsky, les différents héritiers de Staline rejettent à nouveau l'internationalisme révolutionnaire des cadres fondateurs du communisme soviétique qui voyaient en la révolution d'Octobre, qui a donné naissance à l'Etat soviétique, le *premier pas de la révolution prolétarienne mondiale* et qui ont fondé dans cet esprit l'Internationale communiste.

Trotsky et ses partisans, organisés dans l'Opposition de gauche, ont été la preuve vivante que le stalinisme ne découle pas du léninisme ; ils ont été persécutés, exilés et finalement assassinés par Staline parce qu'ils ont continué à lutter pour le programme de Lénine. Mais le trotskysme

suite page 47